** ECOSOF S.A.**

**Economie Société Finances Gestion**

**Étude de la capacité nationale de financement de l’éducation en Haïti**

**Réalisée pour le compte de**

**l’OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT EN EDUCATION**

**ONAPE**

**Août 2018**

Table des Matières

[Résumé Exécutif 6](#_Toc521299174)

[Chapitre I. Introduction 11](#_Toc521299175)

[1. Cadre, contexte et objectifs de l’étude 11](#_Toc521299176)

[1.1 Les objectifs de l’étude 12](#_Toc521299177)

[1.2 L’approche de l’étude 13](#_Toc521299178)

[Chapitre II. Le système éducatif haïtien, sa gestion stratégique et ses résultats 16](#_Toc521299179)

[2.1 Le système et ses structures de gestion 16](#_Toc521299180)

[2.2 De l’organisation académique du système 18](#_Toc521299181)

[2.3 La configuration du système et sa fréquentation 18](#_Toc521299182)

[2.3.1 De l’infrastructure et de la fréquentation du système 19](#_Toc521299183)

[2.3.2 La composition de l’offre d’infrastructures scolaires 21](#_Toc521299184)

[2.3.3 Les caractéristiques de l’offre scolaire 22](#_Toc521299185)

[2.4 La demande du système scolaire 24](#_Toc521299186)

[2.5. Des résultats du système en place 26](#_Toc521299187)

[Chapitre III. Du contexte global du développement de l’éducation 29](#_Toc521299188)

[3.1 De la division des activités éducationnelles en secteurs public et prié 29](#_Toc521299189)

[3.2 Le contexte international du financement de l’éducation 30](#_Toc521299190)

[3.2.1 La capacité de financement de l’éducation sur le plan universel 32](#_Toc521299191)

[3.3 Du contexte régional du financement de l’éducation 33](#_Toc521299192)

[3.3.1 De la comparaison des pays en région 35](#_Toc521299193)

[Chapitre IV. Etat des lieux du financement public de l’éducation en Haïti 38](#_Toc521299194)

[4.1 Les dépenses sociales dans les dépenses publique de l’Etat 39](#_Toc521299195)

[4.1.1 Les dépenses d’éducation dans le total des dépenses publiques 42](#_Toc521299196)

[4.1.2 Les dépenses publiques de l’éducation par niveau d’enseignement et par élève 44](#_Toc521299197)

[4.1.3 Les types de dépenses publiques en éducation 45](#_Toc521299198)

[4.1.4 Les dépenses de fonctionnement 46](#_Toc521299199)

[4.2 Les éléments de dépenses de fonctionnement 47](#_Toc521299200)

[4.2.1 L’organisation, la gestion et le financement de l’enseignement 49](#_Toc521299201)

[4.2.2 Du système de calcul des coûts et des prévisions 52](#_Toc521299202)

[4.2.3 Les dépenses de l’éducation par élève, par niveau d’enseignement et par département 57](#_Toc521299203)

[4.2.4 Les résultats des calculs des dépenses sur le plan national 58](#_Toc521299204)

[4.2.5 Les résultats des calculs sur le plan départemental 62](#_Toc521299205)

[4.3 Conclusion sur l’état des lieux du financement du secteur public 67](#_Toc521299206)

[Chapitre V. L’éducation non publique et son financement 69](#_Toc521299207)

[5.1 Des composantes du cout de l’éducation dans le secteur non public, l’offre 69](#_Toc521299208)

[5.1.1 Les prix du service éducatif et les revenus générés 70](#_Toc521299209)

[5.2 L’enquête sur l’éducation et ses résultats sur le plan financier 72](#_Toc521299210)

[5.2.1 Le modèle d’analyse 74](#_Toc521299211)

[5.2.2 Les dépenses directes dans l’éducation sur le plan global 75](#_Toc521299212)

[5.2.3 Les résultats de l’enquête 75](#_Toc521299213)

[5.3 Les dépenses indirectes 84](#_Toc521299214)

[5.3.1 Les dépenses ou les couts indirects de l’éducation sur le plan national et départemental 84](#_Toc521299215)

[5.3.2 Couts directs et indirects de l’éducation encourus par les parents sur le plans global et départemental 86](#_Toc521299216)

[5.4 Conclusions de l’état des lieux du financement non public de l’éducation 88](#_Toc521299217)

[Chapitre VI. L’aide publique au développement (APD) et le financement de l’éducation 91](#_Toc521299218)

[6.1 L’APD au cours des cinq dernières années 91](#_Toc521299219)

[6.2 Les projets d’éducation de 2012-à 2017 93](#_Toc521299220)

[Chapitre VII. Synthèse et conclusions de l’Etat des lieux 96](#_Toc521299221)

[7.1 Première conclusion de l’état des lieux 96](#_Toc521299222)

[7.2 Deuxième conclusion de l’Etat des lieux du financement de l’Education en Haïti 97](#_Toc521299223)

[7.3 Troisième conclusion de l’état des lieux 97](#_Toc521299224)

[7.4 Quatrième conclusion de l’état des lieux 98](#_Toc521299225)

[7.5 Cinquième conclusion de l’état des lieux 98](#_Toc521299226)

[Chapitre VIII. Le système éducatif haïtien et de son financement revisité 100](#_Toc521299227)

[8.1 Du diagnostic stratégique du système 100](#_Toc521299228)

[8.1.1 Des éléments d’un diagnostic opérationnel du système éducatif national 102](#_Toc521299229)

[8.2 De la stratégie de financement de l’éducation en Haïti 104](#_Toc521299230)

[8.2.1 Le cadre stratégique 104](#_Toc521299231)

[8.2.2 La capacité nationale de financement de l’éducation : du souhaitable au possible 104](#_Toc521299232)

[8.2.3 L’organisation et la gestion du système revisitées 105](#_Toc521299233)

[8.3 Du financement du système éducatif 106](#_Toc521299234)

[8.3.1 Des activités à financer 107](#_Toc521299235)

[8.3.2 L’objectif et sources de financement de financement 108](#_Toc521299236)

[8.3.4 Des contraintes à la mise en application de toute stratégie de financement national de l’éducation 109](#_Toc521299237)

[Annexes 111](#_Toc521299238)

[Annexe 1 : Organigramme du système éducatif Haïtien 112](#_Toc521299239)

[Annexe 2 : Grands moments du système éducatif Haïtien 113](#_Toc521299240)

[Annexe 3 : Cartographie de l’enquête nationale sur l’éducation en Haïti 114](#_Toc521299241)

[Annexe 4 : Les différents projets financés par la BID 115](#_Toc521299242)

**Table des Tableaux**

[Tableau 1. Offre et demande scolaires en Haïti 19](#_Toc521256148)

[Tableau 2. PROOFIL DES établissements du système 22](#_Toc521256149)

[Tableau 3. Le profil des institutions et des infrastructures éducationnelles du système 23](#_Toc521256150)

[Tableau 4. Evolution de la demande de l’éducation par tranche d’âge 25](#_Toc521256151)

[Tableau 5. Demande scolaire globale du système éducatif 25](#_Toc521256152)

[Tableau 6. Evolution des cycles scolaires et des résultats de 2005 à 2017 27](#_Toc521256153)

[Tableau 7. Elèves fréquentant une école privée non religieuse selon le quintile de richesse des ménage en % 29](#_Toc521256154)

[Tableau 8. Dépenses nationales dans l'éducation au niveau mondial, année 2015 31](#_Toc521256155)

[Tableau 9. La situation d’Haïti par rapport à trois autres pays en matière d’éducation 33](#_Toc521256156)

[Tableau 10. Les dépenses publiques, dépenses sociales et dépenses d’éducation : une vue globale 40](#_Toc521256157)

[Tableau 11. Dépenses par niveau d'enseignement par élève en dollars US 45](#_Toc521256158)

[Tableau 12. Les dépenses de fonctionnement et d’investissement, MDG 45](#_Toc521256159)

[Tableau 13. Evolution de l'effectif du personnel du MENFP 47](#_Toc521256160)

[Tableau 14. Nature des dépenses selon la nomenclature du budget national 47](#_Toc521256161)

[Tableau 15. Effectif du pilotage, de la gestion et de l'enseignement du secteur public 51](#_Toc521256162)

[Tableau 16. Résultats de l’exécution du budget du MENFP 2016-2017 par rubrique et par entité, MDG 52](#_Toc521256163)

[Tableau 17. Structuration des activités de l'éducation 53](#_Toc521256164)

[Tableau 18. Croissance et proportions des dépenses de personnel par rapport aux autres dépenses 58](#_Toc521256165)

[Tableau 19. Dépenses annuelles par département, par enseignant et par élève 64](#_Toc521256166)

[Tableau 20. Distribution de l’échantillon de l’enquête 72](#_Toc521256167)

[Tableau 21. Organisation structurelle de base des données du recensement de 2015-2016 73](#_Toc521256168)

[Tableau 22. Configuration du système sur le plan départemental 74](#_Toc521256169)

[Tableau 23. Couts estimatifs des principales rubriques de dépenses 76](#_Toc521256170)

[Tableau 24. Total des dépenses annuelles du système éducatif 77](#_Toc521256171)

[Tableau 25. Les dépenses encourues par département pour les secteurs publics et non publics 78](#_Toc521256172)

[Tableau 26. Poids relatifs des dépenses départementales par rapport aux dépenses nationales 79](#_Toc521256173)

[Tableau 27. Des dépenses départementales publiques et non publiques du 3e cycle et secondaire 80](#_Toc521256174)

[Tableau 28. Poids relatifs des dépenses départementales dans le total national 3e cycle et secondaire 81](#_Toc521256175)

[Tableau 29. Configuration de la base de calculs de revenus des établissements scolaires 82](#_Toc521256176)

[Tableau 30. Les revenus générés par le système éducatif national 84](#_Toc521256177)

[Tableau 31. Les dépenses directe et indirectes de l’éducation payées par les familles 85](#_Toc521256178)

[Tableau 32. Total des dépenses directes et indirectes des parents 86](#_Toc521256179)

[Tableau 33. Synthèse de la situation financière du secteur éducatif 87](#_Toc521256180)

[Tableau 34. Etats des résultats financiers du système éducatif 88](#_Toc521256181)

[Tableau 35. Investissement public dans l'éducation et l'APD au cours des cinq dernières années 92](#_Toc521256182)

[Tableau 36. Programme et projets dans le secteur de l’éducation, 2010-2017 94](#_Toc521256183)

[Tableau 37. Ratios et indicateurs de mesure de qualité et de capacité 102](#_Toc521256184)

[Tableau 38. Sources de revenus et montants anticipés 108](#_Toc521256185)

# Résumé Exécutif

**Cadre et objectifs de l’étude**

L’étude de la capacité de financement de l’éducation est l’un des produits de la mission de l’Office National de Partenariat en Education dont l’objectif principal est de mobiliser les énergies dans le cadre d’un effort concerté visant à promouvoir la qualité et l’accès à l’éducation pour tous en Haïti. Elle a été confiée à la firme ECOSOF SA, par suite d’un appel à propositions qui consistait à recruter un expert familier avec la situation de l’éducation et de l’environnement dans lequel celle-ci évolue.

Cette étude a en effet placé l’éducation dans un cadre global qui fait d’elle une affaire fondamentale et universelle considérée comme la toile de fond du développement socio économique et culturel de tous les pays qui recherchent leur intégration dans la nouvelle ère de mondialisation sous tendue par l’élimination des frontières à la connaissance.

Les principales références de l’étude ont été de ce fait les critères définis et les pratiques observées dans les pays à travers le monde qui ont placé l’éducation à la base de leurs projets d’avenir et qui ont compris qu’il s’agissait de préparer la fondation sociale de tout progrès de développement économique et socio-culturel qui s’insère dans cette nouvelle dynamique mondiale.

La recherche de cette dynamique a conduit les responsables stratégiques vers une mise en commun de ces énergies indispensables en vue d’abord de s’entendre sur la notion de la qualité et ensuite de saisir l’ampleur des ressources financières nécessaires pour mettre en place cette fondation.

Cette préoccupation a été à la base de la signature du Pacte National pour l’Education de Qualité (PNEQ) signé par les acteurs intéressés et qui évoluent dans le domaine de l’éducation. Ce pacte a retenu comme pierre angulaire la mobilisation des ressources financières qui devraient être au moins 35% du total des dépenses publiques du pays et 8% de son produit intérieur brut (PIB).

Atteindre cet objectif du PNEQ passe par l’évaluation de la capacité nationale, exercice qui a nécessité le passage en revue des dépenses consenties par les pouvoirs publics dans le financement de l’éducation au cours des dernières années et de l’allocation des ressources qui y ont été injectées.

**Le contexte économique du l’évolution du système éducatif**

L’étude a montré en effet que le cadre économique et financier du pays est précaire. Le PIB est en situation de stagnation depuis ces cinq dernières années et sa taille faible ne montre pas des signes de la croissance qui pourrait soutenir une augmentation dramatique des dépenses publiques qui lui sont tributaires. Environ 17% du total des dépenses publiques sont prévues dans le budget national et en 2016-2017 ces dépenses avaient occupé 26% dans le budget exécuté. Signe que les dépenses publiques de l’éducation ont résisté à la baisse de l’économie réelle. Mais celles-ci demeurent loin de pouvoir atteindre les 35% visés par le PNEQ, malgré les efforts des pouvoirs publics de contenir la baisse des dépenses sociales dans le budget national.

Ce contexte économique et financier est le cadre dans lequel sont menées les activités éducatives destinées à 3.9 millions d’enfants en âge d’aller à l’école et à près d’un million de sur âgés qui doivent se faire également éduquer. Selon les données du recensement de 2015-2016, la demande de l’éducation est desservie par 34,215 écoles disponibles à travers le pays et 89% appartiennent au secteur non public. Environ 30% du total est inadéquat et cela touche aussi bien les infrastructures publiques que privées, ce qui ne manque pas d’avoir des impacts sur la qualité de l’éducation.

**Le financement du système éducatif en place**

Le financement public du système sert principalement à faire face aux dépenses de pilotage et payer le salaire des enseignants pour assurer son fonctionnement. Les dépenses en capital qui sont prévues dans le budget national sont en général exécutées à environ 37%, laissant l’infrastructure du système en déficit de capitalisation que le secteur non public n’a pas pu combler.

L’appréciation des dépenses non publiques en tant que tel est faite à partir des données estimatives tirées d’une enquête nationale sur l’Education réalisée dans le cadre de la présente étude. Ces dépenses non publiques sont estimées 6.5 fois plus importantes que celles consenties par l’Etat dans le secteur public de l’éducation. Elles couvrent les dépenses du logement ou de l’amortissement des infrastructures qui comptent pour 16.24% , l’acquisition de matériels non scolaires et scolaires pour 3%, le personnel enseignant pour 42.77% et la gestion de l’enseignement pour 38% environ.

Cette structure des dépenses est pratiquement la même que celles enregistrées au niveau du secteur public où le pilotage absorbe 41% des 10.4 milliards alloués à son fonctionnement, la masse salariale compte pour 57% et les autres services pour environ 2%. Le cout des infrastructures de gestion sont cependant moins importantes dans le public que dans le non public, en raison du fait que l’Etat est propriétaire de la plus grande partie de ces bâtiments publics en grande partie financée par l’APD au cours des dix dernières années.

**Le cout de fonctionnement du système**

La somme des dépenses effectuées par les secteurs public et non public s’élève à 82.5 milliards de gourdes auxquelles il faut ajouter 50 milliards de dépenses indirectes consenties par les parents dans le processus éducationnel des enfants, ce qui porte à 133.2 milliards le coût annuel de fonctionnement du système éducatif, y compris les dépenses publiques.

Les dépenses effectuées par l’Etat s’estiment annuellement à 10.4 milliards de gourdes et celles effectuées par les écoles s’estiment à 71.2 milliards. A ce montant, il faut ajouter environ 50 milliards de dépenses indirectes effectuées par les parents.

Du côté des revenus, le système génère 49 milliards de gourdes encaissés sous forme de frais annuellement divers et d’écolage versés par les parents aux écoles. En tenant compte des dépenses indirectes que ces parents consentent, on conclut qu’ils supportent près de 100 milliards de gourdes sous forme de dépenses directes et indirectes dans l’éducation des enfants. En soustrayant les 10.4 milliards injectés au secteur public, il résulte donc un déficit de 22.milliards environ qui sont financés en dehors du système, ce qui pourrait provenir de différentes sources externes ou de financement divers de la part des églises et de missions. L’ampleur de ce déficit ne peut pas être comblé par ces apports informels au regard du profit des infrastructures qui assurent leur fonctionnement.

**La gestion stratégique du système éducatif**

Par rapport à la gestion stratégique du système, l’étude souligne que le MENFP en joue le double rôle de stratège et de gestionnaire, ce qui n’aurait pas été un problème si ce dernier était uni sectoriel. Mais l’existence de deux secteurs public et non public crée une distorsion dans les allocations de ressources où les moins favorisés en sont les principales victimes, sous la forme d’une pauvre qualité de l’éducation manifestée diversement.

Une des formes que prend cette distorsion est la sous capitalisation du secteur non public alors que la programmation des dépenses d’investissement de l’Etat est destinée uniquement au secteur public. Ce qui va faire baisser fortement le niveau moyen de capitalisation d’ensemble du système. Une faiblesse qui contribue à l’émergence de trois produits éducationnels et donc de trois mondes : 1) dans le public, un produit socio-académiquement moyen est sorti du système et se défend pelle mêle pour faire son chemin socio-économique, 2) dans le privé, une élite appartenant au cinquième quintile de richesse et en mesure de fréquenter les meilleures de ses écoles devient un produit de standard universel capable de prendre en main son avenir socio économique 3) en revanche, dans ce même secteur, une masse d’élèves livrés sous les tonnelles et les tentes, les églises et les missions condamnée à échouer académiquement, socialement et économiquement coexistent avec les meilleurs, les moyens et les moins que moyen.

Ceci amène à conclure que l’Etat haïtien doit trouver une autre stratégie capable de propulser le secteur éducationnel au niveau susceptible de l’habiliter à jouer son rôle de fondation sociale de l’avenir économique du pays.

**Les défis à relever par le système**

Pour mieux cerner les contraintes du système et permettre de mieux concevoir l’approche financière à adopter dans la recherche de son financement national global, certains indicateurs sont ici synthétiquement présentés.

1. **La population scolarisée dépassent de 19% la population scolarisable**. Cette donnée cache un phénomène subtile qui n’a pas l’air évident au premier regard. Elle traduit les retards accusés par les enfants en âge d’aller à l’école mais qui n’ont pas pu le faire pour de multiples raisons sociales et économiques. Elle exprime aussi un taux de redoublement relativement élevé accusé par le système en place, redoublement encore imputable à des raisons sociales et économiques qui affectent la capacité d’assimilation des élèves.

2. **La population scolaire urbaine est pratiquement égale à la population scolaire rurale,** situation quimet en exergue les difficultés confrontées par la population scolaire rurale en terme d’accès aux différents services sociaux : eau potable, électricité, transport aux lieux scolaires qui sont des facteurs importants dans le processus éducationnel. Les distances à parcourir pour faire le va et vient entre l’école et la maison absorbent le temps d’apprentissage de l’enfant. Avec 50% d’élèves évoluant en milieu rural dans ces conditions, on comprend que les répercussions sur les résultats globaux seront grandes.

3. **Les infrastructure scolaires rurales sont majoritairement déficientes**. Nominalement, le nombre d’écoles rurales est plus élevé que l’urbain, ce qui est traduit par 57.6% des 34 215 disponibles dans les zones rurales contre 42.40% pour l’urbain. Dans la réalité, près de 15% des écoles rurales sont inadéquates ceci réduit dans les faits le niveau des infrastructures disponible à 41.68%, le même niveau que l’urbain assorties cependant des contraintes ici mentionnées. L’implication est qu’un nombre important d’élèves n’a pas d’espaces adéquats pour recevoir l’éducation et les résultats en pâtissent.

4. **Le produit intérieur brut du pays (PIB) est faible et l’IHSI a estimé son taux de croissance à 1.2%** en 20116-2017, après 5 année de stagnation où la croissance économique a été plus faible que celle de la population, ce qui se traduit par une croissance négative. La taille de l’économe est faible, soit 8.8 milliards par année. Dans ce contexte, les dépenses publiques qui découlent des taxes collectées sur les biens et services produits dans l’économie sont également faibles.

5. **Les dépenses de l’éducation reflètent la performance du PIB et les dépenses publiques** car elles représentaient 3.75% du premier et 16.87% en prévision du second. En exécution elles ont été de 330 millions de dollars américains effectivement dépensés en 2016-2017, soit 26% du total des dépenses exécutées. Une situation précaire face aux dépenses totales des secteurs publics et non publics de l’éducation qui accusent un niveau de dépenses de fonctionnement de l’ordre de 2 milliards de dollars par année, soit pratiquement le même niveau que les prévisions de dépenses du budget national, ou 23% du PIB du pays.

**La stratégie de financement**

C’est dans ce contexte global des grands défis soulevés qu’il importe d’évaluer les possibilités pour le pays de financer l’éducation de ses populations urbaines et rurales. Cette capacité nationale devra tenir compte de ces défis à relever et qui constituent des entraves à la recherche de la qualité dont le financement doit en être assorti.

Ceci renvoie en effet à placer cette recherche de qualité et de capacité de financement dans un projet qui passe par l’émergence d’un seul secteur sous le pilotage d’une instance stratégique libérée du rôle de gestionnaire opérationnel de l’éducation. Ainsi, ce pilote pourra s’occuper de la mobilisation des ressources et les canaliser vers l’ensemble des populations en demande de formation.

Dans cette perspective, l’étude a conçu un modèle de financement annuel de 1.6 milliards de dollar articulé au tour de 5 axes financiers .

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |
|  | Gourdes | Dollars | Poids |
| Le Budget de l'Etat | 32,987,000,000 | 507,492,308 | 31.72% |
| Programmes nationaux | 17,013,000,000 | 261,738,462 | 16.36% |
| Contributions locales | 27,000,000,000 | 415,384,615 | 25.96% |
| Aide Externe | 2,000,000,000 | 30,769,231 | 1.92% |
| Contributions Parents | 25,000,000,000 | 384,615,385 | 24.04% |
| Total | 104,000,000,000 | 1,600,000,000 | 100.00% |
|  |  |  |  |

1. Le premier axe serait les dépenses publiques, dont le poids dans le total du budget national serait variable, qui apporteraient un montant de 507.5 millions de dollars américains. Un montant qui équivaudrait à 26% des dépenses publiques exprimées en dollars quel que soit la taille de celles-ci pendant au moins cinq années, période à la fin de laquelle il serait réévalué .

2. Le deuxième axe reposerait sur le fonds national d’éducation (FNE) qui avait mobilisé 107 millions de dollars au cours de sa première année de fonctionnement, sans cadre légal. Maintenant que les structures sont en place, le FNE devrait mobiliser plus du double du montant initial, sous l’hypothèse des corrections à apporter dans son fonctionnement actuel et des efforts de mobilisation à déployer dans ce nouveau contexte.

3. Le troisième axe reposerait sur une « redevance éducation » de 10 gourdes au moins qui serait collectée sur toutes les transactions qui se font dans l’économie nationale, au niveau des marchés publics, des supermarchés et de toutes les institutions où s’effectuent les échanges de biens et de services. Cette redevance devrait mobiliser au moins 415.4 millions de dollars sur une base annuelle

4. Le quatrième axe serait les contributions des parents sous forme de frais divers de scolarité qui apporteraient 384.61 millions de dollars annuellement, soit une baisse de 65% des dépenses qu’ils encourent dans l’actuel système et une autre baisse de près de 50% des dépenses indirectes effectuées au quotidien dans le processus éducationnel de l’enfant.

5. Le cinquième axe serait celui du financement international qui occuperait 2% de l’enveloppe globale, l’équivalent de leur contribution moyenne par année dans l’éducation au cours des 10 dernières années

Cette enveloppe servirait à financer cinq activités principales par année dans les différents niveaux d’enseignement qui sont : 1) la petite enfance ou le programme préscolaire couvrant les enfants de 3 à 5 ans ; 2) l’environnement et les infrastructures scolaires ; 3) le salaire et le plan de carrière des enseignants ;  4) l’accès aux services de base devant faciliter l’apprentissage des élèves ; 5) la technologie de l’information.

Ces différentes activités devraient constituer la base de la qualité recherchée dans l’éducation nationale du pays et reconfigurer le système en le rendant viable,

# Chapitre I. Introduction

## 1. Cadre, contexte et objectifs de l’étude

L’office national de partenariat en éducation (ONAPE) est un organisme créé par la loi en 2007 en vue de promouvoir la participation de tous les concernés à la mise en place d’une éducation de qualité accessible à la majorité de la population scolarisable en Haïti ; une stratégie qui doit servir de soutien aux efforts de sortir le pays de son stade de PMA et l’accompagner sur le chemin de devenir un pays en émergence capable de relever les défis de sa refondation d’ici à 2030[[1]](#footnote-1).

Cette mission de l’ONAPE touche évidemment une diversité d’aspects portant sur les réseaux scolaires qui forment l’ossature de l’éducation de base du pays, les différents partenaires et partenariats qui soutiennent cette base et la font fonctionner, dans un contexte de l’augmentation de la demande de formation liée directement à celle de la population. En fait, la croissance de la demande de l’éducation est une préoccupation mondiale qui a déjà retenu l’attention de différents pays et acteurs évoluant dans le domaine et qui ont compris que « la demande de l’éducation vient de toutes les composantes de la société ». Les responsables stratégiques ont, en ce sens, adhéré aux différentes conférences mondiales organisées sur la problématique de la diversité des sources et de la croissance de la demande de l’éducation**[[2]](#footnote-2).** Cesconférences se sont étalées longuement sur le fait que la question dépasse de loin l’éducation scolaire de base pour s’étendre à la formation post scolaire et la préparation des jeunes à s’engager dans l’action du développement et la création des conditions de leur bien-être matériel et leur épanouissement culturel. Ce qui renvoie au bout du compte à la question de la qualité de l’éducation, reliant la formation académique du jeune à l’évolution de son environnement de manière très large. En revanche, il reste que la formation est un processus qui a tout au moins un point de départ incontournable, l’éducation de base, et différents points d’arrivée que détermine la stratégie mise en place par les gouvernements en fonction des objectifs fixés sur le plan socio-économique.

Les responsables stratégiques ont donc compris qu’« Il faut équiper les enfants et les jeunes d’aujourd’hui pour qu’ils puissent remplir demain convenablement leurs devoirs de citoyen et devenir des acteurs du changement dans un monde de plus en plus globalisé. Pour faire tout cela, le système éducatif haïtien a un besoin urgent de mobilisation de ressources nouvelles pour surmonter les inégalités en matière d’éducation au niveau des groupes d’âges et des territoires[[3]](#footnote-3). »

De cette préoccupation, qui s’attaque au contenu et à l’orientation de l’éducation, en découle une autre d’une égale pertinence mais s’érigeant en des contraintes qui conditionnent l’offre de ce service indispensable. Il s’agit du financement de l’éducation de base elle-même, un des thèmes traités dans le *Pacte National pour l’éducation (PNEQ)* signé en 2016 entre le Ministère de l’Éducation Nationale et la Formation Professionnelle (MENFP) et les intervenants et partenaires du secteur. Ce volet financement est en effet le véritable défi à relever partout dans le monde ; il a fait l’objet de discussions dans les conférences mondiales où un consensus a été trouvé sur le poids que l’éducation devrait occuper dans le budget national d’un pays.

Cette problématique rentre aussi dans le cadre de la mission de l’ONAPE qui se doit de faire le jour sur une réconciliation entre la qualité et le coût de l’éducation, compte tenu des objectifs poursuivis. L’office doit subséquemment établir **la capacité du pays à financer ce binôme qualité-coût.**

En fait, beaucoup de dispositions ont été prises au cours des dernières années en vue de mettre en place des fonds et des sources de financement au-delà du budget national pour contrer ce problème épineux. Le Programme de Scolarisation Universelle Gratuite et Obligatoire (PSUGO), le Fonds National de l’Éducation (FNE) sont parmi les récentes initiatives prises sur le plan national pour supporter le financement de l’éducation de base dans le pays alors que sur le plan international pas moins de 10 programmes ont été proposés pour traverser cette étape indispensable qui est l’éducation de base. Mais à date, les résultats obtenus demeurent encore loin d’atteindre les objectifs visés en raison de la quantité de ressources jusque-là mobilisée et de l’administration des fonds eux-mêmes[[4]](#footnote-4).

Il en résulte une équation formée d’une part de l’offre de l’éducation de qualité et de la demande de l’autre, placée dans un contexte de financement contraignant ; ce qui a porté l’ONAPE à se pencher sur la recherche de la capacité effective du pays à financer ce déterminant aussi bien de l’avenir des jeunes que de l’environnement socioéconomique dans lequel ces derniers sont appelés à évoluer. C’est d’ailleurs une préoccupation générale de tous les pays, quel que soit leur niveau de développement. Ils placent l’éducation, son coût et son financement au centre de leur stratégie socioéconomique à la lumière des objectifs de développement qu’ils se fixent à chaque fois qu’ils s’interrogent sur l’avenir et considèrent les jeunes comme principaux déterminants.

C’est dans ce cadre que se réalise l’**Etude de la capacité nationale de financement de l’Education**. Celle-ci esten effet un examen approfondi du réel et du possible en matière de financement et met en perspective l’approche de chacun des groupes d’acteurs impliqués dans la question du financement et les apports qu’ils y ont effectivement faits ou sont capables de faire, que ce soit du côté de l’Etat, des intervenants du privé ou du non public et de l’Aide publique au développement.

### 1.1 Les objectifs de l’étude

L’étude est basée sur la prémisse du PNEQ selon laquelle l’Etat Haïtien devrait doubler au moins le financement de l’éducation, soit 35% du budget ou 8% du PIB du pays. Elle entend « *évaluer* la capacité nationale en matière de financement de l’éducation et proposer des solutions innovantes et réalistes, en tenant compte des contraintes et des enjeux, pour augmenter les dépenses publiques affectées au secteur» en vue d’augmenter l’accès à l’éducation de qualité.

Au nombre des objectifs spécifiques, l’étude devrait au moins :

1. évaluer le niveau d’investissement public engagé dans l’éducation au cours des dernières années

2. évaluer le niveau d’investissement non public engagé dans l’éducation

3. évaluer l’Aide Publique au Développement (APD) effectivement affectée au secteur de l’éducation au cours des dernières années ;

4. évaluer le coût global de l’éducation pour la nation (réseau public et réseau non public) sur une année académique ;

5. évaluer les conditions et le niveau d’allocation de ressources publiques qui peuvent être affectées au financement de l’enseignement privé ;

6. analyser les postes de dépenses en éducation actuellement disponibles et proposer de nouvelles formes de réallocation pour une utilisation efficace et efficiente des ressources financières dans une perspective de rendement interne et externe du système éducatif ;

7. Identifier et analyser au niveau national des sources innovantes et réalistes de financement pour augmenter l’enveloppe budgétaire du secteur de l’éducation. Dans cette perspective, prendre en compte les incidences des facteurs socioéconomiques existants et mobilisés sur la qualité de l’éducation. Sur cette base, produire des recommandations à partir des différents objectifs retenus susceptibles de produire et de faciliter l’accès à l’éducation de qualité recherchée.

### 1.2 L’approche de l’étude

Sur la base d’un appel à proposition, la firme ECOSOF a été retenue par l’ONAPE pour travailler sur cette étude dont le but visé est de parvenir à tracer la voie par la mise en place d’un véritable tableau de bord qui puisse montrer la configuration, l’évolution et la matérialisation du financement de l’éducation en Haïti. La nécessité du tableau de bord est dictée par la raréfaction des ressources qui est la question fondamentale à laquelle il convient de trouver une réponse, s’il faut augmenter la qualité de l’éducation et y faciliter l’accès pour la majorité de la population. Cette voie s’inspire des expériences qui sont faites par les autres pays dans le domaine et des lignes directrices qui sont tracées par les différents acteurs et spécialistes internationaux pour parvenir à l’intégration de la formation des jeunes à l’environnement global où ils sont appelés à y être des acteurs.

#### 1.2.1 L’opérationnalisation de l’étude

Cela dit, l’étude a choisi tout au départ de faire une évaluation de la situation globale du financement de l’éducation au regard des résultats obtenus pour ensuite procéder à une évaluation des coûts associés au financement d’une éducation de qualité pouvant être accessible à la majorité de la population du pays. Mais en amont de tout cela, le système actuellement en vigueur est présenté de manière à établir le niveau de connaissance de la matière et de la compréhension générale de son fonctionnement.

On comprend dès lors que l’étude a tenu compte de la santé globale du système et est traversée par la tendance à faire le point sur les progrès réalisés et le chemin qui reste à parcourir pour parvenir à un rapprochement du possible au regard du souhaitable, notamment à la lumière des objectifs fixés par le PNEQ .

Le cadre analytique proposé est donc dynamique et est campé à la lumière de l’expérience des autres dans le domaine du financement au regard de la qualité, cadre à l’intérieur duquel est placé Haïti avec ses spécificités propres.

Ce qui avait l’air d’un simple exercice d’estimation et de tabulation a pris une dimension au-delà de la portée anticipée pour devenir un véritable projet qui a dû poser des questions sur le système existant et sa cohérence interne au regard des résultats obtenus jusque là et des résultats que l’on recherche. L’étude a pris soin de se confiner dans les TDR en répondant à toutes les préoccupations qui y ont été soulevées certes mais en s’accolant sur la principale qui consiste à déterminer la capacité à financer l’éducation du pays. Ce qui a conduit à poser une autre question à savoir «  quelle éducation qu’il convient de financer ? Celle produite par le système en place avec les résultats obtenus ou un système qui donne des résultats meilleurs ?»

L’étude a donc forcé un regard critique de l’existant afin de proposer une approche capable de mener vers d’autres résultats. La conclusion est que les résultats obtenus jusque là ne sont pas attribuables à l’enveloppe financière entant que telle mais plus à l’organisation du système en place. C’est pourquoi le système a été revisité et son financement ainsi que sa gestion approchés autrement.

Cette approche conduit à organiser l’étude en quatre grandes phases.

La première phase part du constat de l’existant éducatif vu sous l’angle de sa gouvernance en amont et de sa structuration en aval. A cet effet, le recensement de l’éducation réalisé par le DPCE en 2015-2016, dont un rapport a été publié en 2017, a servi de base pour saisir : a) de manière panoramique le système éducatif haïtien, son fonctionnement et son organisation sur le plan national ; b) l’offre globale de l’éducation, composée des deux secteurs public et non public et la demande effective de l’éducation provenant des différentes tranches d’âge de la population du pays ; c) la réalité normative et effective de la demande de l’éducation dans le pays, nuance qu’il convient de capter pour parvenir à bien comprendre le volet financement et la capacité du pays à y faire face.

La deuxième phase part du constat selon lequel la question de l’éducation est une affaire qui concerne les peuples du monde et de tous les continents. Il a été jugé nécessaire à cet effet de placer cette étude dans ce cadre universel pour mieux situer Haïti et les efforts qu’il doit faire dans le domaine de l’éducation et de son financement pour approcher le monde globalisé d’aujourd’hui dans lequel le pays est condamné à évoluer. Cette phase de l’étude a exigé une revue des travaux réalisés par les institutions internationales vue sous le prisme du financement et de la qualité de l’éducation.

En troisième lieu, l’étude a passé en revue les travaux déjà réalisés sur la question du financement de l’éducation en Haïti. Evidemment, le point de départ consiste à scruter les données provenant des finances publiques, rendues disponibles par le Ministère de l’économie et des Finances (MEF) sur les cinq dernières années. Ces données ont été complétées, tout au moins par comparaison, à partir de celles du MENFP tirées de l’étude financée par l’Union Européenne dans le cadre de l’appui budgétaire accordé à l’État haïtien et réalisée par la firme Eptisa en 2017 sur le Plan Décennal et de formation (PDEF) 2018-2027.

Ces données en provenance des ministères ont servi d’abord à évaluer les dépenses et les coûts de l’éducation du secteur public. Quant au secteur non public, il a fallu la réalisation d’une enquête nationale à partir d’un échantillon de 959 établissements scolaires et de plus de 600 ménages en vue de générer certaines données devant permettre de produire l’estimation des coûts divers de fonctionnement et certains paramètres financiers aussi bien du côté de l’offre que de la demande de l’éducation. En fait, ces deux types de données existantes et estimatives ont formé la base constitutive d’un état des lieux sur le financement de l’éducation en Haïti présenté dans trois chapitres du rapport.

Ces différentes étapes de l’étude ont jeté la base pour approcher sa finalité consistant à déterminer la capacité nationale de financement de l’éducation. Celle-ci renvoie à reposer encore la question de la qualité, cette fois de manière plus systémique, car il importe de saisir les fondements de la qualité de l’éducation que l’on cherche à financer. Ainsi, la capacité de financement renvoie à une association entre les différents profils de qualité recherchés qui pour leur part sont liés aux objectifs visés et effectivement poursuivis sur le plan socio-économique.

Il demeure que le document qui en sort est une tentative modeste qui a besoin de beaucoup d’approfondissement débordant le cadre de la mission qui a été définie. Ce qui est certain, des discussions qui découleront des propositions serviront à tester la cohérence des idées avancées.

La réalisation de l’étude est l’œuvre d’une équipe multidisciplinaire comprenant entre autres des éducateurs, des économistes, des financiers et des statisticiens qui ont mis à contribution les technologies disponibles. Ils ont été mobilisés à travers le pays pour visiter les écoles et conduire les entrevues avec les responsables, avec les parents des élèves au sein des ménages ; conduire des recherches sur l’éducation au niveau mondial ; mettre à l’œuvre leur savoir faire statistique en vue de produire la meilleure qualité de données possible dans un souci de parvenir aux estimations qui puissent faciliter la meilleure compréhension du fonctionnement du système.

Les travaux réalisés n’auraient pas été possibles sans les institutions qui ont rendu accessibles les données sur lesquelles on s’est basé pour produire les analyses. Les failles qui peuvent être décelées relèvent toutefois de la responsabilité de la firme et à elle de les corriger.

# Chapitre II. Le système éducatif haïtien, sa gestion stratégique et ses résultats

Étudier la capacité nationale de financement de l’éducation débute en tout premier lieu par une compréhension claire du système qui la dispense. En d’autres termes, il s’agit de connaître de manière profonde ce qu’il convient de financer, exercice qui renvoie à camper le système en place et ses différentes composantes et ramifications.

## 2.1 Le système et ses structures de gestion

Le Ministère de l’éducation nationale et de la formation professionnelle, comme son nom l’indique, est l’instance régalienne dépositaire de la politique de scolarisation et de la formation de manière générale à tous les niveaux dans le pays.

Son rôle stratégique fait de lui l’instance qui montre la voie en définissant les grandes lignes des programmes, édicte le plan et l’organisation de la scolarité pour assurer les différents niveaux de formation à gravir avant d’être certifié comme ayant terminé les études classiques de base.

Dans l’exercice de ce rôle régalien, le MENFP met en place un système de contrôle et de supervision dont le but est d’assurer que les normes sont suivies, les programmes sont exécutés et l’organisation en place est conforme à ce qui est prévu pour l’implémentation du système éducatif.

L’organigramme du MENFP en annexe permet de cerner avec plus d’exactitude le système éducatif[[5]](#footnote-5) haïtien, tout au moins sur le plan de l’organisation de ses structures hiérarchiques, de contrôle et de sa supervision. Il montre que la structure du Ministère est composée du bureau du Ministre, de son cabinet et des instances autonomes responsables de l’exécution des missions précises devant gérer le système éducatif.

A cet effet, le système a une représentation au niveau de chacun des départements géographiques du pays (DDE), donc 10 au total,  qui se charge d’appliquer de manière déconcentrée la politique éducative du pays; un découpage éducatif, à l’instar de celui du pays, qui facilite l’application de la stratégie nationale en matière de scolarisation. Ces BDE sont appuyés par les Bureaux de District Scolaire (BDS) totalisant 73 où des inspecteurs se chargent de la supervision de l’enseignement dispensé dans les écoles localisées dans ces districts, selon les directives du Ministère relayées par les BDE.

Cette organisation en place est en effet le support qui assure la conduite de la stratégie du système, c’est-à-dire la politique en matière de formation scolaire et la mise en application de toutes nouvelles orientations introduites par les responsables, assure en principe sa cohésion au niveau des différents BDE.

Sous la hiérarchie du Ministre, est placée la direction générale qui, elle-même, est appuyée par cinq entités techniques  (l’unité de coordination des programmes, l’Ecole nationale supérieure de technologie, l’Unité d’étude et de programmation, la Direction des affaires juridiques, le CASAS) et quatre coordinations générales.

Chacune de ces coordinations joue un rôle dans l’implémentation du système éducatif sur le plan global. Ensemble, elle assure son déroulement, le contrôle de l’enseignement dispensé, la sanction et la certification de l’apprentissage au niveau national. Ces quatre coordinations jouent chacun un rôle dans la surveillance et la synchronisation des opérations régulières du système. Elles peuvent être déclinées comme suit :

**a. La coordination générale de l’enseignement de qualité** fait le suivi et assure la mise en cohérence des activités des directions de la formation préscolaire, de la formation fondamentale et de la formation secondaire. Elle inclut également dans sa coordination la direction de l’enseignement supérieur et des recherches scientifiques.

**b. La coordination générale des services d’appui à la gestion du système** joue le rôle de mise en cohérence de ses différents volets opérationnels. Elle assure que les données sur le fonctionnement du système sont collectées (DPCE) ; que les examens pour les différents niveaux de l’enseignement sont organisés (BUNEX) et les ressources nécessaires sont disponibles à cet effet ; que la direction du génie scolaire s’occupant des infrastructures scolaires fournisse les rapports sur les travaux réalisés et les autorisations accordées dans le cadre de ses attributions et pour le compte du MENFP ; que le secteur privé de l’éducation reçoit l’appui de la Direction d’Appui à l’Enseignement Privé (DAEP) en harmonie avec les directives de la Direction Générale du MENFP.

**c. La coordination générale des directions départementales** fait le travail de synchronisation des interventions entre les DDE, les BDS, le BI, assurant ainsi le relai entre les activités de ces bureaux déconcentrés et la Direction Générale. Tombent ainsi de fait sous sa coordination le fonctionnement des écoles à travers le pays qui elles-mêmes sont sous la supervision des districts scolaires.

d. **La coordination générale de l’administration et ressources humaines** fait le pont entre le directeur général et les deux composantes administratives qui la constituent.

Ces quatre sous-branchements représentent schématiquement la superstructure de gestion du système éducatif haïtien. Il convient de souligner trois points importants dans le cadre de cette étude sur la capacité nationale de financement de l’éducation :

1. De cette superstructure relèvent toutes les activités scolaires du pays à un degré ou à un autre. Les ressources financières qui lui sont allouées sont ainsi destinées à financer le fonctionnement de l’ensemble du système, tant sur le plan de son administration que sur celui de son orientation et de son contenu académique.

2. L’organisation du système exprime un double niveau d’activité.

a. une activité portant sur la politique de l’éducation du pays ;

b. une activité opérationnelle consistant à gérer directement les écoles, en fournissant les infrastructures scolaires, en recrutant les enseignants aux trois niveaux préscolaire, fondamental et secondaire et en assurant la qualité de l’enseignement à travers les bureaux de districts scolaires.

3. Dans l’organigramme est incluse une Direction d’Appui à l’Enseignement Privé (DAEP). L’inclusion de cette direction indique que la superstructure en place assure l’orientation de tout le système qu’il soit public ou non public. Par contre, elle entretient contradictoirement une confusion quant à sa compréhension de l’enseignement non public qui est traité comme si celui-ci était une activité externe au système qui mérite un appui pour son fonctionnement et son développement.

## 2.2 De l’organisation académique du système

Le système éducatif tel qu’il est aujourd’hui est unitaire. Il l’est par des points de convergence suivants :

1. L’application des curricula pour les différents niveaux de formation préscolaire, fondamental et secondaire ;

2. Les examens auxquels sont soumis les élèves de ces différents niveaux d’étude, administrés par le BUNEX, qui débouchent sur la livraison des certificats et diplômes aux élèves ayant réussis aux différents niveaux d’examen ;

3. L’exigence de l’homologation des diplômes de fin d’étude quand il s’agit de s’inscrire et de se faire admettre à une université publique ou privée haïtienne.

Ainsi l’ensemble du système est de fait organisé, sous une même superstructure stratégique, en deux secteurs :

a. Un secteur public qui dispense gratuitement la formation préscolaire aux enfants âgés entre 3-5 ans ; un enseignement fondamental divisé en trois cycles aux enfants âgés entre 6 et 14 ; un enseignement secondaire aux élèves âgés entre 15 et 18 ans. Ce secteur public comprend aussi les écoles communales où la formation est dispensée gratuitement. Il faut comprendre par éducation gratuite, une qui ne requiert pas un frais de scolarité mensuel. En général, tous les établissements scolaires exigent des parents des frais annuels dont les montants sont parfois symboliques.

b. Un secteur non public composé de différents types d’écoles qui ne sont pas gérés par le MENFP dont certaines sont congréganistes, certaines sont laïques. Dans tous les cas, des paiements sont requis par ces établissements mais les montants payés par les élèves varient avec l’accès au financement par les types d’établissements. En général, on parle du secteur privé de l’éducation quand il s’agit des établissements financés exclusivement par les fonds privés ne bénéficiant d’aucun financement et sont supportés exclusivement par les frais annuels et de scolarité collectés des parents, à tous les niveaux de l’enseignement. Mais ces institutions privées, qui ont tendance à être considérées comme le secteur marchand de l’éducation, appartiennent au secteur non public.

## 2.3 La configuration du système et sa fréquentation

Sur la base de ce qui précède, il s’ensuit que la fréquentation du système par les élèves est organisée fondamentalement en deux secteurs : le secteur public et le secteur non public.

Le tableau 1 présente cette organisation et le niveau de fréquentation scolaire par secteur. Cet ensemble qui forme le système est placé sous la gouvernance du MENFP. Les niveaux d’éducation sont aussi présentés dans le tableau. Il convient de souligner que les structures en place ainsi que les dépenses qui les font fonctionner constituent les éléments dont il faudra déterminer les coûts et évaluer la capacité du pays à les financer. Afin de mieux cerner les différentes composantes du système à financer et de calculer son coût, il est opportun de les examiner de plus près pour en faire ressortir les nuances, en souligner les contraintes et mettre en exergue ses déterminants. Cet exercice portera sur chacun des volets public et non public et touchera aussi bien la superstructure administrative que l’organisation de la formation.

Tableau 1. Offre et demande scolaires en Haïti

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |
| **Demande scolaire** | Public (P) | Non Public (NP) | Quantité | P/TOT | NP/TOT |
| **Population scolarisée (PS)** |  |  |  |  |  |
| Préscolaire | 41,090 | 632,070 | 673,160 | 6.10% | 93.90% |
| Fondamentale | 715,066 | 2,386,526 | 3,101,592 | 23.05% | 76.95% |
| Secondaire | 78,088 | 324,164 | 402,252 | 44.63% | 55.37% |
| Total | 834,244 | 3,420,848 | 4,501,168 | 24.00% | 76.00% |
| **Population scolarisable (PSA)** |  |  |  |  |  |
| Préscolaire | 46,660 | 717,747.24 | 764,407 | 6.10% | 93.90% |
| Fondamentale | 502,257 | 1,676,277 | 2,178,534 | 23.05% | 76.95% |
| Secondaire | 324,164 | 510,329 | 834,493 | 38.85% | 61.15% |
| Total | 873,081 | 2,904,353 | 3,777,434 | 23.11% | 76.89% |
|  |  |  |  |  |  |
| PSA-PS | **207,239** | **516,495** | **723,734** | 28.63% | 71.37% |
| **Offre scolaire/Ecoles** |  |  |  |  |  |
| Préscolaire | 850 | 10,888 | 11,738 | 7.24% | 92.76% |
| Fondamental | 2,788 | 15,756 | 18,544 | 15.03% | 84.97% |
| Secondaire | 215 | 3,718 | 3,933 | 5.47% | 94.53% |
| **Total** | **3,853** | **30,362** | **34,215** | 11.26% | 88.74% |
| Consolidation |  |  |  |  |  |
| Préscolaire + Fondamental | 3,638 | 26,644 | 30,282 | 12.01% | 87.99% |
| Secondaire | 215 | 3,718 | 3,933 | 5.47% | 94.53% |
| **Total** | **3,853** | **30,362** | **34,215** | **11.26%** | **88.74%** |
|  |  |  |  |  |  |

Source : Résultats du recensement 2015-16

### 2.3.1 De l’infrastructure et de la fréquentation du système

La lecture du tableau 1 présente une vue synoptique de la configuration du système tant sur le plan des infrastructures de l’éducation que sur celui de sa fréquentation par les élèves. Le recensement de 2015-2016, réalisé dans l’ensemble du pays, donne lieu de compter 34 256 établissements  scolaires combinant les trois niveaux éducatifs : le préscolaire, le fondamental et le secondaire. De cet ensemble, les établissements non publics représentent 88.44% contre 11.26% pour les établissements publics. On note cependant que c’est au niveau du préscolaire et celui du secondaire que le poids des établissements non publics est plus écrasant, avec respectivement 92.73% et 94.53% alors que celui du fondamental est comparativement faible avec 85% contre 15% pour le secteur.

Par rapport à la fréquentation scolaire dans l’ensemble, elle était de 76.89% non publique et 23.11% publique, selon les données du recensement. A l’instar des établissements scolaires, la fréquentation au niveau du préscolaire était essentiellement une affaire non publique avec 94% des enfants âgés entre 3 et 5 ans, alors qu’elle était marginale au niveau du public avec seulement 6% du total.

Afin de bien appréhender certaines spécificités des activités de l’éducation dans le pays et éventuellement parvenir à déterminer leurs couts réels et le financement nécessaire, la lecture de la fréquentation scolaire se fait surtout par rapport à la concentration des élèves au niveau des établissements.

D’abord, mis à part son faible taux de 7.41% du total des 11 738 établissements préscolaires, taux qui se traduit par une moyenne de 48 enfants par établissement, moyenne inférieure de 23% de celle du non public, les autres niveaux scolaires accusent tous une plus grande densité de fréquentation par établissement. Au niveau de l’école fondamentale, tous les cycles confondus, la fréquentation est de 351 élèves par établissement pour le public mais 257 pour le non public, soit 36.6% de plus dans l’un par rapport à l’autre.

Au niveau du secondaire, la différence s’affirme avec beaucoup plus de force : 1508 élèves en moyenne par établissement pour le public contre 108 pour le non public, soit une moyenne de fréquentation 14 fois plus dense dans l’un par rapport à l’autre.

En fait, même si la fréquentation d’ensemble au niveau du non public dépasse de loin par le nombre d’élèves celui du public, il demeure que la demande d’accès au public est très forte. Cette lecture du tableau 1 peut déjà conduire à des conclusions assez pertinentes.

1. Sur le plan des infrastructures scolaires, le secteur public n’ayant pas mis ou ne pouvant pas mettre en place les bâtiments scolaires en nombre suffisant, le secteur non public comble le vide en les construisant lui-même. C’est tout au moins ce que l’on peut conclure de la forte densité de fréquentation constatée dans les écoles publiques et du nombre nettement plus grand d’établissements non publics expérimentant, au niveau de l’école fondamentale et du secondaire, un taux de fréquentation nettement plus faible.

2. La fréquentation observée au niveau des établissements non publics est en grande partie le résultat d’une demande déviée qui n’est pas parvenue à se réaliser dans le secteur public. Ceci va avoir des implications diverses sur la qualité de l’éducation tant au niveau du public que du non public. Le premier, en raison de la densité de la fréquentation et le second en raison de la tendance marchande qui émerge pour profiter de l’opportunité que la hausse de la demande occasionne et est comblée le plus souvent et en grande partie au détriment de la qualité.

3. L’émergence des écoles hors normes qui ne respectent pas les standards compte tenu de l’ampleur de la demande et des écoles de fortune qui bourgeonnent pour combler une demande sur abondante dans le non public et qui sont soutenues par tous types d’organisation.

### 2.3.2 La composition de l’offre d’infrastructures scolaires

L’offre du secteur non public de l’éducation n’est pas uniforme. Elle provient au moins de trois types d’établissement.

1. **Les établissements privés** qui inscrivent les élèves contre des frais ci haut cités, que certains analystes qualifient la gestion administrative de ces écoles comme marchande : pour recevoir la formation il faut la payer sans ambages, i.e payer pour le service reçu.

**2. Les établissements congréganistes** ou religieux qui reçoivent les élèves généralement sur la base de leur affiliation confessionnelle et qui dispensent une formation académique sous tendue par des présupposés religieux. Ces établissements font payer les frais scolaires aux parents tout en se basant sous un ensemble de considérations financières internes à l’établissement.

3. **Les établissements communautaires** qui requièrent la participation financière des parents mais sont souvent supportés par les organismes à but non lucratif qui absorbent en grande partie les couts de fonctionnement.

Tableau 2. Les établissements du système

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |
|  | Etablissements | |  |
| Offre scolaire | Public (P) | Non Public (NP) | Total |
| Préscolaire | 850 | 10,888 | 11,738 |
| Fondamental | 2,788 | 15,756 | 18,544 |
| Secondaire | 215 | 3,718 | 3,933 |
| Total | 3,853 | 30,362 | 34,215 |
|  |  |  |  |

Le tableau, repris ici pour les besoins de la présentation, montre un total de 34,215 établissements scolaires dans le pays dont 30,362 appartenant au secteur non public, soit 88.7% du total. Etudier le financement du secteur de l’éducation non public revient en réalité d’abord à comprendre la distribution des types d’établissements et leur financement et ensuite à apprécier le cout de fonctionnement de ces établissements.

### 2.3.3 Les caractéristiques de l’offre scolaire

L’environnement physique de ces établissements varie en assainissement et en sérénité lesquels sont en fait des facteurs de détermination de cout de la transmission et de l’assimilation de la connaissance. Il constitue toutefois les subtilités qui caractérisent l’offre de l’éducation dans le pays et participe de la définition du niveau de la qualité de l’éducation, tout au moins de sa moyenne sociale[[6]](#footnote-6) dans le pays.

En fait, l’approche de l’étude financière du secteur non public est inclusive. Elle doit se baser sur les établissements recensés et les effectifs fréquentant les secteurs public et non public. Elle s’appuie sur l’hypothèse implicite selon laquelle les établissements ainsi que les départements géographiques sont uniformes et les environnements propices à l’apprentissage.

Dans la réalité cependant l’environnement de l’éducation est très inégal, voire même inapproprié par endroit pour de telles activités. Les résultats du recensement montrent que dans l’ensemble seulement 44% des établissements scolaires sont conçus pour accueillir la formation des élèves du fondamental et du préscolaire. Ce pourcentage est renforcé par une moyenne de 12.39% de maisons privées aménagées à cet effet, portant ainsi à 56.40% les structures jugées adéquates pour conduire les activités éducatives. Les autres 44% sont assurés par les structures telles les tentes et les tonnelles dont des églises converties en écoles d’occasion et des structures non caractérisables qui représentent environ 27% du système.

Tableau 3. Le profil des institutions et des infrastructures éducationnelles du système

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |
| Types d'institution |  |  |  |  |  |  |
|  | Public | %P/total | Privé | %NP/Total | Total | % |
| Laïques | 2384 | 85.51% | 5790 | 36.75% | 8174 | 44.08% |
| Congréganistes | 115 | 4.12% | 406 | 2.58% | 521 | 2.81% |
| Communautaires | 93 | 3.34% | 2764 | 17.54% | 2857 | 15.41% |
| Presbytérales |  | 0.00% | 903 | 5.73% | 903 | 4.87% |
| Épiscopales |  | 0.00% | 175 | 1.11% | 175 | 0.94% |
| Mission |  | 0.00% | 2856 | 18.13% | 2856 | 15.40% |
| Indépendantes |  | 0.00% | 2508 | 15.92% | 2508 | 13.52% |
| non défini | 196 | 7.03% | 354 | 2.25% | 550 | 2.97% |
|  | 2788 | 100.00% | 15756 | 100.00% | 18544 | 100.00% |
|  |  |  |  |  |  |  |
| Infrastructures | Publiques | %P/total | Privées | %NP/Total | Total | %/total |
| Bâtiments | 1810 | 67.34% | 8768 | 57.62% | 10578 | 59.08% |
| Maisons privées | 168 | 6.25% | 2050 | 13.47% | 2218 | 12.39% |
| Tentes | 265 | 9.86% | 2064 | 13.56% | 2329 | 13.01% |
| Eglises | 171 | 6.36% | 878 | 5.77% | 1049 | 5.86% |
| Autres structures | 274 | 10.19% | 1456 | 9.57% | 1730 | 9.66% |
| Total | 2688 | 100.00% | 15216 | 100.00% | 17904 | 100.00% |
|  |  |  |  |  |  |  |

Source : Rapport recensement, 2017

D’un autre côté, les institutions appelées à administrer l’éducation se retrouvent à 90% au niveau du secteur public. En faisant l’hypothèse qu’elles sont gérées par le MENFP et donc recrutent des enseignants moyennement qualifiés elles comptent parmi les plus adéquates, même si faiblement équipées. Au niveau du secteur non public, il faut compter sur environ 80% d’institutions appartenant au secteur qui répondent moyennement aux normes, en incluant les églises et les missions qui se font financer par les dons venant à elles directement de l’extérieur, mais avec des aléas qui leur sont propres, et à même d’administrer l’éducation aux enfants. En proportion, cela représente environ 18.5% du total du système qui n’évolue pas réellement dans un milieu éducatif adéquat avec les effets négatifs que cela entraine.

Toutes ces réserves expliquent que les rubriques de dépenses qui ont servi de base de calculs pour les études financières sont présentées de manière rigide pour les besoins méthodologiques. En fait, ces écoles publiques sont cependant gérées à qui mieux mieux et s’organisent pour rester ouvertes en utilisant les premières ressources disponibles pour faire face aux dépenses les plus pressantes. Les revenus provenant des parents sont globalement irréguliers, surtout quand il s’agit de ceux vivant en milieu rural, alors que les responsables d’école en dépendent pour payer les enseignants et le personnel administratif.

Quant aux écoles appartenant au secteur public, les salaires des enseignants fonctionnaires sont généralement assurés certes mais les établissements confrontent les difficultés des enseignants contractuels qui ne sont pas dans la même situation. Ils ne touchent pas régulièrement et souvent sont en lutte avec le système pour se faire admettre au statut de fonctionnaire.

S’il est vrai que l’école publique est gratuite, les frais annuels définis par les établissements sur lesquels comptent les responsables pour fournir certains matériels qui ne sont pas couverts par le MENFP ne sont pas du tout assurés comme revenus. Cela va se ressentir dans le fonctionnement régulier des établissements qui font montre de toutes sortes d’insuffisances.

C’est dans ce contexte et de ces contraintes que l’étude financière du secteur non public est faite. Celle si s’est basée sur un ensemble d’hypothèses de normalité qui réunissent les résultats du recensement, où les paramètres sont conceptuellement identifiées tant en structures nominales d’enseignement qu’en effectif qui les fréquentent, et ceux de l’enquête qui a obtenu des données permettant de calculer les couts moyens servant à estimer les dépenses et revenus des écoles sur le plan global et départemental.

## 2.4 La demande du système scolaire

La demande scolaire, comme son nom l’indique, émane des ménages soucieux d’éduquer leurs enfants dès l’âge de 2 ans et qui entendent les confier à un établissement (l’offre) solaire. Le MENFP établit les fourchettes suivantes

1. De 2 à 5 ans pour la formation préscolaire

2. De 6 à 14 ans pour la formation fondamentale de l’enfant

3. De 15 à 18 ans pour la formation secondaire

L’IHSI a fait des projections sur l’évolution théorique de la demande scolaire au cours des 20 dernières années et sur cette base, la population scolaire de ces différents groupes d’âge devrait avoir atteint 3.85 millions en 2017 dont 761.8 milles enfants de 3-5 ans, 2.2 millions d’enfants de 6-14 ans et de 917.3 mille de 15 à 18 ans.

Il faut souligner que ces nombres se réfèrent aux enfants scolarisables selon les tranches d’âge. Dans la pratique ils sont différents de la population scolarisée car les sur âgés ne sont pas compris dans ces calculs, ce qui fait que la population effectivement scolarisée est généralement supérieure à celle qui est scolarisable.

Tableau 4. Evolution de la demande de l’éducation par tranche d’âge

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |
| **Année** | **3-5 ans** | **6 -14 ans** | **15 -18 ans** | **Total** |
| 1998 | 705,073 | 1,978,504 | 765,633 | 3,449,210 |
| 1999 | 709,524 | 1,988,909 | 795,241 | 3,493,674 |
| 2000 | 713,385 | 2,000,770 | 817,839 | 3,531,994 |
| 2001 | 716,533 | 2,013,861 | 831,637 | 3,562,031 |
| 2002 | 719,220 | 2,025,915 | 839,053 | 3,584,188 |
| 2003 | 721,634 | 2,037,265 | 842,779 | 3,601,678 |
| 2004 | 723,965 | 2,048,250 | 845,500 | 3,617,715 |
| 2005 | 726,403 | 2,059,204 | 849,906 | 3,635,513 |
| 2006 | 728,818 | 2,070,160 | 855,879 | 3,654,857 |
| 2007 | 731,085 | 2,080,893 | 861,629 | 3,673,607 |
| 2008 | 733,396 | 2,091,357 | 867,329 | 3,692,082 |
| 2009 | 735,942 | 2,101,503 | 873,152 | 3,710,597 |
| 2010 | 738,917 | 2,111,284 | 879,273 | 3,729,474 |
| 2011 | 742,584 | 2,120,319 | 886,075 | 3,748,978 |
| 2012 | 746,821 | 2,128,637 | 893,441 | 3,768,899 |
| 2013 | 751,221 | 2,136,814 | 900,797 | 3,788,832 |
| 2014 | 755,388 | 2,145,424 | 907,569 | 3,808,381 |
| 2015 | 758,919 | 2,155,041 | 913,182 | 3,827,142 |
| 2016 | 761,836 | 2,166,206 | 917,052 | 3,845,094 |
| 2017 | 764,407 | 2,178,534 | 919,563 | 3,862,504 |
|  |  |  |  |  |

Source : UHSI, 2017

Ainsi le recensement de 2015-2016 indiquera une population scolarisée totalisant 4.2 millions d’élèves tous niveaux confondus, tel que cela est souligné dans le tableau 15 du rapport.

Il faut comprendre évidemment que cette population est répartie sur le plan national.

Tableau 5. Demande scolaire globale du système éducatif

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |
|  | Public | Non Public | Total 1 | Tot Presco | Grand Total |
| Ouest | 741,927 | 674,214 | 1,416,142 | 305,747 | 1,721,889 |
| Sud-est | 119,231 | 165,880 | 285,111 | 34,869 | 319,980 |
| Nord | 187,381 | 186,426 | 373,807 | 66,381 | 440,188 |
| Nord-est | 89,774 | 128,850 | 218,624 | 18,699 | 237,323 |
| Artibonite | 269,621 | 217,949 | 487,569 | 99,449 | 587,018 |
| Centre | 145,818 | 138,457 | 284,275 | 36,533 | 320,808 |
| Sud | 117,635 | 112,258 | 229,892 | 49,098 | 278,990 |
| Grand-anse | 86,439 | 80,224 | 166,663 | 14,833 | 181,496 |
| Nord-ouest | 133,390 | 142,009 | 275,399 | 31,301 | 306,700 |
| Nippes | 64,500 | 84,731 | 149,230 | 16,250 | 165,480 |
| ENSEMBLE | 1,920,933 | 2,055,027 | 3,975,960 | 673,160 | 4,649,120 |
|  |  |  |  |  |  |

Le tableau présente en effet les populations scolaires pour les secteurs public et non public ainsi que le total de la population préscolaire pour les deux secteurs et réparties sur les 10 départements géographiques du pays. Cette structure de répartition est importante car elle fera l’objet de l’étude des sources de financement et éventuellement de la capacité nationale de financement de l’éducation du pays.

Tableau 5. 1 Répartition de la demande scolaire par niveau d’enseignement et par zone

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |
|  | Public | | Non Public | | Total |
| Niveau ens. | Urbain | Rural | Urbain | Rural |  |
| Préscolaire | 13,171 | 27,919 | 290,281 | 341,789 | 673,160 |
| 1e et 2eme cycle | 182,450 | 369,996 | 890,866 | 1,105,147 | 2,548,459 |
| 3eme cycle | 89,278 | 63,355 | 268,433 | 152,080 | 573,146 |
| Secondaire | 67,416 | 10,677 | 255,810 | 68,354 | 402,257 |
| **Total** | **352,315** | **471,947** | **1,705,390** | **1,667,370** | **4,197,022** |
|  |  |  |  |  |  |

Source : Recensement 2015-2016

Un autre aspect important de la configuration de la demande porte sur l’organisation spatiale en termes de population urbaine et rurale. Cette répartition basée sur le concept de l’IHSI donne lieu de constater que la population scolaire est répartie plus ou moins égale entre les deux zones, avec un léger avantage pour les zones rurales. Cet aspect est à prendre en compte lors de l’évaluation de la répartition des ressources et de la génération des revenus au niveau des établissements scolaires.

## 2.5. Des résultats du système en place

Le système en place avec son organisation en deux secteur public et non public, son offre et sa demande scolaire, produit évidemment ses résultats qui constituent la base sociale, la fondation du développement économique et de l’évolution culturelle du pays. C’est un système qui est structuré sur trois années de formation pré scolaire, 8 de fondamentale et quatre de secondaire. Annuellement, ce système, tel qu’il est aujourd’hui, anticipe l’entrée d’environ 50 mille nouveaux candidats à la formation et depuis ces dix dernières années contemplent plus de 3.5 millions d’âmes en formation par année, toute catégories confondues. Si l’on examine l’entrée de nouveaux élèves dans le système, il vaut bien que l’on en examine au même rythme la sortie pour bien comprendre l’équilibre et les résultats.

A ce propos, le tableau 6 fait une présentation de l’évolution du système sous l’angle de ses résultats au cours des 12 dernières années pour lesquelles des données ont pu être collectées sur les résultats des examens officiels au niveau du MENFP et comparés aux projections faites par l’IHSI sur l’évolution des différents niveaux d’enseignement. Notons que l’IHSI ne tient pas compte des redoublements, ce qui implique que la linéarité qui sous-tend la méthode de prévision n’est pas nécessairement respectée dans la réalité concrète. Toutefois, ces prévisions montrent la voie et les résultats restent dans l’ordre de grandeur anticipée

Tableau 6. Evolution des cycles scolaires et des résultats de 2005 à 2017

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | **3-5 ans** | **6-14 ans** | **15-18 ans** | **18 ans** | **Rhéto** | **Redoub** | **Particip** | **Tx réussi** | **Philo** | **Réussi** |
| 2005 | 726,403 | 2,059,204 | 849,906 | 116,818 | 99,286 | (17,532) | 84.99% | 39.92% | 40,864 | 28,354 |
| 2006 | 728,818 | 2,070,160 | 855,879 | 117,639 | 101,667 | (15,972) | 86.42% | 28.18% | 46,930 | 32,996 |
| 2007 | 731,085 | 2,080,893 | 861,629 | 118,429 | 53,705 | (64,724) | 45.35% | 34.28% | 27,819 | 20,314 |
| 2008 | 733,396 | 2,091,357 | 867,329 | 119,213 | 57,268 | (61,945) | 48.04% | 68.79% | 28,671 | 26,139 |
| 2009 | 735,942 | 2,101,503 | 873,152 | 120,013 | 66,675 | (53,338) | 55.56% | 30.77% | 51,467 | 22,924 |
| 2010 | 738,917 | 2,111,284 | 879,273 | 120,854 | 77,015 | (43,839) | 63.73% | 44.62% | 29,501 | 23,481 |
| 2011 | 742,584 | 2,120,319 | 886,075 | 121,789 | 111,731 | (10,058) | 91.74% | 29.46% | 47,821 | 29,296 |
| 2012 | 746,821 | 2,128,637 | 893,441 | 122,802 | 91,731 | (31,071) | 74.70% | 38.55% | 39,370 | 31,678 |
| 2013 | 751,221 | 2,136,814 | 900,797 | 123,813 | 147,909 | 24,096 | 119.46% | 36.93% | 54,005 | 38,538 |
| 2014 | 755,388 | 2,145,424 | 907,569 | 124,744 | 165,541 | 40,797 | 132.71% | 34.90% | 70,136 | 48,819 |
| 2015 | 758,919 | 2,155,041 | 913,182 | 125,515 | 149,943 | 24,428 | 119.46% | 36.79% | 67,313 | 43,107 |
| 2016 | 761,836 | 2,166,206 | 917,052 | 126,047 | 167,271 | 41,224 | 132.71% | 35.00% | 166,662 | 61,060 |
| 2017 | 764,407 | 2,178,534 | 919,563 | 126,392 | 150,544 | 24,152 | 119.11% | 33.30% | 111,491 | 49,985 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Sources : IHSI 2017, MENFP (BUNEX) 2017

Ce tableau présente les enfants en âge d’aller à l’école entre 3 et 5 ans jusqu’à l’âge de 18 ans. A cet âge, il est projeté qu’entre 2005 et 2017, une moyenne allant de 116,818 élèves à 126,392 élèves devrait se retrouver en classe de rhéto. Projection qui est basée sur l’hypothèse de 18% de perdition à partir de la deuxième année du secondaire et qui explique que le nombre d’élèves qui va aux examens officiels en classe de Rhéto n’est pas égal à celui arrive à ce niveau d’étude. Dans tous les cas, les données de BUNEX montrent l’évolution des participants aux examens au cours de la période de 12 ans de formation et ceux qui avaient réussi participaient aux examens de classe terminale (philo). Les chiffres sur la périodes inclus les redoublants et les élèves réussis sont considérés comme les produits nets du système scolaire en place.

Tableau 6. 1 Mouvements d’entrées et de sorties des élèves du système en place

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |
|  | 2005 | 2012 | Résultat / 12 ans | Croissance nette |
| Préscolaire | 726,403 | 764,407 | 38,004 | 5.23% |
| Fondamental | 2,059,204 | 2,178,534 | 119,330 | 5.79% |
| Secondaire | 849,906 | 919,563 | 69,657 | 8.20% |
| Total | 3,635,513 | 3,862,504 | 226,991 | 6.24% |
| Examen Terminal | 40,864 | 111,491 | 782,050 | 20.25% |
| Partic/total système | 1.12% | 2.89% |  |  |
| Succès aux examens | 28,354 | 49,985 | 456,691 | 11.82% |
| Succès/participants | 69.39% | 44.83% | 58.40% |  |
| Taux succès système | 0.78% | 1.29% |  | 0.51% |
|  |  |  |  |  |

Source : ibid, calculs de ECOSOF

Le tableau 6.1 présente les mouvements des élèves à l’entrée et à la sortie des élèves du système. Il montre qu’en 2005 le système avait affiché, toutes catégories confondues, un total de 3,6 millions d’élèves. En 2017, il a accusé un total de 3.9 millions, soit une croissance de 6.24% sur 12 ans. A la fin de cette période, 111.5 mille élèves ont pu atteindre la classe de terminale, ce qui représente 2.89% du total de 2017, et une évolution par rapport à son niveau de 2005 qui était de 40.9 milles ou 1.12% du total d’alors.

Le tableau permet de tirer les conclusions suivantes :

1. Sur l’ensemble de la période, le système a pu conduire 782,050 élèves en classe terminale et de ce nombre 456,691 ont pu réussir aux examens, soit 58.40% du total des participants sur la période, ce qui représente 11.8% du total des élèves qui y ont évolué sur la période de 12 ans.

2. Le taux de réussite des participants aux examens du système a baissé de 76% sur la période au vu du taux de succès enregistré en 2005 qui était de 69.38% et de celui de 2017 qui était de 44.83%. Ce taux est en effet le véritable indicateur de performance du système et de mesure de qualité de son niveau d’ensemble.

3. En 2005, le système avait produit 28,354 nouveaux diplômés, soit 0.78% de l’ensemble. En 2017, il en a produit 49,985 ou 1.29% de l’ensemble, soit un taux de production nette d’environ 66% de nouveaux finissants entrés sur le marché par rapport à 2005.

Ces conclusions sont en effet les résultats du système éducatif qui porte le système politique, social et économique du pays. Ils seront appréciés à leur juste valeur au moment de l’évaluation des résultats économiques dont ils sont à la base et des ressources que ces derniers ont pu générer en retour pour le renforcer.

# Chapitre III. Du contexte global du développement de l’éducation

Le chapitre précédent a campé le système éducatif national dans ses différents aspects stratégique, organisationnel, infrastructurel et en fin des résultats obtenus sur le plan quantitatif. C’est en effet la base de l’étude de la capacité nationale de financement de l’éducation dont il est ici question mais il semble tout aussi approprié, en tout premier abord de situer le contexte mondial dans lequel évolue et est traité la problématique de l’éducation. Celle-ci est en outre souvent attaquée sous l’angle organisationnel, de financement, de la qualité, et de son rôle dans le développement économique d’un pays. Ces questions qui ont été débattues au niveau mondial à travers les différentes conférences internationales et des études produites par les institutions mondiales comme l’UNESCO, le PNUD et tant d’autres encore méritent un bref regard afin de mieux comprendre le fondement de la question et surtout en ce qui concerne le cas Haïti.

## 3.1 De la division des activités éducationnelles en secteurs public et prié

L’éducation est en général un service social de base qui relève fondamentalement de la responsabilité de l’Etat dans tous ses compartiments : son orientation, son organisation et son financement. Dans différents pays cependant, il existe un faible pourcentage d’activités éducationnelles conduit par le privé pour des raisons diverses en marge du système public prédominant. Dans certains ces derniers temps on constate l’émergence des activités d’éducation qui ont tendances à remplacer le système public à la charge de l’Etat par un secteur non public qui devient prédominant.

En effet, la tendance au développement d’un secteur non public de l’éducation à devenir un déterminant dans les systèmes éducatifs a fait son apparition dans les pays en développement durant les années 1980 à la faveur d’un nouvel élan consistant à ouvrir l’accès à l’éducation aux populations inatteignables par le secteur public pour des raisons de proximité et/ou en raison des franges sociales qui avaient estimé que la qualité de l’éducation était meilleure dans le non public. Des études réalisées sur les pays moins avancés ont confirmé cette tendance et au cours de la première décennie 2000 elles ont révélé qu’entre 28% et 60% des enfants des ménages appartenant au cinquième quintile de richesse de 16 pays de l’Afrique subsaharienne fréquentaient des écoles privées non religieuses. A l’inverse, ce taux variait entre 2% et 21% pour les enfants des ménages appartenant au premier quintile de richesse.

Tableau 7. Elèves fréquentant une école privée non religieuse selon le quintile de richesse des ménage en %

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | | |
|  |  |  |
|  | **Q1** | **Q5** |
| **Sierra Leone 2003/04** | 21 | 29 |
| **Niger 2007** | 14 | 28 |
| **République Démocratique du Congo 2005** | 14 | 30 |
| **République du Congo 2005** | 10 | 28 |
| **Ghana 2005/2006** | 8 | 28 |
| **Zambie 2004** | 12 | 44 |
| **Ouganda 2010** | 9 | 35 |
| **Nigeria 2003/2004** | 10 | 39 |
| **Swalziland 2009/2010** | 8 | 40 |
| **Burundi 2006** | 10 | 54 |
| **Kenya 2005** | 7 | 46 |
| **Mali 2006** | 5 | 60 |
| **Cameroun 2007** | 3 | 44 |
| **Malawi** | 3 | 67 |
| **Senegal** | 2 | 60 |
| **Burkina Faso 2007** | 2 | 72 |
|  |  |  |

Source : Tsimpo et Wodson 2013

Ces recherches montrent en effet que la question de l’éducation est fondamentalement une affaire publique et que le déplacement des parents vers le non public est une nouvelle tendance qui avait émergé chez les parents aisés à la recherche d’une meilleure qualité pour leurs enfants. Dans certains pays comme le Mali, le Burundi le Cameroun et le Kenya, où les parents appartenaient tous au cinquième quintile de richesse, ils étaient entre 45 et 60% à envoyer leurs enfants aux écoles non publiques alors que les parents de ces mêmes pays appartenant au premier quintile étaient entre 3% et 10% à faire le même choix. Ce qui signifie, au moins 50% en moyenne appartenant au premier quintile de richesse fréquentaient les écoles publiques.

Durant cette même période, le secteur non public du système éducatif haïtien qui était jusque-là d’un poids modéré, tout au moins par comparaison au secteur public, a évolué rapidement dans le sens de sa massification pour atteindre son sommet au milieu des années 1980[[7]](#footnote-7).

Mais cette massification de l’éducation observée dans le non public s’est produite paradoxalement au détriment de la qualité, contrairement à ce qui se passe dans l’Afrique subsaharienne. Aujourd’hui la recherche de cette qualité fait l’objet de tous les accords, à l’encontre de ce qui avait justifié le développement de cette même tendance à un degré bien moindre dans les pays en développement. Face à la demande qui croit sur le plan global, la situation du secteur éducatif devient de plus en plus complexe sur le plan financier car, de nature diverse, les contraintes financières se manifestent aussi bien au niveau du secteur public que du secteur non public.

L’étude du financement de l’éducation devient donc un exercice qui couvre autant le volet public par le montant que l’Etat y injecte que le volet non public par les montants ou investissements en provenance des acteurs divers constituant ce secteur et la capacité de parents et le soutenir financièrement, lors même que le produit sortant du système de manière globale concerne l’ensemble du pays.

## 3.2 Le contexte international du financement de l’éducation

Par contexte global, il faut comprendre la façon dont l’éducation est considérée dans les différents pays, son poids dans le produit intérieur brut national (PIBN) et la place qu’elle occupe dans les finances publiques de l’Etat de manière générale.

L’importance de l’éducation ne fait pas débat. La préoccupation se focalise surtout sur la façon de préparer l’avenir qui appelle souvent à un arbitrage dans les allocations  de ressources financières disponibles : entre financer le quotidien de toutes les activités de la vie nationale et préparer l’avenir développement socio-économique national, où se situe la priorité ? Cet arbitrage interpelle autant les responsables stratégiques qui assurent la gestion des ressources publiques que les ménages qui gèrent le quotidien.

Les données disponibles sur le financement de l’éducation à l’échelle internationale et traitées notamment dans le cadre du rapport annuel sur le développement humain montrent le rôle et l’importance accordée par ce facteur dans la gestion de l’avenir des différents pays.

Tableau 8. Dépenses nationales dans l'éducation au niveau mondial, année 2015

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | | | |
|  |  |  |  |  |
| Région et continent | DEPIB% | DEG% | DGPPH% | DGPH% |
|  |  |  |  |  |
| Afrique Subsaharienne | 4.1 | 16.9 | 3 | 10.5 |
| Amérique Latine et Caraïbe | 5 |  | 11.8 | 14.7 |
| Amérique Latine | 5 | 17.6 | 12.8 | 14.7 |
| Europe et Amérique du Nord | 5.1 | 11.8 | 17.1 | 22.2 |
|  |  |  |  |  |
| Asie de l'Est et du Sud | 3.6 | 16 | 5.6 | 16.1 |
| Asie du Sud | 3.3 | 13.8 | 0.4 | 9.6 |
| Asie de l'Est | 2.8 | 11.9 | 21.4 |  |
|  |  |  |  |  |
| Pays à faible revenu | 1.7 | 17 | 1.9 | 10.3 |
| Pays à revenu moyen | 4.6 | 16 | 7.1 | 12.6 |
| Pays à revenu élevé | 5.1 | 12.5 | 16.6 | 19.1 |
|  |  |  |  |  |
| **Moyenne mondiale** | **4.7** | **14.1** | **11.5** | **15.4** |
|  |  |  |  |  |
| Source : PNUD - Rapports sur le Développement Humain 2015, 2016 | | | |  |

Cette importance est mise en évidence par la présence de quatre variables qui ont été tirées du rapport sur le développement humain  de 2015, 2016: le pourcentage de l’éducation dans le PIB (DEPIB), le poids des dépenses de l’éducation dans le budget national (DGPIB) , le poids des dépenses gouvernementales dans le pré scolaire en pourcentage du PIB par habitant (DGPPH), le poids des dépenses gouvernementales dans l’éducation primaire en pourcentage du PIB par habitant (DGPH).

Si les deux premières variables (DEPIB et DGPIB) sont relativement familiers et sont des indicateurs du niveau de traitement que font les pays de l’éducation, les deux autres (DGPPH et DGPH) visent surtout à renforcer l’importance de l’éducation en portant l’accent sur la nécessité des gouvernements de soutenir les efforts de formation de l’enfant dès la tendre enfance et de l’accompagner au cours des 10 premières années de sa vie pour s’assurer de la base du produit qui sera intégré plus tard dans la société.

Les quatre indicateurs retenus par le PNUD sont présentés dans le tableau 3 ci-dessus. Il y est indiqué que sur le plan mondial, une moyenne de 4.7% du PIB des pays était investie dans l’éducation entre 2015 et 2016. Dans ce même tableau, la moyenne des dépenses des gouvernements dans l’éducation au niveau mondial était de 14.1%.

Par rapport aux deux variables, la moyenne des dépenses gouvernementales dans l’éducations pré scolaire en pourcentage du PIB par habitant était de 11% alors qu’elle était de 15.4% pour le primaire. Les deux chiffres combinés portent à 26.5% des dépenses per capita affectées à l’éducation pré scolaire et primaires consenties par les gouvernements à travers le monde.

Quand ces données sont désagrégées et font l’objet d’une lecture régionale et continentale, elles varient d’une région à l’autre certes, mais les proportions restent globalement les mêmes. En Afrique subsaharienne, par exemple, le poids des dépenses de l’éducation dans le PIB de manière globale était de 4.1% alors qu’il était de 5% en Amérique Latine et les Caraïbes. Dans les pays asiatiques, de manière générale, cette moyenne était nettement plus faible que dans les pays d’Amérique et d’Afrique subsaharienne. Cette moyenne était comprise entre 2.8 et 3.6%, soit 2 points de pourcentage en dessous de la moyenne des autres régions.

Quant aux autres indicateurs de dépenses gouvernementales, les poids variaient certes mais les proportions restaient les mêmes au niveau des moyennes des autres continents et sous continents. On note que les dépenses gouvernementales en pourcentage du budget national en Afrique subsaharienne étaient de 16.9%, très proches de celles consenties en Amérique latine qui étaient de 17.6%. La moyenne des pays d’Asie est restée en dessous de celle des autres continents et sous continents, même si celle de l’Amérique du Nord et de l’Europe affichait un taux de dépenses gouvernementales dans le budget national de près de 11.8%, pratiquement le même niveau que celui de l’Asie de l’Est, indiquant surtout le poids des dépenses gouvernementales dans le PIB relativement plus faible que celui des autres pays.

L’analyse du traitement de la petite enfance et du primaire présentait des poids variables par rapport au pourcentage que représentaient ces dépenses dans le PIB per capita. En Afrique Subsaharienne le niveau pré primaire n’était pas une priorité par comparaison au niveau primaire, 3% pour le premier et 10% pour le second.

Pour les pays d’Amérique Latine et d’Europe, ces deux niveaux pré primaire et primaire avaient beaucoup d’importance, au regard de leur poids dans les dépenses gouvernementales per capita. Le premier niveau de dépenses, généralement plus faible que le second, était nettement plus important que celui constaté dans le reste du monde. Combiné avec leur poids dans les dépenses gouvernementales per capita, ils variaient entre 26 et 39%, l’Europe et l’Amérique occupant le plus haut point.

Dans les régions asiatiques, l’Asie de l’Est avait accordé une attention prépondérante aux dépenses pré primaires avec 21% per capita des dépenses gouvernementales à l’éducation, contrairement à l’Asie du Sud qui était à moins de 1% tout en accordant 9% au primaire, lequel est toujours loin d’égaler la part de l’Asie de l’Est, et tout en étant en dehors du standard de l’Amérique et de l’Europe de manière globale.

### 3.2.1 La capacité de financement de l’éducation sur le plan universel

La présentation ci-dessus fait la description de la situation du financement de l’éducation en terme du poids de celle-ci dans le PIB, de son poids dans les dépenses gouvernementales et des dépenses allouées au pré primaire et au primaire dans le per capita des dépenses gouvernementales. Un autre volet assez instructif, qui se rapproche un peu plus près des travaux de la présente étude, porte sur la capacité des pays à financer l’éducation. En fait, ce volet utilise les mêmes indicateurs ; mais ces derniers sont placés dans le cadre des niveaux de revenu générés par les pays. A cet effet, trois niveaux ont été établis : 1) les pays à faible revenu ; 2) les pays à revenu moyen ; 3) les pays à revenu élevé.

**Les pays à revenu faible** étaient ceux dont le poids des dépenses de l’éducation dans le PIB était le plus faible, en dessous de 2%. En revanche, ils étaient ceux dont le pourcentage de dépenses gouvernementales dans le budget national était le plus élevé avec en moyenne 17%. Mais ils étaient moins enclins à allouer les ressources gouvernementales à la formation pré primaire, au regard des 1.9% que cette catégorie occupait dans les dépenses per capita, préférant les concentrer sur les dépenses du niveau primaire avec seulement 10.3%, ce qui les plaçait tout de même en dessous des autres catégories de revenus moyens et élevés.

**Les pays à revenu moyen** accusaient un niveau de dépenses globales dans le PIB tournant au tour d’une moyenne de 4.6%. Leur taux de dépenses de l’éducation dans le budget national était cependant de 16%, un point de pourcentage en dessous de celui des pays à revenu faible. Mais déjà, leur allocation dans les dépenses gouvernementales per capita étaient de loin supérieures à celles des revenus faibles, soit trois fois supérieures ou 7.1% pour les dépenses pré primaires et 19.3% pour les deux niveaux pré primaire et primaire.

**Les pays à revenu élevé** pour leur part investissaient 5.1% du PIB dans leurs dépenses éducationnelles. Les revenus étant élevés , le poids des dépenses de l’éducation dans les dépenses budgétaires étaient généralement plus faibles que celui des autres pays à revenus faibles et moyens, de 4.5 points de pourcentage par rapport au plus faible et de 3.5 de pourcentage par rapport au revenu moyen. Mais ces pays accordaient 35.7% du total de leurs dépenses budgétaires per capita aux niveaux pré primaires et primaires, soit 16.6% pour l’un et 19.1% pour l’autre.

Cette analyse permet de conclure que le plus élevé est le revenu alloué aux dépenses publiques, le plus de ressources sont disponibles pour investir dans l’éducation. Dans l’absolu, la quantité de revenus étant plus importante, le poids des activités financées dans le budget est relativement faible mais absolument important compte tenu de la masse budgétaire.

## 3.3 Du contexte régional du financement de l’éducation

La question de l’éducation de manière générale doit être étudiée, comme on vient de le souligner, dans un contexte global en raison du fait que les pays évoluent dans une dynamique globale selon laquelle les connaissances universelles sont accessibles à tous et requièrent un niveau de formation pour les accéder. Cette dynamique est aussi régionale car elle permet de suivre l’évolution et la performance des pays d’une même région dans le domaine éducatif.

Tableau 9. La situation d’Haïti par rapport à trois autres pays en matière d’éducation

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Population | DH | DMS | DAS | DE/PIB% | DE/DP% | RNB/HAB (1) | PIB(2) |
|  | 2017 | 2014 | 2014 | 2015 | 2017 | 2017 | 2015 | 2016 |
| RD | 10.8 | 102 | 7.7 | 13.2 | 2.6 | 12.6 | 15,950 | 71.60 |
| HONDURAS | 9.4 | 129 | 6.2 | 11.2 | 5.9 | 19.90 | 4,466 | 21.50 |
| Benin | 11.8 | 165 | 3.5 | 11.1 | 4.3 | 17.48 | 2,168 | 8.63 |
| HAITI | 11.1 | 168 | 5.2 | 9.1 | 2.1 | 17.80 | 1,784 | 8.02 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Sources : Banque Mondiale 2017, MEF, 2017 ; 1) En dollars US, parité du pouvoir d'achat; 2) En milliards de dollars | | | | | | | |  |

A l’instar de l’analyse comparative présentée dans la section précédente, certains paramètres clés ont été retenus pour situer le contexte régional du financement de l’éducation, région dans laquelle appartient Haïti. Ces paramètres portent sur la population des pays retenus, la position du pays dans le classement de développement humain (DH), la durée attendue de scolarisation (DAS) et la durée moyenne de scolarisation (DMS) d’une part ; les dépenses en pourcentage du PIB et les revenus par habitant, d’autre part. Ils circonscrivent dans une certaine mesure la demande de l’éducation et la capacité à y répondre, points qui seront développés dans le chapitre portant sur la capacité d’Haïti à financer l’éducation.

Pour conduire les comparaisons, un pays hors région, le Bénin, est introduit dans la liste de quatre pays retenus. Il faut remarquer que ces deux pays sont très similaires à plusieurs égards. La République Dominicaine (RD) est le pays voisin partageant deux tiers de l’Ile d’Haïti, alors que le Honduras, pays de l’Amérique Centrale, appartient à la même catégorie de pays pauvre moins avancés (PMA).

Le tableau 9 donne lieu de produire trois niveaux d’observation.

**Le premier niveau d’observation** porte sur le revenu par habitant des pays. Cet indicateur combine évidemment la population d’un pays et sa capacité de production de la valeur ajoutée par tête, qui reflète dans une large mesure son niveau moyen de richesse, même si celle-ci ne traduit pas le niveau d’équité dans la distribution. On remarque, comme antérieurement souligné, que les pays qui avaient le PIB et le PIB per capita les plus élevés n’avaient pas nécessairement le plus fort pourcentage de leur budget investi en éducation en raison du fait que les montants investis étaient généralement très importants.

**Le deuxième niveau d’observation** porte sur la durée de scolarisation des pays présentés dans le tableau. Il en ressort qu’il existait une forte corrélation entre le PIB et la durée de scolarisation. Plus le pays est capable de produire, plus le nombre d’années de scolarisation était élevé, tant en durée moyenne qu’en durée espérée. Cette tendance est strictement respectée dans les pays des trois régions d’Amérique centrale, de l’Afrique et des Caraïbes.

**Le troisième niveau d’observation** renvoie à la position du pays dans le classement de développement humain par rapport au niveau moyen de scolarisation réalisé et espéré. Le revenu par habitant étant élevé, il s’ensuit une plus grande disponibilité de ressources à investir annuellement dans la scolarisation et la formation en général permettant d’atteindre une plus grande productivité sur le plan économique et une meilleure position dans le classement du développement humain.

Ces observations demeurent vraies quel que soit la région d’appartenance d’un pays, comme cela ressort de l’analyse du tableau 9.

### 3.3.1 De la comparaison des pays en région

La présentation du contexte global et régional du financement de l’éducation apparait plus clair quand, par une analyse comparative des quatre pays appartenant aux trois régions géographiques, l’Amérique Centrale, l’Afrique et les Caraïbes, sont exposés les indicateurs sociaux et économiques les concernant. On note que des deux régions de l’Amérique Centrale et des Caraïbes proviennent les pays les plus pauvres de l’Amérique : Haïti et le Honduras, le Bénin appartenant au groupe des 25 pays les plus pauvres au niveau mondial y est aussi inclus.

Ce dernier, présent dans l’analyse pour des motifs de rapprochement culturel, de population et de niveau de revenu, dépassait légèrement Haïti de 700 mille habitants et son produit intérieur brut lui était aussi légèrement supérieur, reflétant son PIB par habitant en parité du pouvoir d’achat qui était de 2.16 mille dollars américains contre 1.8 mille dollars pour Haïti en 2016. Haïti a cependant devancé le Bénin en ce qui a trait à la durée moyenne de scolarisation estimée à 5.2 années contre 3.5 années pour le Bénin alors que le nombre d’années espérées était de 11.1 pour celui-ci et 9.1 pour Haïti. Malgré le nombre d’années espérées du Bénin plus élevé, il accuse décidément un retard de près de deux ans par rapport à Haïti en ce qui concerne la durée moyenne de scolarisation. Par ailleurs, il importe de souligner que le Bénin occupe la 40ème position sur les 52 pays d’Afrique en matière de durée de scolarisation, loin derrière l’Afrique du Sud avec 9.9 année en moyenne ou le Ghana en 10ème position avec une moyenne de 7 année de scolarisation.

Ce qu’il faut retenir sur ces deux pays est leur position et leur proximité dans le classement du développement humain, avec Haïti en 168ème le Bénin en 165ème , et leur niveau de PIB et de PIB par habitant de l’ordre de 8.02 milliards et 1.8 mille dollars en parité du pouvoir d’achat pour le premier et 8.6 milliards et 2.2 mille en parité du pouvoir d’achat pour le second. Incidemment, les deux allouent pratiquement le même pourcentage de leurs dépenses publiques en éducation, soit 17.48% pour le Bénin et 17.80% pour Haïti en 2016, mais respectant tout de même le niveau de leur PIB ainsi que la tendance à la corrélation inverse entre le PIB et le poids des dépenses de l’éducation dans le total des dépenses publiques.

Une deuxième analyse comparative rapproche la République Dominicaine (RD) du Honduras en ce qui a rapport à leur durée moyenne de scolarisation, leur durée attendue de scolarisation, leur PIB et leur PIB par habitant en parité du pouvoir d’achat. Mais cette fois on attire l’attention sur la capacité par tête d’habitant à investir dans l’éducation. En faisant l’hypothèse que tout le revenu moyen par habitant était investi dans l’éducation, on arrive à une situation selon laquelle la RD était en mesure d’investir 2.88 fois plus dans l’éducation par année que le Honduras, 3.34 fois plus par année que le Bénin et 6 fois plus dans l’éducation par année que Haïti.

Il va sans dire que la productivité résultant de la capacité de financement de RD contribue à augmenter davantage son PIB qui continuera de croitre plus rapidement avec en retour un plus grand PIB per capita.

On peut produire la même analyse pour le Honduras en comparaison au Bénin dont le niveau de parité du pouvoir d’achat du premier pouvait financer 16% de plus des dépenses de l’éducation que le second, avec bien entendu les impacts de ce plus grand investissement sur le PIB et subséquemment sur le PIB par tête d’habitant et son corollaire la productivité. La supériorité du Honduras, est mieux affichée vis-à-vis d’Haïti, avec sa capacité de financement annuelle de l’éducation deux fois supérieures à celle d’Haïti.

# Chapitre IV. Etat des lieux du financement public de l’éducation en Haïti

L’étude de la capacité nationale de financement de l’éducation est placée dans le contexte défini dans les deux précédents chapitres où les objectifs ont été fixés et le système qu’il convient de financer a été présenté. Dans ce chapitre, il est question de faire un état de lieux du financement du système éducatif dans sa configuration actuelle. Il est placé dans le contexte mondial et régional afin de mieux situer la position du pays par rapport aux autres et d’évaluer le chemin qui reste à parcourir pour rattraper ses retards, estimer le coût de financement de ce rattrapage et apprécier au bout du compte la capacité du pays à supporter cout tout au moins proposer les voies et moyens permettant d’y arriver éventuellement.

Ainsi, les sections développées dans le chapitre antérieur situent le cadre d’analyse des dépenses effectuées dans l’éducation en Haïti dont un état des lieux sera ici dressé avant de passer à la phase d’évaluation de sa capacité de financement. Elles ont mis l’accent sur le PIB et le PIB par tête d’habitant comme constituant le principal déterminant de la capacité de financement de l’éducation dans un pays et on a pu examiner de manière comparative l’impact de ces variables sur le nombre d’années de scolarité de plusieurs pays dans le monde et principalement du continent dans lequel appartient Haïti, l’Amérique latine et les Caraïbes.

A cet effet, il importe en tout premier lieu de souligner quelques points importants synthétisant le cadre d’analyse présenté :

1. Le développement humain est en soi une finalité de l’éducation exprimée en nombre d’années de scolarisation

2. Le niveau de revenu exprimé en PIB et en PIB par tête d’habitant, pour prendre en compte le facteur population, constitue le principal déterminant du niveau de formation exprimé en nombre d’années de scolarisation prévalant dans un pays

3. Les dépenses publiques dans l’éducation sont les résultats du PIB dont le niveau conditionne la capacité d’un pays à investir dans les multiples activités de l’Etat dont l’éducation est un élément qu’il convient de prioriser

Ces trois points forment le cadre de l’état des lieux des dépenses de l’éducation dans le pays. Celles-ci sont effectuées sur les deux composantes du secteur :

a. Le secteur public à travers les dépenses budgétisées par le gouvernement et votées par le corps législatif pour en faire une loi, la loi de finances de la République

b. Le secteur non public à travers les acteurs engagés dans les activités de formation dont le fonctionnement est soutenu par les parents des élèves qui payent les scolarités et les frais annuels. Ces derniers éléments dépendent globalement du PIB par tête d’habitant[[8]](#footnote-8)

Cet ensemble bénéficie de manière directe ou indirecte de l’appui d’un troisième élément : le sous-secteur que forme l’aide publique au développement (l’APD) qui soutient directement certains investissements au niveau de l’infrastructure de l’éducation ou indirectement par l’appui du budget de l’Etat renforçant ainsi sa capacité à investir dans l’éducation.

L’état des lieux des dépenses dans l’éducation suivra ce canevas d’où seront dégagés les éléments qui serviront à évaluer la capacité du pays à financer l’éducation.

## 4.1 Les dépenses sociales dans les dépenses publique de l’Etat

La compréhension de la situation des dépenses publiques en Haïti part évidemment de celle de son niveau économique global que symbolise son produit intérieur brut (PIB). Examiné sur les cinq dernières années, celui-ci est l’une des variables économiques les moins prévisibles dans le pays, malgré les prévisions annuelles régulièrement faites dans les lettres de cadrage des gouvernements qui se sont succédé lors de l’élaboration des lois de finances où se font les allocations des ressources budgétaires. Ces deux variables étant intimement liées, la performance de l’une, le PIB, détermine le niveau de l’autre, les dépenses publiques, que l’l’Etat, par la quantité de ressources collectées, parvient à effectuer sur une base annuelle.

Ce point est mis en évidence dans le tableau 10 qui traite de plusieurs variables interreliées et où sont présentés les taux de croissance du PIB (TXCPIB) en prévision et en réalisation sur cinq ans, 2013-2017. L’étude de cette variable durant la période retenue amène à deux observations :

1. **La première observation** porte sur la tendance baissière du taux de croissance du PIB qui, depuis l’anticipation de 6.5%, n’a jamais fait l’objet du même niveau prévisionnel durant la période de cinq ans. Toujours à la baisse, celui-ci s’accélère année après année et en 2017, il n’a pu projeter que 2.2%.

2. **La deuxième observation** se situe au niveau de la réalisation des prévisions. Un écart important sépare toujours cette variable de son point de départ au point d’arrivée. En 2013, les prévisions de 6.5% ont pu être réalisées à 65.38% et en 2017 les 2.2% l’ont été à 54.45%.

Une double contre-performance a donc marqué le comportement du PIB sur les cinq ans analysés : a) l’évolution à la baisse de l’économie réelle dans sa globalité rend difficile les prévisions optimistes, au regard du comportement des autres variables[[9]](#footnote-9), b) la non réalisation des prévisions qui traduit les faiblesses des modèles prévisionnels reflétant en partie celles du système économique en place qui fonctionne dans l’informel à plus de 90% et où le comportement des variables n’est pas saisissable, ce qui rend également difficile de prédire son évolution in fine.

Cette tendance baissière du PIB aussi bien en prévision qu’en réalisation se reflète évidemment sur le comportement des dépenses publiques en termes réels (DPT) et sur celui du PIB per capita (PIBUSH, exprimé en dollars américains) qui influent à la fois sur la capacité de l’Etat à financer ses différentes activités et aux ménages à effectuer les dépenses tant existentielles que sociales de base.

Tableau 10. Les dépenses publiques, dépenses sociales et dépenses d’éducation : une vue globale

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | | | | | | | |
|  |  | **Prévisions de performance** | | | |  |  |  |
|  | TXCPIB | PIB | PIBUS |  | DPT | TDSO | TDE | DEPS |
| 2012-2013 | 6.50% | 15,343 | 8,330 |  | 2,765 | 785 | 442 | 117 |
| 2013-2014 | 4.50% | 15,830 | 8,547 |  | 2,776 | 406 | 240 | 63 |
| 2014-2015 | 4.60% | 16,142 | 8,177 |  | 2,291 | 534 | 348 | 91 |
| 2015-2016 | 3.50% | 16,173 | 7,381 |  | 1,658 | 467 | 325 | 85 |
| 2016-2017 | 2.20% | 16,200 | 8,794 |  | 1,955 | 458 | 337 | 87 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | **Réalisation effective** | | **PIBHUS** |  |  |  |  |  |
| 2012-2013 | 4.25% | 15,019 | 799 |  | 979 | 236 | 152 | 40 |
| 2013-2014 | 2.75% | 15,432 | 809 |  | 1,874 | 406 | 240 | 63 |
| 2014-2015 | 1.26% | 15,626 | 763 |  | 1,788 | 359 | 231 | 60 |
| 2015-2016 | 1.44% | 15,851 | 680 |  | 1,260 | 306 | 218 | 57 |
| 2016-2017 | 1.19% | 16,039 | 801 |  | 1,266 | 443 | 330 | 85 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Sources: IHSI, 2017; MEF 2017; loi de règlement, 2016. | | | | | | | | |

Les variables présentées dans le tableau 10 : les dépenses publiques de l’Etat (DPT), les dépenses sociales de l’Etat (TDSO), le revenu moyen par habitant (PIBUSH), les dépenses en éducation (TDE), les dépenses moyennes en éducation par tête d’enfant scolarisable (DPES) affichent de manière évidente un comportement à l’image du PIB au cours des cinq années considérées. Une analyse tour à tour de ces variables rendra plus claire l’évolution de leur comportement comme un reflet de la performance économique globale du pays.

**Les dépenses publiques totales de l’Etat** (DPT) en 2013 avait fait l’objet d’une prévision de 33.2% du PIB exprimé en dollars américains[[10]](#footnote-10). Cette prévision est passée à 33.48% en 2014 puis à 28% en 2015 et finalement à 22.23% en 2017. Elle reflète la baisse prévisionnelle anticipée du PIB sur lequel se basent les dépenses publiques. Ces prévisions en effet, ne pouvant jamais être exactes, s’appuient sur la performance de l’année antérieure résultant des recettes fiscales de l’Etat. Ceci explique qu’au niveau de la réalisation, les anticipations à la baisse seront également exprimées, tenant compte de la double considération mentionnée plus haut. On peut constater, en effet, que sur le plan de la réalisation, les anticipations de dépenses ont été très loin des prévisions.

Mise à part l’année 2013-2014, dont le niveau de réalisation a été exceptionnellement faible, soit 34.40% des prévisions, niveau expliqué en partie par la non-exécution des dépenses d’investissement[[11]](#footnote-11), les autres années durant lesquelles ces derniers ont été exécutés ont affiché une prestation nettement meilleure. Mais de grands écarts continuent de séparer les phases prévisionnelles de celles d’exécution. En 2014, un écart de 32.50% a distancé le niveau d’exécution des dépenses publiques de celui prévu dans la loi de finances. Cet écart a continué durant la période et en 2017 il était de 34.57%.

**Les dépenses sociales de l’Etat** (TDSO) qui étaient de 28.4% du total des dépenses prévues en 2013 sont passées à 23.43% en 2017, baisse qui reflète la pauvre performance anticipée du PIB en termes réels qui, évidemment, se reflète sur la réalisation des dépenses tout en faisant montre certaines subtilités qu’il convient ici de souligner.

On peut observer dans le tableau 10 en effet que, de manière tant absolue que relative, les dépenses sociales prévisionnelles en pourcentage des dépenses publiques ont fait l’objet d’un comportement en dents de scie sur les cinq dernières années.

En faisant abstraction de l’année 2013 qui a été marquée par la quasi non-exécution des dépenses d’investissement, de 21.66% en 2014, le poids des dépenses sociales dans le total des dépenses publiques est passé à 35% en 2017. La lecture du tableau donne lieu de constater que le montant absolu de ces dépenses était de 406 millions de dollars en 2014 et de 443 millions en 2017. Cette augmentation apparente de 13% dans les dépenses totales ne reflète pas la vraie croissance qui n’est en réalité que de 6.65% par rapport à 2014. Cette variable fait en effet l’objet de beaucoup d’attention par les gouvernements qui ont tendance à rapprocher le plus possible les réalisations des prévisions, malgré les contraintes à l’augmentation des dépenses sociales per capita. C’est donc plutôt un rapprochement dicté en partie par la croissance de la demande des services sociaux de base qui doit être gérée politiquement, au regard de la stagnation économique qu’affiche l’évolution du PIB par habitant oscillant entre 799 et 801 dollars américains durant les cinq dernières années, alors que le cout de la vie n’a cessé d’augmenter au vu du taux d’inflation qui de son côté a oscillé entre 10 et 15% en moyenne annuelle durant la période.

### 4.1.1 Les dépenses d’éducation dans le total des dépenses publiques

**Les dépenses d’éducation (DPE),** étant la principale variable qui interpelle l’étude, sont examinées à la fois sur le plan global et par rapport à son contexte social

Tableau 10. 1 Poids des dépenses d’éducation dans le PIB en prévision et en exécution en % du PIB

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | | | | |
|  | 2012-2013 | 2013-2014 | 2014-15 | 2015-16 | 2016-2017 |
| PIB | 364.53 | 388.81 | 423.64 | 481.21 | 551.91 |
| DPE | 19.33 | 16.24 | 18.05 | 21.20 | 21.16 |
| DEXE en exéc | 9.58 | 10.93 | 11.97 | 14.21 | 11.38 |
| Poids Prévi | 5.30% | 4.18% | 4.26% | 4.40% | 3.83% |
| Poids en exéc | 2.63% | 2.81% | 2.83% | 2.95% | 2.06% |
|  |  |  |  |  |  |
| DPE : Dépenses en éducation; DEXE: Dépenses Exécution en éducation  Sources : IHSI 2017, Lois de finances 2017, lois de règlement 2013-2015 : base des calculs de l’étude | | | | | |
|  | | | | | |

Le tableau 10.1 montre l’évolution des dépenses d’éducation par rapport à son poids dans le PIB, exprimé ici en terme nominal, aussi bien en prévision qu’en réalisation. Le taux prévisionnel a varié entre 5.3% et 3.38% sur les cinq dernières années alors que le taux effectif d’exécution de son côté a varié entre 2.63% et 2.06% du PIB. Cette variable est indicative des impacts de la situation économique sur le social, et plus spécifiquement sur l’éducation. Cet impact se fait plus explicite quand on considère que les dépenses prévisionnelles nominales comprennent deux composantes portant sur le fonctionnement des structures en place et l’investissement dans leur mise en place, volet qui sera traité ultérieurement dans les sections qui suivent. Mais déjà, on peut souligner que sa baisse dans le PIB au fil des années est le reflet de la non-exécution du volet investissement qui, comme le montre les DEXE, a tendance à représenter 50% des DPE sur l’ensemble de la période de cinq ans durant laquelle les deux variables sont examinées.

En se rendant au tableau 10 où la dépense d’éducation est examinée sous d’autres angles, notamment par rapport à son poids dans les dépenses publiques et dans les dépenses sociales, la tendance à la baisse est mieux affirmée. D’abord par rapport à leurs poids dans le total des dépenses publiques, des fluctuations importantes sont relevées au cours de la période analysée. En prévision, ces dépenses ont varié entre 15% et 19.61%, avec une année, 2013-2014, exceptionnellement faible où elles représentaient 8.68% du budget de l’Etat. Mais au niveau de l’exécution, la fluctuation était moins forte et en 2017 le pourcentage dépensé dépassaient de plus de 9% les montants prévus dans le budget.

Tableau 10. 2 Dépenses d’éducation par rapport aux TDP et TDSO, en %

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| **Prévision** | DE/DPT | DE/TDSO |
| 2012-2013 | 15.98% | 56.28% |
| 2013-2014 | 8.66% | 59.26% |
| 2014-2015 | 15.21% | 65.24% |
| 2015-2016 | 19.61% | 69.63% |
| 2016-2017 | 17.25% | 73.65% |
| **Exécution** |  |  |
| 2012-2013 | 15.51% | 64.31% |
| 2013-2014 | 12.83% | 59.26% |
| 2014-2015 | 12.92% | 64.28% |
| 2015-2016 | 17.30% | 71.18% |
| 2016-2017 | 26.04% | 74.39% |
|  |  |  |

Sources : MEF, Lois de finances 2013-2017

Examiné par rapport au total des dépenses sociales au double niveau prévisionnel et d’exécution, le poids des dépenses d’éducation indiquent qu’elles représentent une priorité pour les gouvernements qui se sont succédé durant la période. Sur les cinq ans étudiés, les DE oscillaient entre 56% et 74% du total des dépenses sociales. Et au cours des deux dernières années, elles dépassaient les 74% à la fois en prévision et en exécution.

### 4.1.2 Les dépenses publiques de l’éducation par niveau d’enseignement et par élève

En examinant de plus près la réalité globale, d’autres variables jettent plus de lumière sur la situation de financement effective de l’éducation dans le pays. Par exemple, la dépense publique par tête d’enfant scolarisable en prévision sur la période était de 117 dollars en 2013-2014 et de 87 dollars en 2016-2017. En exécution, ce montant était respectivement de 40 dollars et de 85 dollars avec des mouvements de haut et de bas durant les autres exercices. Cette variable montre elle aussi que les dépenses de l’éducation tant sur le plan global que par tête d’enfant sont liées directement au budget de l’Etat qui lui-même est une fonction du comportement de l’économie reflété dans la performance du PIB, tel que cela ressort de l’analyse du tableau 10 et dans le graphe ci-dessous.

Un examen encore plus pointu des dépenses publiques peut être fait en utilisant les données du tableau 6 rendues disponibles par le MENFP sur les allocations par niveau d’enseignement pour l’exercice 2017. Les montants présentés couvrent les salaires des enseignants et les autres frais nécessaires à l’administration de l’enseignement. En effet, convertis en dollars et pesées par rapport au nombre d’enfants scolarisés recensés en 2015-2016, ces données indiquent que ce ministère combinant les niveaux préscolaire et primaire fait une allocation par tête d’enfant scolarisé de 11.12 dollars par année et de 61 dollars pour la formation au niveau secondaire, celui-ci représentant 5.5 fois plus que les deux premiers niveaux combinés.

Tableau 11. Dépenses par niveau d'enseignement par élève en dollars US

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | | | |
|  |  |  |  |
| Niveau scolarisation | Quantité | Montant | DENE |
| **Population scolarisée** |  |  |  |
| Pilotage |  | 33,914,868 |  |
| Préscolaire + Fondamental | 3,774,752 | 41,993,439 | 11 |
| Secondaire | 726,416 | 44,050,618 | 61 |
| **Total** | **4,501,168** | **119,958,925** | **27** |
|  |  |  |  |

Sources : MENFP, 2017 ; Recensement DPCE, 2015-2016 ; DENE : dépenses par élève et par niveau d’enseignement

En tenant compte des coûts de pilotage de l’ensemble du système, la moyenne des dépenses s’élève à 27 dollars par tête d’enfant scolarisé. Ces données ne comprennent pas bien entendu les dépenses consenties par le secteur non public qui absorbe d’autres ressources en provenance d’autres sources de financement privées et para publiques. Mais, d’ordre indicatif, elles font état des dépenses effectuées dans l’éducation par l’Etat selon ses disponibilités sur la période considérées.

### 4.1.3 Les types de dépenses publiques en éducation

L’analyse des dépenses d’éducation deviendra plus concrète en se penchant plus exactement sur leur nature et leur profil. Il faut rappeler que deux types de dépenses sont prévues dans la loi de finances : les dépenses de fonctionnement et les dépenses d’investissement. Les premières sont des incontournables et assurent le quotidien systémique tandis que les secondes sont destinées à consolider la base et l’orientation du système.

Tableau 12. Les dépenses de fonctionnement et d’investissement, MDG

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |
| **Prévision** | Total | Fonctionnement | Investissement |
| 2012-2013 | 19,334.11 | 7,012.35 | 12,321.76 |
| 2013-2014 | 16,244.47 | 8629.31 | 7615,17 |
| 2014-2015 | 18,054.08 | 9,918.01 | 8,136.06 |
| 2015-2016 | 21,195.23 | 10,492.15 | 10,703.08 |
| 2016-2017 | 21,159.92 | 11,170.71 | 9,989.20 |
| **Exécution** |  |  |  |
| 2012-2013 | 6,640.81 | 6,640.81 | - |
| 2013-2014 | 10,934.40 | 8,384.26 | 2,550.14 |
| 2014-2015 | 11,967.65 | 9,785.61 | 2,182.05 |
| 2015-2016 | 14,207.16 | 10,149.93 | 4,057.23 |
| 2016-2017 | 11,374.80 | 11,040.40 | 334.4 |
| **Taux d'exécution** |  |  |  |
| 2012-2013 | 34.35% | 94.70% | 0.00% |
| 2013-2014 | 67.31% | 97.16% | 33.49% |
| 2014-2015 | 66.29% | 98.66% | 26.82% |
| 2015-2016 | 67.03% | 96.74% | 37.91% |
| 2016-2017 | 53.76% | 98.83% | 3.35% |
|  |  |  |  |
| Sources: Lois de finances 2012-2017; Lois de règlement 2012-2016, MEF 2017 | | | | | | | | |
| MDG: million de gourdes | | | | |  |  |  |  |

Le tableau 12 présente les deux types de dépenses de l’éducation : les dépenses d’investissement et celles de fonctionnement. Les dépenses d’investissement ou de capital seront examinées dans la prochaine section et suivies de celles de fonctionnement. On observe déjà ici que les dépenses de fonctionnement sont généralement exécutées à près de 100% alors que celles de capital varient de 0% à 37% durant la période.

### 4.1.4 Les dépenses de fonctionnement

Le graphique ci-dessus montre qu’au fil des cinq dernières années les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 66.22%, augmentation qui reflète celle de l’effectif du personnel du MENFP, un indicatif de l’évolution de la demande de l’éducation dans le pays, qui est passé de 22,796 agents et enseignants en 2011-2012 à 33,635 en 2016-2017. On observe par la même occasion la tendance inverse des dépenses en capital au cours de la même période. En fait, si au niveau des prévisions de dépenses les deux types vont dans la même direction, comme cela ressort dans le tableau 7.1, sur le plan de la réalisation de sérieuses difficultés émergent.

Tableau 13. Evolution de l'effectif du personnel du MENFP

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | | |
|  |  |  |
| **Année** | Effectif MENFP | Augmentation |
| 2011-2012 | 27796 |  |
| **2012-2013** | **30809** | **3013** |
| 2013-2014 | 30930 | 121 |
| 2014-2015 | 34382 | 3452 |
| 2015-2016 | 35704 | 1322 |
| 2016-2017 | 36365 | 661 |
|  |  |  |

## 4.2 Les éléments de dépenses de fonctionnement

La nomenclature des dépenses de fonctionnement du MENFP est celle présentée dans la loi de finance qui porte essentiellement sur cinq rubriques, comme cela est présenté dans le tableau 14 ci-dessous. Il s’agit en effet 1) des dépenses de personnel, 2) des dépenses d’acquisition de biens et de services, 3) des dépenses d’immobilisation, 4) des transfert et des subventions et 5) des autres dépenses.

Tableau 14. Nature des dépenses selon la nomenclature du budget national

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | | | | |
| **Prévision** | **2012-2013** | **2013-2014** | **2014-2015** | **2015-2016** | **2016-2017** |
| Personnel | 5,185 | 5,986 | 7,188 | 8,093 | **8,747** |
| Biens et services | 1,303 | 8,022 | 10,137 | 11,900 | **8,986** |
| Immobilisation | 73 | 408 | 80 | 243 | **55** |
| Transfert et subv | 451 | 1,233 | 2,405 | 510 | **467** |
| ADP | - | 596 | 567 | 448 | **2,904** |
| **Total** | **7,012** | **16,244** | **20,377** | **21,195** | **21,160** |
| **Exécution** |  |  |  |  |  |
| Personnel | 5,054 | 5,934 | 7,494 | 8,059 | **8,742** |
| Biens et services | 796 | 1,078 | 1,163 | 1,266 | **1,498** |
| Immobilisation | 54 | 71 | 75 | 61 | **61** |
| Transfert et subv | 232 | 728 | 720 | 348 | **257** |
| ADP | 504 | 573 | 334 | 416 | **482** |
| Total | 6,641 | 8,384 | 9,786 | 10,150 | 11,040 |
| **Taux de réalisation** | 94.70% | 51.61% | 48.02% | 47.89% | 52.18% |
| **Poids du personnel** | 76.11% | 70.78% | 76.58% | 79.40% | 79.18% |
|  |  |  |  |  |  |

Les données relatives aux différentes rubriques de dépenses sont présentées, conformément à la méthodologie adoptée dans cet état des lieux, en prévision et en exécution.

**Les dépenses de personnel** qui ont cru de 72.79% sur la période mettent en évidence le rôle déterminant qu’elles jouent dans celles de l’augmentation des dépenses de fonctionnement du MENFP. Elles reflètent d’abord l’augmentation de l’effectif du secteur qui de son côté a connu une croissance de 30.8% entre 2012-2013 et 2016-2017, augmentation qui est elle-même le reflet de la demande de scolarisation en évolution depuis les dernières années. En fait, cette rubrique d’exécution avoisine toujours les 100% et va même au-delà, comme c’est le cas en 2015-2016 où l’Etat a dû dépasser son allocation de 306 millions de gourdes pour combler la demande excédentaire provenant de 3452 enseignants nommés.

**Les dépenses d’acquisition de biens et services** sont considérablement subtiles dans le cas du MENFP. Une partie d’entre elles sont affectées au fonctionnement du système en place, tel que l’acquisition de matériel et d’équipements nécessaires, i.e, équipements de transport, mécano graphiques, informatiques ; matériel de bureau et autres accessoires. Mais une autre partie représente des biens de capital à investir dans la construction et le renforcement du système sur le plan de ses infrastructures et de son organisation et de sa qualité. On peut voir dans le tableau le grand écart qui existe entre les prévisions et les réalisations de cette rubrique. Ceci est en effet le résultat de la non-exécution des dépenses de capital qui ne sont pas financées dans leur totalité par le Trésor public, celui-ci couvrant prioritairement le volet portant principalement sur le fonctionnement du système. A l’exception de 2012-2013 où en prévision cette rubrique de dépenses a été exécutée à 61.10%, en raison de son niveau relativement faible, 1.3 milliard de gourdes, les autres années n’ont jamais atteint 20% des montants, variant entre 8 et 9 milliards de gourdes de 2013-2014 à 2016-2017.

**Les dépenses d’immobilisation** sont celles qui concernent les immobilisations corporelles telle l’acquisition ou construction d’immeuble, devant servir ou bien à l’administration de l’enseignement ou à l’enseignement lui-même, tel que la construction d’une école ou d’un espace appelé à assurer le pilotage de l’enseignement. Elles portent aussi sur les immobilisations incorporelles telle que l’acquisition de logiciels divers destinés au fonctionnement du système éducatif. Cette rubrique occupe un poids relativement faible dans le budget du MENFP avec en moyenne 1% en prévision et moins de 1% en exécution.

**Les transferts et les subventions** sont les montants destinés à être dépensés dans les activités réalisées en support au système éducatif sans contrepartie de la part des bénéficiaires, ou contribuant à réduire les couts des produits ou services reçus. Ces dépenses jouent un rôle dans la stratégie de l’Etat dans le domaine éducatif. La subvention ou appui à la réduction des couts des manuels scolaires respectivement aux écoles publiques et aux écoles non publiques, par exemple, participe de la politique publique de l’Etat en matière d’éducation. Cette rubrique qui a occupé 2.21% du budget prévisionnel en 2017, en baisse de plus 200% par rapport à 2012-2013, a pu s’exécuter au moins à 50% sur la période, sauf pour 2014-2015 où le taux était de 30% en réalisation d’une prévision nettement plus élevée qu’à l’ordinaire.

**Les autres dépenses publiques** sont celles qui ne tombent pas dans les quatre rubriques précédentes mais qui s’effectuent de manière imprévue ou même systématique en raison de leur importance dans l’organisation et le fonctionnement du système éducatif.

### 4.2.1 L’organisation, la gestion et le financement de l’enseignement

La section précédente a examiné l’évolution globale des grandes rubriques de dépenses publiques du système éducatif. En se concentrant sur la composition de l’effectif de son personnel on parvient à en distinguer trois niveaux d’organisation et de gestion :

**1. Le premier niveau de gestion de l’enseignement** porte sur la stratégie ou le pilotage du système. Il comprend le Ministre et son cabinet et un ensemble d’entités autonomes ayant des vocations stratégiques, d’autres entités qui ont des missions spécifiques d’orientation diverses dont pédagogique ainsi que la direction générale qui a la responsabilité de gérer le système éducatif dans son ensemble[[12]](#footnote-12). Ce niveau de pilotage a mobilisé en 2017 un effectif de 3534 agents[[13]](#footnote-13) dont des grands commis de l’Etat ayant fait carrière dans le système. Il concerne l’ensemble du système éducatif national composé des secteurs public et non public dont il assure l’orientation et dont le fonctionnement relève de son autorité et de ses dispositions légales.

Encadré : **Le FNE voté en retard et le PSUGO n’a pas encore joué son rôle**

A la faveur de l’avènement au pouvoir du président Michel Martelly, il a été mis en place un programme de scolarisation universel gratuit et obligatoire (PSUGO). Il faut souligner que le cadre légal dans lequel les fonds du PSUGO devaient être collectés, le Fonds National de l’Education (FNE), a pris cinq ans pour être voté par le Parlement. Ce qui pourrait avoir des effets sur son fonctionnement et son alimentation.

Ce programmes est financé par le fonds national d’éducation alimenté par les retenues sur transferts des expatriés haïtiens par 0.05 de dollar sur les appels internationaux rentrants.

A date les montants collectés de 2012-2013 ne sont pas totalement établis. Au cours de sa première année de fonctionnement, environ 6.4 milliards de gourdes ont été collectées par les différentes agences et institutions. Les montants reportés durant les années suivantes ont été nettement inférieurs comme cela peut se voir dans le tableau suivant.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |
|  | 2012-2013 | 2013-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 |
| **RESSOURCES COLLECTEES** | 6,188.71 | 2,311.36 | 1,680.86 | 2,424.52 |
| dont CONATEL | 1,014.56 | 1,718.46 | 878.30 | 941.45 |
| dont BRH | 860.52 | 592.90 | 802.56 | 1,483.07 |
| BMPAD | 4,161.77 | - | - | - |
| TRANSAC | 56.86 | - | - | - |
| AUTRES | 95.00 | - | - | - |
| DEPENSES EFFECTUEES | 6,471.54 | 2,010.49 | 1,991.00 | 2,603.72 |
| PETRO CARIBE | 4,753.35 | - | - | - |
| PSUGO | 1,704.00 | - | - | - |
| ACC AVERSER A LA DGI | 14.17 | - | - | - |
| FRAIS DE VIREMENT | 0.02 | - | - | - |
| FNE BRH CONATEL | - | 1,460.00 | 1,659.00 | 2,355.81 |
| TRESOR PUBLIC | - | 550.49 | 332.00 | 247.91 |
| RESULTATS EXERCICE | (282.83) | 300.88 | (310.14) | (179.21) |

L’analyse du tableau montre que les fonds du FNE destinés essentiellement au PSUGO ont été utilisés à plusieurs autres fins dont remboursement au Petro Caribe, autres utilisations par le Trésors publics etc.

Le PSUGO est essentiellement un programme de subvention qui devait, au cours des cinq ans du mandat du Président Martelly, prend « en charge les frais aux deux premiers cycles du fondamental (primaire) dans 9 000 écoles non publiques et 2  500  écoles publiques, afin de garantir l’accès à l’éducation à environ 1,5 million d’enfants de 6 à 12 ans en 2016. Son principal objectif est de surmonter les obstacles structurels et de promouvoir l’instruction des enfants défavorisés vivant en situation de précarité »[[14]](#footnote-14).

Le succès du PSUGO est cependant mitigé. Les données rendues disponibles n’ont pas permis de comprendre la nature universelle du programme qui n’a pas semblé prendre sa dimension nationale. Tout au début, seulement certaines régions de l’Ouest ont pu bénéficier du programme et des débats sur l’authenticité des chiffres et des subventions réalisées ont soulevé des zones d’ombre sur son exécution.

Les données recueillies dans les lois de règlement des budget 2013-2015 ont rapporté des 5124.9 millions de gourdes non décaissés par le MEF et qui étaient accumulés comme des arriérés de paiement envers le PSUGO.

Dans ce rapport, ces données ne sont pas inclus dans les calculs des fonds publics programmés pour financer l’éducation.

**2. Le deuxième niveau de gestion de l’enseignement** porte sur son administration. Il traite des personnels administratifs des établissements qui sont nécessaires pour leur fonctionnement sous la hiérarchie des responsables, le plus souvent des directeurs et des directrices. En 2017, il mobilisait un effectif de 5,480 agents qui assuraient la gestion opérationnelle des écoles publiques et les autres services de soutien associés à leur fonctionnement à travers le pays. Cet effectif ne concerne pas les écoles non publiques.

Tableau 15. Effectif du pilotage, de la gestion et de l'enseignement du secteur public

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |
|  | Pilotage | Admin scolaire | Enseignement | Total |
| Total pilotage | 3,534 |  |  | 3,534 |
| PRESCO |  | 766 | 2,263 | 3,029 |
| DEF |  | 1,632 | 15,070 | 16,702 |
| DES |  | 2,185 | 9,660 | 11,845 |
| DESRS |  | 16 |  | 16 |
| INFP |  | 30 | 25 | 55 |
| Cantscol |  | 150 |  | 150 |
| UPR |  | 50 | 50 | 100 |
| Alphab (SEA) |  | 40 | 71 | 111 |
| BDS |  | 215 |  | 215 |
| AEAF |  | 896 |  | 796 |
| Total | 3,534 | 5,980 | 24,876 | 36,653 |
|  |  |  |  |  |

Sources : Lois de règlement du MEF, calcul de ECOSOF

**3. Le troisième niveau de gestion de l’enseignement** porte exclusivement sur l’enseignement en tant que tel qui avait mobilisé en 2017 un effectif de 24,876 enseignants travaillant dans le préscolaire, le fondamental et le secondaire. A noter que la loi organique portant sur l’enseignement du secteur public administré directement par le MENFP n’a pas encore été votée pour règlementer et distinguer le niveau préscolaire du niveau fondamental. Mais, dans la pratique, cette organisation est en place et mobilise des enseignants propres évoluant à titre de moniteurs fondus dans l’ensemble des enseignants du fondamental. Ce traitement conduit à une gestion financière qui tient compte uniquement des enseignants mais dont un certain nombre évolue à titre de moniteurs et aussi à tire de responsables des établissements qui se concentrent exclusivement sur le niveau préscolaire.

La compréhension de ces trois niveaux est essentielle pour le calcul des coûts de l’ensemble du système public et non public. Elle amène à distinguer le pilotage dont le coût de fonctionnement est transversal de l’enseignement public dont le coût de fonctionnement est spécifique. Cette distinction est mise en évidence dans le tableau 10.1 où il est fait une présentation par rubrique budgétaire et par entité ayant consommé les ressources dans le processus d’exécution.

Ce tableau illustre en effet la façon dont les dépenses ont été effectuées et consommées par les différentes entités techniques, le Pilotage et les niveaux d’enseignement. Il montre que 40% des dépenses de l’Etat dans l’éducation sont affectées au pilotage du système, 50% dans l’enseignement public, 9.31% dans l’appui administratif à l’enseignement ou la formation (AEAF) et moins de 1% dans les autres services d’appui à l’orientation et à la stratégie. C’est en effet les trois niveaux inclus dans le tableau 15, où il est fait la répartition de l’effectif mobilisé par le MENFP, qui se reflètent dans le tableau 16 montrant la distribution des dépenses annuelles.

Tableau 16. Résultats de l’exécution du budget du MENFP 2016-2017 par rubrique et par entité, MDG

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Instance** | **Perso** | **BES** | **TRES** | **ADP** | **Total** | % total |
| **Pilotage** | **2,172** | **1,498** | **257** | **482** | **4,409** | **39.93%** |
| SEC ALPHA | 8 | 1 |  |  | 9 | 0.08% |
| **DEF** | **2,688** |  |  |  | **2,688** | **24.34%** |
| **DES** | **2,819** |  |  |  | **2,819** | **25.54%** |
| UPR | 22 | 5 |  |  | 27 | 0.24% |
| INFP | 26 | 5 |  |  | 31 | 0.28% |
| DESRS | 9 | 0 |  |  | 9 | 0.08% |
| CANTSCO | 7 | 13 |  |  | 20 | 0.18% |
| **AEAF** | **1,028** |  |  |  | **1,028** | **9.31%** |
| Total | 8,778 | 1,523 | 257 | 482 | 11,040 | 100.00% |
|  |  |  |  |  |  |  |

Sources : Etude UE, ajustements ECOSOF

### 4.2.2 Du système de calcul des coûts et des prévisions

Sur la base de cette distribution des dépenses par champ d’activité, il est maintenant approprié de présenter le système de calcul qui permettra d’apprécier le fondement financier du système éducatif en place. Ce système se base sur deux axes fondamentaux :

**Le premier axe est représenté par l’offre scolaire** en place qui est divisée en secteurs public et non public où l’on retrouve l’ensemble des établissements appartenant à chacune des deux catégories. Ces établissements offrent trois niveaux d’enseignement : le préscolaire, le fondamental et le secondaire. Le tableau 17 construit à partir des données du recensement 2015-2016 réalisé par la DPCE montre l’organisation de cette offre.

En effet, les établissements du secteur public représentent une moyenne de 11.26% du total de l’offre des infrastructures scolaires. Cette offre est composée de 7.24% d’établissements préscolaires, de 15.47% d’établissements d’enseignement fondamental et 5.47% d’établissements d’enseignement secondaire.

Les établissements non publics représentent une moyenne de 88.74% du total de l’offre d’infrastructures scolaires. Cette moyenne découle de 92.76% d’établissements préscolaires appartenant au secteur non public, 84.97% d’établissements d’enseignement fondamentale et de 94.53% de ceux du secondaire.

En vue de faciliter les calculs et compte tenu des limites légales du MENFP à inclure l’école préscolaire comme une rubrique budgétaire dans sa nomenclature de dépenses, les niveaux préscolaire et fondamental sont consolidés en un seul et le poids de ces différents niveaux d’enseignement est représenté au bas du tableau 17.

Il ressort que le niveau de l’enseignement préscolaire et fondamental représente 10.63% du total de l’offre scolaire public destiné aux deux niveaux, le secondaire comptant pour .63% de ce total.

Tableau 17. Structuration des activités de l'éducation

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
| Etablissements du système scolaire en place | | | |  |  |
| Offre scolaire | Public (P) | Non Public (NP) | Total | P/Total | NP/Total |
| Préscolaire | 850 | 10,888 | 11,738 | 7.24% | 92.76% |
| Fondamental | 2,788 | 15,756 | 18,544 | 15.03% | 84.97% |
| Secondaire | 215 | 3,718 | 3,933 | 5.47% | 94.53% |
| Total | 3,853 | 30,362 | 34,215 | 11.26% | 88.74% |
|  |  |  |  |  |  |
| Consolidation |  |  | Total | Global |  |
| Préscolaire +Fondamental | 3,638 | 26,644 | 30,282 | 88.51% |  |
| Secondaire | 215 | 3,718 | 3,933 | 11.49% |  |
| Total | 3,853 | 30,362 | 34,215 | 100.00% |  |
|  |  |  |  |  |  |
| Poids Prés +Fond Pub |  |  |  | 10.63% |  |
| Poids Second Public |  |  |  | 0.63% |  |
| Poids Préscolaire + Fond NP |  |  |  | 77.87% |  |
| Poids secondaire NP |  |  |  | 10.87% |  |
| Total |  |  |  | 100.00% |  |
|  |  |  |  |  |  |
| Source: Recensement 2015-2016 | |  |  |  |  |

Quant au secteur non public, son offre d’enseignement préscolaire et fondamental représente 77.87% de l’ensemble et celui du niveau secondaire en représente 10.87%.

**Le deuxième axe du système** a pour fondement son coût de pilotage qui est déterminé d’abord par les dépenses consenties dans l’administration générale du MENFP en vue de l’orientation de sa politique publique. Ces dépenses portent sur son fonctionnement et certains investissements dans l’acquisition de biens et de services, les subventions et les transferts clés appelés à supporter l’ensemble du système, le secteur public et le non public. Elles se distinguent des dépenses effectuées directement dans l’administration et le fonctionnement des niveaux fondamental et secondaire du secteur public, tels le salaire des enseignants des autres membres de la gestion de l’enseignement et les bâtiments qui leur sont dédiés strictement.

Le tableau 17 reprend les données du tableau 10 où sont présentées les différentes catégories de dépenses y compris celles de pilotage. Celles-ci sont pesées par les ratios du bas du tableau 17 qui permettent d’aboutir au tableau 17.1 montrant la distribution des coûts de pilotage aux différents niveaux d’enseignement des deux secteurs public et non public.

Déjà, cette distribution du coût de pilotage permet de reconfigurer, du moins pour le secteur public, le coût réel de l’enseignement de celui-ci pour les deux niveaux fondamental et secondaire.

Tableau 17. 1 Le poids du pilotage dans la gestion du système éducatif

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | | |
|  |  |  |
| **Cout de pilotage par secteur et par niveau** | **4,408,550,000** | **100.00%** |
| Pilotage fond secteur public | 468,761,745 | 10.63% |
| Pilotage fond secteur non public (NP) | 3,433,028,690 | 77.87% |
| Pilotage Second Public | 27,702,341 | 0.63% |
| Secondaire non public (NP) | 479,057,224 | 10.87% |
|  |  |  |
| Source: MENFP cité dans EU, Loi de règlement 2015-2016 | |  |

Le tableau 17.2 présente l’évolution du coût de pilotage et de la base de la masse salariale combinée aux frais de l’administration de l’enseignement en tant que tel, i.e, la gestion de l’enseignement et de ses structures associées. Le tableau montre l’évolution des trois coûts majeurs de l’éducation au cours des cinq dernières années. Le pilotage absorbe le quart des dépenses publiques de l’éducation ; l’enseignement préscolaire et l’enseignement secondaire représentent respectivement 10.41% et 0.63% du coût de pilotage du secteur public, le reste étant attribué au pilotage du secteur non public étant donné le poids de celui-ci dans l’ensemble du système éducatif du pays.

Tableau 17. 2 Base des différents calculs de coût de l’enseignement

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |
|  | Pilotage | DEF | DES |
| Structure coût | 24.83% | 10.41% | 0.63% |
| 2012-2013 | 2,841 | 1,850 | 1,648 |
| 2013-2014 | 3,924 | 2,233 | 1,938 |
| 2014-2015 | 4,152 | 2,736 | 2,443 |
| 2015-2016 | 4,092 | 2,904 | 2,625 |
| 2016-2017 | 4,469 | 3,153 | 2,847 |
|  |  |  |  |

Sources : MENFP, calculs ECOSOF

Cette compréhension guidera le calcul des coûts réels du secteur publics, lesquels ne sont pas traités en comme tel dans les livres comptables, faute d’une approche comptable qui devrait considérer le coût de pilotage comme une dépense stratégique qui concerne les secteurs public et non public.

Le tableau 17.3 présente les couts de fonctionnement des deux niveaux d’enseignement secondaire et fondamental, celui-ci comprenant l’enseignement préscolaire pour les raisons avancées dans la section précédente. Les calculs sont faits pour l’année 2015-2016, considérée comme de base, en raison de l’utilisation des données du recensement de cette année qui ont servi à déterminer la structure du coût de pilotage dérivée de la configuration globale du système éducatif national, en terme de l’offre et de la demande de l’enseignement dans le pays : l’offre étant les établissements scolaires existants au niveau des secteurs public et non public associée aux corps des enseignants, la demande étant la fréquentation de ces établissements par les élèves.

Tableau 17. 3 Coûts de fonctionnement des écoles fondamentale et secondaire publiques en 2015-2016

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | | |
|  |  |  |
|  | Fondamental | Secondaire |
| Budget | 2,903,651,720 | 2,624,672,357 |
| Salaire enseignants | 2,440,320,914 | 2,151,266,047 |
| Pilotage | 426,123,682 | 25,774,963 |
| Gestion enseignement | 463,330,806 | 473,406,310 |
| Cout réel DEF et DES | 3,329,775,402 | 2,650,447,320 |
|  |  |  |

Dans ce calcul, on remarque que la programmation et la réalisation des dépenses budgétisées pour les niveaux d’enseignement fondamental et secondaire est inférieure au coût réel présenté dans le tableau pour avoir inclus d’autres éléments dans l’ensemble des coûts. Celui-ci est en effet composé des coûts de gestion accompagnant l’enseignement, le coût de pilotage, et le salaire des enseignants. Ce calcul est fait sur une base annuelle et peut être représenté sur une base mensuelle.

Il convient de souligner que cette approche permet de produire ultérieurement le calcul des coûts des niveaux d’enseignement fondamental et secondaire pour le secteur non public afin de parvenir au véritable coût du financement du système éducatif haïtien.

### 4.2.3 Les dépenses de l’éducation par élève, par niveau d’enseignement et par département

Les dépenses publiques de l’éducation sont jusqu’ici mesurées sur le plan global pour les niveaux fondamental et secondaire. Elles peuvent aussi être examinées sur le plan départemental, par enseignant et par élève, afin de parvenir à des précisions qui seront ultérieurement utiles lors de l’évaluation de la capacité nationale de financement de l’éducation.

Le point de départ de ce calcul demeure le recensement de 2015-2016, qui a produit des données sur la distribution des établissements au niveau départemental pour les trois niveaux préscolaire, fondamental et secondaire. Les travaux produits ici mettent à contribution ces données à partir de la ligne méthodologique jusque-là suivie.

En effet, les résultats des calculs globaux sur le plan annuel seront désagrégés au prorata du département dans le total national pour les deux niveaux d’enseignement et sur la base de l’offre et de la demande scolaire de chaque département.

Il est important de souligner la double agrégation effectuée dans l’analyse des dépenses de l’enseignement : l’une pour des raisons légales, l’autre pour des raisons méthodologiques.

La première, rappelons-le, porte sur les dépenses du niveau préscolaire qui ne sont pas légalement comptabilisées à ce titre, faute d’une loi réglementant son fonctionnement et son organisation par l’Etat, alors que dans la pratique ce niveau d’enseignement est offert aussi bien par le public que par le privé.

La seconde porte sur le 3eme cycle dont la méthode d’enseignement est similaire à celle du niveau secondaire et se distingue de celle pratiquée au premier et deuxième cycle. En effet, ce dernier niveau utilise généralement un instituteur formé pour dispenser les matières de base entrant dans le cursus de formation de l’élève de la première à la sixième année fondamentale. A partir de la septième année cependant, les cours sont dispensés par des professeurs distincts selon une plage horaire définie.

Il est devenu plus approprié, pour cette raison, de rapprocher les dépenses du troisième cycle fondamental de celles du secondaire qui permettront de faire le calcul des dépenses par élève sur la base du même modèle d’enseignement adopté par les deux niveaux.

Ainsi, l’analyse des dépenses par élève se fera pour deux groupes : le préscolaire, les 1er et 2ème cycles formant le premier groupe ; le 3ème cycle et le secondaire formant le second.

### 4.2.4 Les résultats des calculs des dépenses sur le plan national

Analysées sur une période de cinq ans, 2012-2017, les dépenses nationales ont considérablement accru sur cette période, tel que cela peut se voir dans le tableau 8 qui est repris de manière plus analytique dans le tableau 18.

Tableau 18. Croissance et proportions des dépenses de personnel par rapport aux autres dépenses

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |
|  | 2012-2013 | 2013-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 | 2016-2017 |
| Effectif | 30,809 | 30,930 | 34,382 | 35,704 | 36,653 |
| Crois. Effectif |  | 0.39% | 11.16% | 3.85% | 2.66% |
| Mass Sal | 5,054 | 5,934 | 7,494 | 8,059 | 8,742 |
| Crois. Mas |  | 17.40% | 26.29% | 7.54% | 8.48% |
| Dep Total | 6,641 | 8,384 | 9,786 | 10,150 | 11,040 |
| Per/Déptot | 76.11% | 70.78% | 76.58% | 79.40% | 79.18% |
| Autre Dep Public | 23.89% | 29.22% | 23.42% | 20.60% | 20.82% |
|  |  |  |  |  |  |
| Source: Loi de règlement 2015-2016, MEF 2017 | | |  |  |  |

En effet, ce tableau montre que les dépenses de personnel ont cru de 60% entre 2012-2013 et 2016-2017. Elles ont coïncidé avec la croissance de l’effectif du MENFP qui était de 32% entre 2011-2012 et 2016-2017, tirant ainsi à la hausse le total des dépenses. On peut noter que la proportion des dépenses de personnel sur les autres dépenses a également cru, impliquant que celles du personnel ont été le déterminant de l’ensemble comme cela est mis en évidence par la proportion des autres dépenses qui a baissé, passant de près de 24% à près de 21% entre 2013 et 2017. Ces calculs sont synthétisés dans le tableau 18.1 qui tient compte des données du recensement 2015-2016 ayant servi comme base pour évaluer les dépenses effectuées sur la période.

Tableau 18. 1 L’effectif scolaire et les dépenses du MENFP entre 2012-2017

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |
|  | 2012-2013 | 2013-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 | 2016-2017 |
| **Préscol et Fondamental** |  |  |  |  |  |
| Etablissements | 2,788 | 2788 | 2788 | 2,788 | 2788 |
| Effectif Scol | 592,171 | 594,455 | 596,860 | 599,547 | 602,959 |
| Enseignants | 11,818 | 12,502 | 13,307 | 12,791 | 13,150 |
| Dep totales | 1,849,718,824 | 2,232,844,831 | 2,736,286,480 | 3,372,413,465 | 3,152,948,565 |
| Dep/enseig | 156,516 | 178,599 | 205,625 | 263,665 | 239,768 |
| Dep/élève | 3,124 | 3,756 | 4,584 | 5,625 | 5,229 |
| **3ème cycle et secondaire** |  |  |  |  |  |
| Etablissements | 255 | 255 | 255 | 255 | 255 |
| Effectif Scol | 227,887 | 228,766 | 229,692 | 230,726 | 232,039 |
| Enseignants | 9,132 | 9,132 | 10,073 | 11,488 | 11,488 |
| Dep totales | 1,665,730,943 | 1,963,037,259 | 2,650,447,320 | 2,624,672,357 | 2,875,537,052 |
| Dep/enseig | 182,406 | 214,962 | 263,135 | 228,467 | 248,357 |
| Dep/élève | 7,309 | 8,581 | 11,487 | 11,376 | 12,392 |
|  |  |  |  |  |  |

Sources : Recensement 2015-2016, Lois de règlement 2012-2015, calculs de ECOSOF

Utilisant les données du recensement comme ligne de base, les calculs sont faits pour les années avant et après et sont associés aux dépenses effectuées sur la période. Les données infrastructurelles sont par hypothèse restées fixes sur les cinq ans analysés, du moins ont varié très faiblement et n’ont pas influé sur l’évolution globale des dépenses et des effectifs des autres niveaux d’enseignement.

Les résultats de ces calculs ont permis de tirer les conclusions suivantes :

1. Les dépenses publiques globales de l’enseignement ont cru considérablement sur la période considérée aussi bien pour le fondamental que pour le secondaire.

a. Pour le fondamental combiné au préscolaire, ces dépenses ont accru de 1.3 milliards de gourdes soit 70.45% sur la période. Elles ont été tirées surtout par le corps enseignant qui pour sa part a augmenté 1.3 mille enseignants ou de 11.26% sur cinq ans. Evidemment, il n’est pas ici pris en compte des facteurs inflation et d’autres éléments qui exercent une pression sur les dépenses de personnel.

b. La même tendance s’observe au niveau du 3ème cycle et secondaire qui a vu les dépenses passer de 1.66 milliards de gourdes en 2012-2013 à 2.9 milliards en 2016-2017, soit une croissance globale de 73% sur la période. Les dépenses du 3ème cycle et secondaire ont été aussi tirées à la hausse par le personnel enseignant qui a augmenté de 25.8% sur la période.

2. Les dépenses par tête d’enseignant ont évolué durant les cinq dernières années dans le secteur public.

a. Pour le niveau fondamental et le préscolaire combiné, elles sont passées par tête d’enseignant de 156,516 gourdes en 2012-2013 à 239,150 gourdes en 2016-2017, soit une augmentation de 53.2%. Cette augmentation a tenu compte des trois types de dépenses indiquées ci-haut dont celles de pilotage qui ne sont pas directement incluses dans la comptabilité du MENFP.

b. Pour le niveau secondaire et le troisième cycle combiné, les dépenses par tête d’enseignant sont passées de 182, 406 gourdes à 228,467 gourdes sur la même période. Une croissance de 36.16%, plus faible que celle du niveau fondamental en raison du partage des couts de financement du 3ème cycle qui fait baisser le cout global. On note cependant que ce cout par tête a connu une forte hausse en 2015, par suite de l’augmentation de la masse salariale et des couts généraux de l’administration de l’enseignement.

3. Au niveau de l’effectif scolaire, la croissance a été modérée tant sur le plan fondamental et du préscolaire, en se basant sur le taux de croissance par tranche d’âge de l’IHSI, que pour le 3ème cycle et secondaire sur la période.

4. Les dépenses par tête d’élève ont cru considérablement sur la période 2012-2013 et 2016-2017.

Au niveau du fondamental et préscolaire, ces dépenses sont passées de 3,124 gourdes par tête à 5,229 gourdes, une croissance de 67.1%. Quant au 3ème cycle et secondaire, elles ont cru de 70% en passant de 7,309 gourdes à 12,392 par tête durant la période.

Il faut noter le cout plus élevé par tête d’élève au niveau du 3ème cycle et secondaire que celui du niveau fondamental. Un écart net allant de 125% à 150% sépare les dépenses de l’enseignement par tête entre les deux niveaux.

A première lecture, cela s’explique par le nombre d’élèves plus faible dans le secondaire pour les dépenses plus élevées aussi bien dans le salaire des professeurs et la gestion de l’enseignement plus complexe et dans les infrastructures plus exigeantes (voir analyse ci-dessous).

En fait, on peut voir que le nombre d’élèves de la tranche d’âge allant de 3 à 14 ans (élargie ici pour tenir compte de l’addition des élèves des deux niveaux, pour les raisons méthodologiques) est de 2.6 fois supérieurs à celui du 3ème cycles et secondaire. Un nombre moins important d’élèves devant recevoir un enseignement plus avancé dispensé par un corps enseignant plus diversifié et plus spécialisé est une première explication de cette différence entre les deux niveaux.

### 4.2.5 Les résultats des calculs sur le plan départemental

L’examen des dépenses a été fait à la fois sur le plan national et sur le plan départemental. Les résultats obtenus sont en effet des moyennes nationales pour la grande majorité des variables. A l’instar du recensement qui a cumulé les données en provenance des différents départements pour avoir une compréhension précise de l’effectif scolaire, l’étude a aussi porté sur les dix départements tenant compte de la distribution des infrastructures d’enseignement et du nombre d’enseignants en activité.

Les travaux se sont basés fortement sur le recensement de 2015-2016 qui a utilisé les données sur les établissements scolaires, le nombre d’élèves qui les fréquente, les conditions de fonctionnement et l’existence des infrastructures diverses servant d’appui au fonctionnement des écoles.

Toujours en s’appuyant sur les données du recensement, les dépenses ont été calculées par département pour produire une vue désagrégée du financement public de l’enseignement à travers le pays, ainsi que celui de l’enseignement par tête d’élève dans les différentes régions du pays. Utilisant la forme superposée, deux compartiments nord et sud sont présentés dans le tableau 18 faisant montre des calculs relatifs à l’enseignement préscolaire et fondamental au nord et ceux relatifs à l’enseignement du 3ème cycle et secondaire au sud.

Les montants dépensés sur une base annuelle et présentés dans ce tableau sont répartis entre les départements sur la base de leur nombre d’écoles et de leurs effectifs scolaires. Ces mouvements qui ne sont pas détaillés dans le livre annuel des dépenses du MENFP sont donc éclatés dans le tableau 18.1 pour permettre de produire les observations suivantes.

**Une première observation** porte sur la tendance à l’augmentation des dépenses au fil des années. A l’image de l’évolution des dépenses annuelles, celles effectuées par enseignant ont, elles aussi, accru entre 2012-2013 et 2016-2017.

Bien que la population scolaire soit tendanciellement haussière en raison de la démographie du pays qui accuse un taux de naissance d’environ 2% par année, impliquant l’introduction d’environ 50 milles nouveau demandeurs par an sur l’échiquier éducationnel, sans compter les redoublants dans les phases plus avancées de l’enseignement, tirant ainsi à la hausse la population scolaire et les dépenses qui l’accompagnent, il demeure que les facteurs extra scolaires relevant de la gestion économique et financière du pays jouent un rôle dans cette augmentation. L’étude des raisons extra scolaires influençant le coût de l’éducation étant en dehors du champ d’intervention des présents travaux, il reste seulement à constater cette hausse qui affecte aussi bien les dépenses par enseignant que celles effectuées par tête d’élève.

Ainsi, dans le département de l’Ouest, par exemple, les dépenses du niveau fondamental ont cru de 53.2% de 2012-2013 à 2016-2017. Et le montant dépensé par enseignant était inférieur à la moyenne nationale : 156,516 vs 125,058 gourdes en 2012-2013 ; 205,625 en 2014-2015 pour les unes vs 164,284, pour les autres dans le département.

On rencontre des cas où les dépenses étaient parfois supérieures à la moyenne nationale, comme cela ressort dans le département du Centre. Les montants qui y ont été dépensés par enseignant étaient de 219,998 gourdes en 2012-2013 alors que la moyenne nationale lui était 40.6% inférieure. Le même scénario s’est répété en 2015-2016 dans ce même département avec un montant dépensé par enseignant s’élevant à 289,625 gourdes contre 159,640 de moyenne nationale.

Cette différence s’explique par le niveau de fréquentation des élèves et le nombre d’enseignant qui fonctionne dans les départements. Le plus faible est le nombre d’enseignants par nombre d’élèves, le plus faible est la dépense par tête. Cette constatation amène à une autre conclusion importante.

Tableau 19. Dépenses annuelles par département, par enseignant et par élève

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | | | | | |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | **2012-2013** | | **2013-2014** | | **2014-2015** | | **2015-2016** | | **2016-2017** | |
| **Premier et deuxième cycles** | | |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | **Dép/en.** | **Dep/elev** | **Dép/en.** | **Dep/elev** | **Dép/ens.** | **Dep/elev** | **Dép/en.** | **Dep/elev** | **Dép/ens.** | **Dep/elev** |
| Ouest | 125,048 | 4,690 | 134,586 | 5,639 | 164,284 | 6,883 | 202,477 | 8,445 | 185,859 | 7,851 |
| Sud Est | 163,035 | 5,990 | 175,471 | 7,203 | 214,191 | 8,792 | 263,986 | 10,787 | 242,321 | 10,028 |
| Nord | 153,086 | 4,862 | 164,762 | 5,846 | 201,120 | 7,135 | 247,876 | 8,755 | 227,532 | 8,139 |
| Nord Est | 136,165 | 3,855 | 146,551 | 4,636 | 178,890 | 5,658 | 220,478 | 6,942 | 202,383 | 6,454 |
| Artibonite | 157,783 | 4,732 | 169,818 | 5,691 | 207,291 | 6,946 | 255,481 | 8,522 | 234,514 | 7,922 |
| Centre | 219,998 | 4,846 | 236,778 | 5,828 | 289,027 | 7,113 | 356,220 | 8,727 | 326,985 | 8,113 |
| Sud | 160,121 | 6,050 | 172,334 | 7,275 | 210,362 | 8,879 | 259,266 | 10,894 | 237,988 | 10,128 |
| Grande Anse | 169,203 | 4,716 | 182,109 | 5,671 | 222,295 | 6,922 | 273,973 | 8,493 | 251,488 | 7,895 |
| Nord Ouest | 156,197 | 4,397 | 168,111 | 5,287 | 205,208 | 6,453 | 252,914 | 7,918 | 232,157 | 7,361 |
| Nippes | 155,759 | 6,639 | 167,639 | 7,983 | 204,631 | 9,744 | 252,204 | 11,955 | 231,505 | 11,114 |
| **Troisième cycle et secondaire** | | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Ouest | 182,406 | 21,966 | 252,400 | 25,787 | 263,135 | 34,521 | 239,225 | 34,185 | 252,894 | 37,240 |
| Sud Est | 182,406 | 19,156 | 252,400 | 22,489 | 263,135 | 30,106 | 239,225 | 29,813 | 252,894 | 32,477 |
| Nord | 182,406 | 17,882 | 252,400 | 20,993 | 263,135 | 28,103 | 239,225 | 27,830 | 252,894 | 30,317 |
| Nord Est | 182,406 | 12,153 | 252,400 | 14,267 | 263,135 | 19,099 | 239,225 | 18,914 | 252,894 | 20,604 |
| Artibonite | 182,406 | 11,911 | 252,400 | 13,983 | 263,135 | 18,720 | 239,225 | 18,538 | 252,894 | 20,195 |
| Centre | 182,406 | 12,957 | 252,400 | 15,211 | 263,135 | 20,363 | 239,225 | 20,165 | 252,894 | 21,967 |
| Sud | 182,406 | 19,919 | 252,400 | 23,385 | 263,135 | 31,305 | 239,225 | 31,001 | 252,894 | 33,772 |
| Grande Anse | 182,406 | 13,232 | 252,400 | 15,534 | 263,135 | 20,796 | 239,225 | 20,594 | 252,894 | 22,434 |
| Nord Ouest | 182,406 | 16,012 | 252,400 | 18,797 | 263,135 | 25,164 | 239,225 | 24,919 | 252,894 | 27,146 |
| Nippes | 182,406 | 16,354 | 252,400 | 19,198 | 263,135 | 25,701 | 239,225 | 25,451 | 252,894 | 27,726 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Sources: Recensement 2015-2016, Lois de règlement, calculs ECOSOF | | | | | |  |  |  |  |  |

En effet, la densité de l’offre (infrastructure scolaire et enseignants) et de la demande (plus d’élèves dans les salles de classes) agit naturellement pour faire baisser les coûts en raison de l’économie d’échelle qui se manifeste. En utilisant les données du recensement de 2015-2016, on se rend compte que le département du Centre occupait 9.6% du total des 2,788 écoles fondamentales recensées contre 12.2% pour l’Ouest. Il en est de même des enseignants et moniteurs dont il occupait 7.1% du total de 12,791 contre 15.64% pour l’Ouest. Dans la même veine, sa fréquentation scolaire qui était de 9.31% du total national contre 12.1% pour l’Ouest illustre la différente situation agissant sur les coûts par enseignant dans les différents départements géographiques.

Ces facteurs offrent un premier niveau d’explication de la situation constatée dans ces deux départements ayant fait l’objet de comparaison. Ils peuvent être utilisés pour comprendre les différences que l’on observe entre les autres départements et la moyenne nationale. Mais ils auront certainement des incidences sur la qualité de l’éducation qui sera examinée ultérieurement dans l’étude.

Pour le niveau fondamental, les montants dépensés par enseignant diffèrent d’un département à l’autre alors que pour le 3ème cycle et secondaire, les montant dépensés par enseignant sont uniformes pour tous les départements, en raison de l’absence de données sur les charges de cours horaires non disponibles qui devraient permettre d’établir cette différentiation. Les tendances à la hausse sont cependant maintenues d’une année à l’autre et évoluent en fonction du total des montants dépensés au niveau national et des allocations départementales.

Les dépenses par élève pour le 3ème cycle et secondaire étaient cependant calculées et se différenciaient d’un département à l’autre sur une même année. Elles étaient soumises à la même logique soulignée plus haut quant à la question de l’offre et de la demande qui déterminait la différence de cout par élève au niveau des départements.

**Une deuxième observation,** découlant naturellement de la première, porte sur la dépense par tête d’élève qui est plus faible dans les départements à haute densité de population et d’infrastructures scolaires. Le département de la Grande Anse, où l’effectif et les infrastructures scolaires sont faibles, accuse un niveau de dépense par tête de 8% plus élevé que celle du département de l’Artibonite où les infrastructures et effectifs scolaires sont respectivement 44.44% et 33,38% supérieurs à ceux de la Grande Anse.

Ces premières constatations recèlent cependant un autre phénomène non directement apparent qui doit être mis en évidence par une analyse plus approfondie de la situation.

Celle-ci se base sur un examen rapproché du tableau 19.1 qui permet de faire la différence entre les dépenses par tête d’élève aussi bien entre les départements qu’entre les niveaux d’enseignement.

En effet, on observe qu’au niveau du fondamental, l’effectif scolaire ainsi que le nombre d’enseignants variaient d’un département à l’autre. Le rapport du premier sur le second donnant la concentration moyenne d’élèves par enseignant variait lui aussi d’un département à l’autre. Au compartiment nord du tableau où se présentent les données du fondamental et le préscolaire, les dépensent par tête d’élève étaient en moyenne très faible, malgré leur évolution à la hausse sur la période d’analyse. Les calculs permettent de conclure que plus le nombre d’élèves par enseignant était élevé, plus les dépenses par tête d’élève était faible, quel que soit le niveau d’infrastructure.

En se rendant au compartiment sud du tableau, on constate que le nombre d’élèves était généralement plus faible dans tous les départements géographiques alors que le nombre d’enseignants était relativement élevé. Il en ressort que le rapport élèves sur enseignant, donnant lieu lui aussi à une fréquentation moyenne par classe plus faible, avait tiré à la hausse les dépenses par élève. Pour un même montant alloué à différents rapports d’élèves/enseignant, le résultat plus faible entrainait des dépenses par tête plus élevées.

Tableau 19. 1 Etablissements et effectifs scolaires en 2015-2016 ; dépenses publiques par département

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Préscolaire et fondamentale | | 3,372,413,465 |  |  |  |  |
|  | Effect scol | Etab scol | Enseign | Dep/dpt | Dep/ens. | Elèv/ens | Dép/élèv |
| Ouest | 72,957 | 335 | 2,001 | 405,221,848 | 202,477 | 36 | 5,554 |
| Sud Est | 63,929 | 298 | 1,365 | 360,466,002 | 263,986 | 47 | 5,639 |
| Nord | 90,254 | 421 | 2,054 | 509,248,949 | 247,876 | 44 | 5,642 |
| Nord Est | 35,272 | 158 | 867 | 191,119,558 | 220,478 | 41 | 5,418 |
| Artibonite | 82,045 | 368 | 1,742 | 445,139,224 | 255,481 | 47 | 5,426 |
| Centre | 55,834 | 267 | 907 | 322,967,861 | 356,220 | 62 | 5,784 |
| Sud | 58,835 | 272 | 1,269 | 329,015,948 | 259,266 | 46 | 5,592 |
| Grande Anse | 56,811 | 275 | 1,214 | 332,644,800 | 273,973 | 47 | 5,855 |
| Nord Ouest | 44,708 | 209 | 1,000 | 252,810,048 | 252,914 | 45 | 5,655 |
| Nippes | 38,901 | 185 | 887 | 223,779,229 | 252,204 | 44 | 5,752 |
|  | 599,547 | 2788 | 12,791 | 3,372,413,465 | 263,665 | 47 | 5,625 |
|  | Troisième cycle et secondaire | | 2,624,672,357 |  |  |  |  |
|  | Effect scol | Nb Ecole | Enseing | Dép/dpt | Dep/ens. |  | Dep/elèv |
| Ouest | 35,048 | 21.40% | 2,458 | 561,557,807 | 228,466.81 | 14 | 16,022 |
| Sud Est | 25,758 | 12.09% | 1,389 | 317,402,239 | 228,466.81 | 19 | 12,322 |
| Nord | 37,577 | 18.60% | 2,137 | 488,311,136 | 228,466.81 | 18 | 12,995 |
| Nord Est | 13,372 | 6.05% | 695 | 158,701,119 | 228,466.81 | 19 | 11,868 |
| Artibonite | 25,595 | 6.98% | 802 | 183,116,676 | 228,466.81 | 32 | 7,154 |
| Centre | 18,613 | 5.12% | 588 | 134,285,562 | 228,466.81 | 32 | 7,215 |
| Sud | 23,245 | 10.70% | 1,229 | 280,778,903 | 228,466.81 | 19 | 12,079 |
| Grande Anse | 19,777 | 6.05% | 695 | 158,701,119 | 228,466.81 | 28 | 8,024 |
| Nord Ouest | 17,617 | 7.91% | 908 | 207,532,233 | 228,466.81 | 19 | 11,780 |
| Nippes | 14,124 | 5.12% | 588 | 134,285,562 | 228,466.81 | 24 | 9,508 |
|  | 230,726 | 100.00% | 11,488 | 2,624,672,357 | 228,466.81 | 20 | 11,376 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |

Sources : Recensement 2015-2016, calculs ECOSOF

Ce constat fait au niveau du compartiment nord est donc explicité au sud et permet de comprendre que le niveau du secondaire coute plus cher que le niveau fondamental, en raison du nombre plus restreint d’élèves ayant accès à ce nveau de formation et des exigences académiques plus fortes au 3ème cycle et secondaire qui font que le nombre d’élèves par enseignant soit en moyenne plus réduit et en raison d’un plus grand nombre d’enseignants ayant de différentes spécialités.

Ces analyses qui sont sans doute des évidences pour les spécialistes de l’éducation sont ici primordiales et participent de l’établissement de la base de la détermination de la capacité nationale de financement de l’éducation. Au bout du compte, il s’agira de savoir quelle éducation on voudra financer, se référant ici à la question de la qualité.

## 4.3 Conclusion sur l’état des lieux du financement du secteur public

L’état des lieux du financement du secteur public de l’éducation amène à un ensemble de conclusions pouvant contribuer à déterminer la capacité du pays à financer son système éducatif. Il permet de faires les différents constats suivants :

1. La capacité économique du pays mesurée par le PIB accuse une tendance à la stagnation au cours des cinq dernières années, entrainant une baisse réelle des dépenses publiques tant en prévision qu’en réalisation. Cette situation de stagnation se transmet aussi sur le PIB par habitant qui n’a pratiquement pas bougé sur la période alors que les paramètres monétaires influent négativement sur le pouvoir d’achat des ménages

2. Dans ce contexte, les dépenses sociales n’ont pas évolué mais, au contraire des autres rubriques de dépenses, elles ont maintenu leur niveau réel dans l’ensemble des dépenses publiques au cours des cinq dernières années. Ceci se traduit par le maintien du niveau de prévision annuelle dans le budget national mais en rapprochant ce niveau vers celui de l’exécution de ces dépenses au fil des cinq dernières années.

3. Le financement public du système éducatif haïtien est caractérisé par les dépenses effectuées dans son pilotage et dans l’enseignement public que dispense directement l’Etat à travers le MENFP. Ce qui le distingue du financement d’un secteur non public qui a pris de l’ampleur au fil des années pour devenir dominant dans l’effectif des élèves et dans l’augmentation des structures physiques où se dispense l’enseignement. Une partie de l’enveloppe budgétaire est évidemment allouée au financement des structures de pilotage, i.e toutes les structure de gestion stratégique, les unités et directions, de gestion administrative d’ensemble du Ministère.

4. Les limites légales font que l’enseignement préscolaire et l’enseignement fondamental se fondent quand il s’agit de leur gestion financière et de ce fait un seul budget est présenté pour les deux niveaux et les enseignants du préscolaire sont traités comme des moniteurs enregistrés dans le fondamental.

5. Le budget de l’éducation, à l’image du national, distingue deux types de dépenses : les dépenses de fonctionnement qui s’occupent de la gestion administrative du système et les dépenses d’investissement qui s’occupent de la capitalisation du système éducatif, tout au moins de son secteur public. Au cours des cinq dernières années, le budget d’investissement n’a été exécuté que très faiblement, n’ayant pas dépassé 37% et pour certaines années telle que 2016-2017, il a été de 0%.

6. Sous la pression de l’augmentation de la demande d’éducation exprimée par celle du nombre d’enfants scolarisables, le nombre d’enseignants a lui aussi augmenté. En raison des paramètres monétaires et de l’effectif croissant du nombre d’enseignants, la masse salariale ainsi que le salaire des enseignants ont augmenté au cours des cinq dernières années. L’enseignement secondaire est une faible fraction du niveau fondamental. Son cout est plus élevé que celui du fondamental en raison de son nombre plus restreint d’élèves et l’organisation de l’enseignement à ce niveau.

8. Les constats faits sur le plan national sont globalement les mêmes que sur le plan départemental avec les nuances et les spécificités propres à chaque département qui ont des incidence sur l’évolution des couts de financement par enseignant et par tête d’élève.

9. Dans les département où les effectifs et les infrastructures scolaires sont importants, le cout par tête d’élève et par enseignant est plus faible que ceux où ces facteurs sont moins importants. Les couts par enseignant et par élève, par exemple, sont plus faibles dans le département de l’Ouest que ceux des départements du Centre ou de la Grande Anse, par exemple.

# Chapitre V. L’éducation non publique et son financement

Comme signalé en introduction, l’état des lieux du financement de l’éducation porte sur trois volets : le volet public qui examine les montants dépensés par l’Etat dans le financement du pilotage du système éducatif, de ses infrastructures, de l’enseignement dispensé par le secteur public ; le volet non public financé par les ressources provenant d’acteurs privés et des familles sous forme de frais d’écolage ; le volet aide publique au développement (APD) qui investit des ressources mobilisées dans les différents programmes et la construction des écoles dans différents endroits du pays.

La section précédente a donc fait un examen approfondi du financement public dans son double volet investissement et fonctionnement. La présente section se propose de passer en revue les contours du financement non public et sa viabilité, toujours selon une approche offre-demande. A l’instar de l’étude du financement public, la méthodologie adoptée dans cet examen continuera de mettre en valeur les résultats du recensement de 2015-2016 qui a amplement analysé la question de l’offre et de la demande de l’éducation dans ses aspects global et spécifique. Cependant, au contraire de l’étude du financement public qui s’est reposé essentiellement sur les données rendues disponibles par le MEF et sur celles tirées des lois de règlement, renforcées par quelques informations clés produites par le MENFP exploitées dans l’étude financée par l’UE et réalisées par la firme Eptisa, l’étude du financement non public s’est vue contrainte de recourir à une enquête nationale[[15]](#footnote-15) afin de produire les données financières viables que l’on ne retrouve nulle part sur le système en Haïti.

Fort de ces données estimatives, l’étude a donc pu parvenir à une appréciation des dépenses de fonctionnement du secteur non public, au même titre que l’on a étudié les différentes composantes du budget de fonctionnement du secteur public. Elles ont ainsi permis de complémenter la base de la détermination du cout de l’éducation de manière générale dans le pays ouvrant ainsi la voie à l’étude de la capacité de celui-ci à le financer.

Rappelons, pour les besoins méthodologiques et analytiques, que l’étude du financement de l’éducation est approchée sous l’angle d’une équation de l’offre et de la demande, l’offre étant les dispositions super et infrastructurelles engagées dans la production de l’éducation alors que la demande vient du côté des apprenants et de ceux qui en consomment le service.

## 5.1 Des composantes du cout de l’éducation dans le secteur non public, l’offre

L’examen des composantes de l’offre se concentre strictement sur les structures matérielles et organisationnelles devant être mises en place afin de fournir les services éducatifs, le volet qualitatif de l’éducation étant remis à un examen ultérieur dans le cadre de cette étude. On en est donc parvenu à distinguer cinq éléments essentiels et incontournables :

1. **La localisation du service éducatif**[[16]](#footnote-16) est identifié et retenu comme la composante de base de l’éducation pour de multiples raisons. L’estimation de son cout fait donc partie des variables à quantifier financièrement, un point de départ dans la fourniture de l’éducation tout au moins à ce niveau de sa production. En fait, il s’agit d’un espace physique construit ou aménagé pour la production des services éducatifs et pour lequel il convient de consentir des débours soit sous forme d’investissement initial ou sous forme de location annuelle. Afin de simplifier les calculs, la forme de location est ici retenue et est considérée comme un élément de base dans le calcul des couts.

2. **Les équipements et matériels scolaires** font partie des accessoires qui sont indispensables dans la fourniture de l’éducation. Parmi ces équipements, on compte les matériels mobiliers : bancs et chaises pour les élèves, les bureaux pour les maitres et le personnel administratif, les équipements électroniques et mécanographiques. Ces équipements sont évalués tous les ans et renouvelés en fonction des résultats de l’évaluation.

3. **Les équipements et matériels non scolaires** font partie des éléments d’investissement qui sont pris en compte dans le calcul des couts de l’éducation. Certains de ces éléments sont lourds et d’autres légers ; certains font l’objet d’investissements initiaux et amortissables, d’autres font l’objet de location mensuelle ou annuelle. Les véhicules ou leur location, les installations hygiéniques destinées à l’usage de masse, par exemple, font partie de ces équipements non scolaires mais pourtant nécessaires et qui ont besoin d’être entretenus pour assurer le fonctionnement d’un établissement scolaire. A noter que leur présence, la forme de leur manifestation ou leur absence tout court, contribue à la définition de la qualité de l’environnement scolaire.

4. **Les enseignants qui doivent fournir la formation** sont les principaux véhicules de transmission de la connaissance et l’encadrement aux élèves. Ils sont les principaux éléments de cout dans le système éducatif et les éléments les plus difficiles à gérer.

5. **La gestion de l’enseignement et du personnel administratif** font partie intégrante du cout de l’éducation. Du directeur de l’établissement, du staff de supervision scolaire et de la gestion administrative au personnel d’entretien, l’enseignement doit faire l’objet d’une gestion. Celle-ci a un cout qui rentre dans l’équation de l’offre scolaire.

Ces données ont été prises en compte dans l’enquête nationale sur l’éducation qui a produit des estimations de leurs couts à partir des entrevues réalisées avec les responsables d’école , propriétaires ou gestionnaires, sur l’ensemble du territoire. Elles forment le cadre d’évaluation de l’offre de l’éducation et de son cout, **tout en rappelant que le contenu de celle-ci n’est pas traité dans cette partie de l’étude.**

### 5.1.1 Les prix du service éducatif et les revenus générés

Le financement de l’éducation dispensée par le secteur public, comme on l’a vu dans la section précédente, est assuré par l’Etat à travers le MENFP qui gère, entre autres, l’administration de l’enseignement public de base dans ses trois composantes préscolaire, fondamental et secondaire. De son côté, l’enseignement non public, i.e. qui n’est pas géré directement ou indirectement par l’Etat central est financé, rappelons-le, par les acteurs privés engagés dans le secteur éducatif, par les ménages à travers les frais divers et aussi par des apports financiers venant d’autres entités dont l’Etat, sous forme de subvention. Les différentes contributions venant de ces acteurs et groupes d’acteurs constituent les revenus du secteur non public et donc la source de financement des services éducatifs qu’il produit.

Dans le cadre de cette étude, cinq variables ont été retenues comme éléments formant la base des revenus générés par le secteur. Ces variables sont :

1. **Les frais d’inscription** qui sont les premiers éléments de revenu des établissements scolaires. Généralement non remboursable, ces frais constituent le premier acte financier posé par celui qui est intéressé à s’enrôler dans un cours ou cycle de formation dispensé par un établissement. Ils se justifient par les besoins de couvrir des frais administratifs initiaux qui participent du cout de gestion de l’enseignement

**2. Les frais annuels** ont émergé dans l’enseignement non public comme une source de revenus importante pour les établissements scolaires. Certains d’entre eux introduisent des frais annuels sur toutes les activités spécifiques non directement associées à la dispensation des cours. Ils se justifient par la nécessité de consentir certains investissements préparatoires pour l’année académique et dans certains établissements sont exigibles plusieurs mois avant la rentrée scolaire

3. **Les frais de scolarité** sont en fait les principales sources de revenus des établissements scolaires. Généralement mensuels, ils sont souvent requis d’être payés par trimestre sur demande des directions ; même si d’autres arrangements ne sont pas ordinairement refusés.

4. **Les subventions de l’Etat** sont ces derniers temps une des sources de revenu de certaines écoles qualifiées pour les recevoir. Elles sont octroyées dans le cadre du programme de scolarisation universelle gratuite et obligatoire (PSUGO) en vue de supporter l’accès à l’éducation aux enfants défavorisés des enfants selon des accords signés par les écoles avec le MENFP. L’étude n’a pas faire une évaluation du PSUGO ni ne comptabilise les apports qu’il porte aux établissement, faute d’avoir une maîtrise de la systématisation de leur administration.

5. **Les subventions venant d’autres entités**  participent aussi de la composition des revenus des établissements scolaires. Les sources sont variées et certaines proviennent des congrégations, d’organisations religieuses de tendance diverse et même d’organisations philanthropiques. Cette étude ne se concentre pas sur la nature et l’origine de ces institutions mais indique seulement que les subventions proviennent des d’entités non étatiques.

Ces deux groupes de variables constituent la base de l’évaluation des couts encourus et des revenus générés par le secteur non public de l’éducation. En vue de mieux clarifier la formation des couts et de son analyse, il est opportun d’examiner la composition organique de l’offre de formation dans le secteur non public, vu sous l’angle financier bien entendu.

## 5.2 L’enquête sur l’éducation et ses résultats sur le plan financier

Le recensement 2015-2016 a permis d’établir les éléments constitutifs de l’offre et de la demande de l’éducation sur le plan des établissements qui en produisent le service et de la population scolaire qui le consomme, tant sur le plan globale qu’au niveau départemental. Ces données sont importantes car elles permettent d’avoir une compréhension claire de la taille des activités de l’éducation dans le pays. Par les informations complémentaires générées par l’enquête, les précisions sur les dépenses effectuées par les établissements scolaires ont été apportées et la participation des parents dans le financement des écoles ont été estimées.

L’enquête a été réalisée à partir d’un échantillon de 959 établissements répartis par département sur la base de leur poids relatifs dans le total national et a pris soin de toucher le secteur public et les différents types d’écoles du secteur non public, i.e les écoles privées, congréganistes et communautaires.

Tableau 20. Distribution de l’échantillon de l’enquête

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  | **Etablissements** | | | |  |  |
| **Département** | **Publics** | **Privés** | **Congréganistes/religieux** | **Communautaires** |  | **Total** |
| **OUEST** | 26 | 190 | 18 | 7 |  | 241 |
| **NIPPES** | 11 | 48 | 4 | 0 |  | 63 |
| **SUD** | 18 | 35 | 7 | 1 |  | 61 |
| **SUD'EST** | 15 | 60 | 4 | 0 |  | 79 |
| **ARTIBONITE** | 19 | 70 | 7 | 0 |  | 96 |
| **CENTRE** | 10 | 55 | 4 | 2 |  | 71 |
| **NORD** | 21 | 86 | 7 | 5 |  | 119 |
| **NORD'EST** | 12 | 47 | 6 | 0 |  | 65 |
| **NORD'OUEST** | 7 | 33 | 2 | 0 |  | 42 |
| **GRAND'ANSE** | 30 | 52 | 32 | 8 |  | 122 |
| **Total** | 169 | 676 | 91 | 23 |  | 959 |
|  |  |  |  |  |  |  |

Aux responsables de ces écoles a été administré un questionnaire sur différents aspects traitant de la gestion académique, administrative et financière des établissements qu’ils dirigent. L’enquête auprès des responsables a été complétée par celle conduite auprès des ménages vivant à proximité des écoles que fréquentent leurs enfants en vue d’obtenir d’eux certaines informations relatives aux dépenses consenties dans le financement de l’éducation de leurs enfants.

Le volet financier de l’enquête s’est penché principalement sur les dépenses encourues par les établissements scolaires non publics, les revenus générés par les services éducatifs rendus par ces établissements aux élèves, les dépenses encourues par les ménages pour financer l’éducation de leurs enfants. Les résultats obtenus sont considérés comme des références sur la moyenne des couts devant servir à estimer la valeur des différentes variables ou rubriques de dépenses et de revenus à partir des résultats de la recension 2015-2016 sur les différents niveaux d’enseignement tant en établissements qu’en effectifs scolaires.

C’est en couplant ces deux sources d’information qu’ont été faites les différentes estimations du nombre d’enseignants et de leurs salaires, des couts divers de location, d’achats de matériels non scolaires et scolaires.

Le tableau 21, une reprise du tableau 1 pour des raisons de convenance, présente une vue globale et structurelle du système scolaire.

Tableau 21. Organisation structurelle de base des données du recensement de 2015-2016

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |
| Population scolarisée (PS) |  |  |  |  |  |
| Préscolaire | 41,090 | 632,070 | 673,160 | 6.10% | 93.90% |
| Fondamentale | 705,079 | 2,386,526 | 3,091,605 | 22.81% | 77.19% |
| Secondaire | 78,093 | 324,164 | 402,257 | 19.41% | 80.59% |
| Total | 824,262 | 3,342,760 | 4,167,022 | 19.78% | 80.22% |
| Population scolarisable (PSA) |  |  |  |  |  |
| Préscolaire | 46,660 | 717,747.24 | 764,407 | 6.10% | 93.90% |
| Fondamentale | 502,257 | 1,676,277 | 2,178,534 | 23.05% | 76.95% |
| Secondaire | 324,164 | 510,329 | 834,493 | 38.85% | 61.15% |
| Total | 873,081 | 2,904,353 | 3,777,434 | 23.11% | 76.89% |
|  |  |  |  |  |  |
| PSA-PS | 207,239 | 516,495 | 723,734 | 28.63% | 71.37% |
| Offre scolaire/Ecoles |  |  |  |  |  |
| Préscolaire | 850 | 10,888 | 11,738 | 7.24% | 92.76% |
| Fondamental | 2,788 | 15,756 | 18,544 | 15.03% | 84.97% |
| Secondaire | 215 | 3,718 | 3,933 | 5.47% | 94.53% |
| Total | 3,853 | 30,362 | 34,215 | 11.26% | 88.74% |
| Consolidation |  |  |  |  |  |
| Préscolaire + Fondamental | 3,638 | 26,644 | 30,282 | 12.01% | 87.99% |
| Secondaire | 215 | 3,718 | 3,933 | 5.47% | 94.53% |
| Total | 3,853 | 30,362 | 34,215 | 11.26% | 88.74% |
|  |  |  |  |  |  |

Notons que ce tableau qui schématise l’organisation structurelle du système guidera cette étude en ce qui a rapport aux estimations des dépenses et des revenus. Mais, à l’instar de la première partie portant sur l’état des lieux, le niveau préscolaire ne sera pas étudié en tant que tel car n’ayant pas fait l’objet de collecte d’informations nécessaires à cette fin.

Les travaux se concentreront alors sur les différents cycles de l’enseignement fondamental et de l’école secondaire et la méthodologie consiste à s’attaquer aux plans départemental et national afin de parvenir à une compréhension globale et intégrée du système.

Tableau 22. Configuration du système sur le plan départemental

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Enseignement fondamental | | | | Enseignement Secondaire | | | |
|  | Public | | Non Public | | Public | | Non Public | |
|  | Ecoles | Effectif | Ecoles | Effectif | Ecoles | Effectif | Ecoles | Effectif |
| Ouest | 335 | 265,659 | 6,154 | 892,161 | 46 | 41,997 | 2100 | 174,328 |
| Sud-est | 298 | 37,264 | 877 | 125,461 | 26 | 3,983 | 165 | 16,533 |
| Nord | 421 | 71,395 | 1,453 | 241,856 | 40 | 8,402 | 284 | 34,877 |
| Nord-est | 158 | 27,545 | 391 | 92,343 | 13 | 2,329 | 97 | 9,666 |
| Artibonite | 368 | 104,382 | 2,436 | 358,045 | 15 | 6,683 | 348 | 27,743 |
| Centre | 267 | 52,237 | 1,176 | 179,370 | 11 | 2,410 | 157 | 10,004 |
| Sud | 272 | 46,469 | 1,208 | 156,457 | 23 | 4,309 | 237 | 17,889 |
| Grand-anse | 275 | 31,670 | 573 | 108,636 | 13 | 2,133 | 91 | 8,855 |
| Nord-ouest | 209 | 47,708 | 937 | 162,083 | 17 | 3,761 | 148 | 15,613 |
| Nippes | 185 | 20,747 | 551 | 70,104 | 11 | 2,085 | 91 | 8,657 |
| ENSEMBLE | 2788 | 705,076 | 15,756 | 2,386,516 | 215 | 78,093 | 3718 | 324,164 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Notons que les calculs ont à la fois un fondement statistique dans la mesure qu’ils ont utilisé les moyennes découlant de l’enquête et un fondement effectif dans la mesure qu’ils ont utilisé les résultats du recensement couplés à ces moyennes pour effectuer des calculs estimatifs des dépenses parents et des écoles ainsi que les revenus de ces derniers.

Ajoutés aux dépenses encourues par les ménages dans le processus de financement de la formation de leurs enfants, ces résultats fournissent une base fiable pour déterminer le cout des différents types de dépenses de l’enseignement et ouvre la voie à l’estimation globale du cout de l’éducation dans le pays.

Il demeure que les estimations produites, pour aussi précises qu’elles puissent être, donnent des ordres de grandeur qui sont indicatifs des grandes tendances qui se dégagent sur le plan des dépenses et des revenus. Les enquêtes, n’ayant pas porté sur et touché les livres comptables, ne peuvent que fournir des approximations qui montrent la voie. Elles n’ont pas eu d’ailleurs cette mission qui auraient buté sur des limites légales. Il a donc fallu compter sur les déclarations des enquêtés, lesquelles ont ensuite fait l’objet d’examens et d’analyses contextuels avant d’être consignés dans le cadre des présents travaux.

### 5.2.1 Le modèle d’analyse

L’objectif des travaux étant de parvenir à déterminer la capacité nationale du financement de l’éducation, il faut évidemment connaitre en tout premier lieu son cout sur le plan national, c’est-à-dire dans ses différents compartiments publics et non publics, à l’échelle départementale et au niveau national.

Cette préoccupation a conduit vers l’adoption d’une approche consistant à produire les calculs de base modelés sur les données rendues disponibles par le recensement. Ce qui explique que des calculs n’ont pas été produits au niveau des communes pour éviter des inexactitudes.

Les rubriques indiquées en début de chapitre ont cependant fait l’objet de calculs aux autres niveaux retenus, lesquels ont constitué le fondement des estimations nationales alors que déjà ils montrent la voie sur les grandes caractéristiques de la question sur ces plans.

Dans le tableau 20 est présentée la distribution de l’échantillon des établissements par département en vue de collecter les informations sur les différentes rubriques sus indiquées. Sur la base des données collectées, des moyennes départementales ont été calculées. La période de validité des dépenses est précisée dans chaque cas et devrait être ou bien mensuel ou bien annuel. Quand les dépenses ont été données sur une base mensuelle, elles ont été converties au besoin sur une base annuelle.

### 5.2.2 Les dépenses directes dans l’éducation sur le plan global

La section 5.1 a identifié et catégorisé les dépenses consenties par les établissements scolaires dans le processus de gestion et de la fourniture des services de l’enseignement non public et de leurs évaluations subséquentes sur les plan global et départemental. Cette catégorisation est en fait inspiré de la nomenclature du budget national utilisée pour estimer les dépenses courantes de l’Etat dont celles de l’éducation qui a fait l’objet d’un examen approfondi dans le chapitre précédent.

Le tableau illustre la structure du budget de l’éducation et présentée sur le plan départemental à partir des résultats de l’enquête nationale, laquelle servira de base de la détermination du cout global. Cette structure représente des dépenses mensuelles. Mais trois d’entre elles devront être converties sur une base annuelle : a) les dépenses de location, b) les dépenses de salaires des enseignants et celles de la gestion de l’enseignement. Déjà, elles donnent lieu de constater que la charge salariale occupe la principale source de dépenses mensuelle suivie de la gestion de l’enseignement. Vient ensuite la location de l’espace d’enseignement, les deux autres rubriques traitant de l’acquisition de matériels étant annuels. La configuration de la structure des dépenses présentées est présentée dans le tableau 23 sur la base des résultats de l’enquête.

### 5.2.3 Les résultats de l’enquête

La recherche d’information financière s’est préoccupée à obtenir trois groupes de données : a) les données sur les dépenses consenties par les établissements scolaires, b) les revenus générés par les établissements scolaires c) les dépenses consenties par les ménages dans l’éducation de leurs enfants et accessoirement le poids de ces dépenses dans leurs revenus.

Afin de faciliter la compréhension de la base des estimations, les résultats financiers de ces différents volets enquêtés sont ici présentés.

#### 5.2.3.1 Les dépenses consenties par les établissements scolaires

Les dépenses consenties sont distribuées sur les cinq activités décrites à la section 5.1, reprises dans le tableau 18 et peuvent être considérées comme les dépenses courantes qui ne tiennent pas compte des investissements initiaux dans l’immobilier, ni des dépenses d’intérêt sur des prêts que les responsables et propriétaires pourraient avoir contractés en vue de faire fonctionner les établissements.

Le tableau 23 présente les 5 rubriques de dépenses jugées de base pour le fonctionnement des établissements, quelque soit le niveau d’enseignement. Notons qu’elles ont été collectées pour les deux secteurs public et non public, pour deux niveaux s’enseignement fondamental et secondaire et pour trois types d’écoles : privés, congréganistes et communautaires. Les détails relatifs à ces secteurs, niveaux et types seront précisés au moment de l’analyse qui les concerne. Mais pour l’instant, un niveau agrégé est présenté sur le plan départemental dont la valeur accusée est le résultat de la distribution de l’échantillon. Ces résultats montrent une moyenne des dépenses par département pour chacune des rubriques.

Tableau 23. Couts estimatifs des principales rubriques de dépenses

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |
|  | Locat + entre | Mat Equip nsc | Mat Equip sc | Sal Ens | Sal adm |
| Ouest | 51,359 | 61,686 | 60,699 | 180,149 | 115,989 |
| Sud’est | 46,606 | 52,195 | 40,824 | 114,608 | 105,644 |
| Nord | 54,372 | 59,688 | 74,858 | 125,759 | 114,953 |
| Nord’est | 49,244 | 58,365 | 55,735 | 119,410 | 112,123 |
| Artibonite | 52,936 | 56,401 | 53,737 | 127,999 | 117,929 |
| Centre | 38,074 | 57,804 | 50,792 | 169,100 | 172,783 |
| Sud | 50,754 | 52,663 | 36,502 | 101,129 | 97,414 |
| Grand’Anse | 42,849 | 44,721 | 53,919 | 135,018 | 128,471 |
| Nord’ouest | 46,626 | 65,778 | 59,979 | 181,521 | 129,786 |
| Nippes | 39,177 | 54,061 | 41,258 | 108,754 | 97,914 |
| Moy Nat | 47,200 | 56,336 | 52,830 | 1,499,791 | 1,431,609 |
|  |  |  |  |  |  |

1. Les frais de location qui sécurisent l’espace de la transmission de connaissance varient évidemment d’un département à un autre. Dans le tableau 23, le cout moyen mensuel de la location de l’immeuble dans le département de l’Ouest est de 51,359 gourdes ou 616,3016 gourdes par année pour une moyenne de 14 salles de classes par établissement. Dans une autre extrême, le département du Nord Est a une location mensuelle moyenne par établissement de 49,244 gourdes avec une capacité moyenne de 12 salles de classe. Dans le Nord, le cout moyen mensuel est de 54,372 gourdes ou 716,260 pour une année. On peut noter que le cout moyen de location dans le Nord est le plus élevé et est suivi du département de l’Artibonite avec 635,227, vient après l’Ouest avec 616,306 gourdes l’an. Mais de manière globale, la moyenne dépensée mensuellement par établissement pour la location et l’entretien s’élevait à 47, 200 gourdes sur le plan national[[17]](#footnote-17).

Il faut noter que ces couts de loyer mensuel ou annuel peuvent être aussi représentés comme des couts d’amortissements annuels sur un immeubles appartenant aux propriétaires ou des services de dettes consenties dans l’acquisition de l’immeuble.

2. Les couts d’acquisition de matériels non scolaires et scolaires qui sont comptabilisés sur une base annuelle peuvent être considérés comme relativement bas par rapport aux couts moyens annuels des autres rubriques de dépenses. La moyenne de dépenses varie entre 44,721 gourdes pour le Grande Anse et 61,686 pour l’Ouest, celui-ci étant en première position et dépasse la moyenne nationale qui est 56,336 gourdes. Quant aux matériels scolaires, ils se retrouvent dans le même range, avec le Nord en tête suivi avec 74,858 gourdes suivi de l’Ouest avec 60,699.

3. La rubrique présentant le plus d’uniformité est la masse salariale mensuelle des établissements séparés par des écarts faibles entre les établissements. L’Ouest et le Nord Ouest accusent des niveaux de 180 149 gourdes et 181 521 gourdes respectivement mais la moyenne du dernier étant biaisé vers le haut par le fait d'avoir collecté des données uniquement dans trois zones urbaines.

Les salaires moyens sont mensuels et sont convertis en salaires annuels pour les secteurs publics et non public sur la base de 12 mois pour le public et de 10 mois pour le non public.

4. Les frais administratifs et de personnel de gestion de l’enseignement pour leur part se trouvent pratiquement au même niveau de dépenses que les masses salariales moyennes des enseignants par département. On remarque toutefois que l’Ouest et les nippes accusent les plus faibles niveaux moyens de dépenses de personnel. Ce niveau s’explique sans doute pour l’Ouest par la demande hautement compétitive par rapport aux autres départements où elle est plus modérée. Quant au département des Nippe ce serait la moyenne sociale qui est naturellement faible.

Ces cinq rubriques sont fondamentales pour le calcul des dépenses totales du système. Ce sont ces données de base dérivées de l’enquête qui sont couplées aux résultats du recensement 2015-2016 qui déboucheront sur le tableau  24 où des estimations réalistes sont faites des dépenses effectuées par le système éducatif, tout en rappelant encore une fois que ce sont des ordres de grandeurs qui donnent un sens de la dimension et de l’ampleur des montants dépensés.

#### 5.2.3.2 Estimations des dépenses globales

Les différentes rubriques sont estimées sur une base mensuelle, au même titre que celles présentées dans le tableau 20.1, de telle sorte que les chiffres reflètent les quantités d’établissement indiquées dans le tableau 20.

Tableau 24. Total des dépenses annuelles du système éducatif

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |
| Niveau d'enseignement | Locat + entre | Mat Equip nsc | Mat Equip sc | Sal Ens | Sal adm | Total |
| Fondamental Public | 133,992,212 | 157,129,882 | 151,082,359 | 381,262,095 | 333,045,771 | 10,487,813,178 |
| Fondamental Non Public | 780,057,407 | 920,970,505 | 884,463,747 | 2,378,771,976 | 1,874,635,457 | 57,449,468,385 |
| Secondaire Public | 10,550,131 | 12,328,258 | 11,951,191 | 29,992,783 | 25,001,610 | 810,813,725 |
| Secondaire non Public | 186,554,791 | 220,673,261 | 213,733,636 | 588,630,429 | 435,594,715 | 13,786,505,255 |
| Base mensuelle | 1,111,154,541 | 1,311,101,906 | 1,261,230,933 | 3,378,657,283 | 2,668,277,553 | 9,730,422,216 |
| **Dépenses annuelles Nationales** | **13,333,854,488** | **1,311,101,906** | **1,261,230,933** | **33,786,572,827** | **32,019,330,634** | **92,265,022,759** |
|  |  |  |  |  |  |  |

Sur la base de la nomenclature des dépenses retenues pour le système éducatif, des résultats de l’enquête nationale des tableaux 21 et du recensement 2015-2016 du tableau 23, des calculs ont été produits et présentés dans le tableau 24. Ces calculs ont porté sur les deux niveaux d’enseignement 1e et 2e cycles et le 3e cycle et secondaire pour les deux secteurs public et non public.

Il en ressort que pour le secteur public et les premier et deuxième cycles du niveau fondamental et le 3e et secondaire, les quatre rubriques de dépenses s’élèvent à 1.11 milliards de gourdes mensuellement pour les loyers du logement de l’enseignement, 1.3 milliards annuellement pour l’acquisition des matériels non scolaires, 1.26 milliards pour l’acquisition des matériels scolaires, 3.4 milliards pour payer le salaire des enseignants et 2.7 milliards pour payer le personnel de l’administration de l’enseignement. Mis sur une base annuelle de 12 douze mois pour les enseignants du secteur public, de toutes les dépenses de gestion de l’enseignement et des locations des lieux de transmission de l’enseignement, ces dépenses s’élèvent à 11.3 milliards de gourdes pour l’ensemble du secteur public et pour les deux niveaux d’enseignement.

De son côté le secteur non public encoure des dépenses mensuelles s’élevant à 6.43 milliards de gourdes dont 966.6 millions pour le logement de l’enseignement, 95.13 millions pour l’acquisition de matériels non scolaires 91.5 pour l’acquisition de matériels scolaires et 2.96 milliards pour le salaire des enseignants et 2.3 milliards pour la gestion de l’enseignement. Mis sur une base annuelle et en tenant qu’il est payé 10 mois aux enseignants, les dépenses du secteur non public s’élèvent à 71.2 milliards de gourdes.

Ces calculs faits sur le plan national le sont aussi sur le plan départemental pour les deux secteurs et pour les différents niveaux d’enseignement.

##### 5.2.3.2.1 Estimations des dépenses départementales

Utilisant la nomenclature du tableau 19.1 qui est d’ailleurs présenté sur le plan départemental, les dépenses de l’éducation sont calculées aussi sur ce plan, tel que présenté dans le tableau 19.3.

Tableau 25. Les dépenses encourues par département pour les secteurs publics et non publics

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Fondamental Public** | |  |  |  |  |
|  | Locat + entre | Mat Equip nsc | Mat Equip sc | Sal Ens | Sal adm |
| Ouest | 17,205,206 | 20,664,724 | 20,334,163 | 60,350,024 | 38,856,468 |
| Sud’est | 13,888,559 | 15,553,993 | 12,165,444 | 34,153,128 | 31,481,777 |
| Nord | 22,890,690 | 25,128,774 | 31,515,335 | 52,944,401 | 48,395,303 |
| Nord’est | 7,780,503 | 9,221,734 | 8,806,152 | 18,866,819 | 17,715,469 |
| Artibonite | 19,480,289 | 20,755,575 | 19,775,362 | 47,103,706 | 43,398,046 |
| Centre | 10,165,878 | 15,433,722 | 13,561,381 | 45,149,820 | 46,132,975 |
| Sud | 13,805,115 | 14,324,279 | 9,928,473 | 27,507,044 | 26,496,737 |
| Grand’Anse | 11,783,434 | 12,298,188 | 14,827,778 | 37,129,856 | 35,329,492 |
| Nord’ouest | 9,744,734 | 13,747,574 | 12,535,541 | 37,937,823 | 27,125,346 |
| Nippes | 7,247,803 | 10,001,320 | 7,632,730 | 20,119,474 | 18,114,158 |
| **Total** | **133,992,212** | **157,129,882** | **151,082,359** | **381,262,095** | **333,045,771** |
| **Fondamental Non public** | |  |  |  |  |
| Ouest | 316,062,208 | 379,614,061 | 373,541,610 | 1,108,638,943 | 713,799,120 |
| Sud’est | 40,873,376 | 45,774,671 | 35,802,332 | 100,511,052 | 92,649,391 |
| Nord | 79,002,785 | 86,727,097 | 108,769,077 | 182,727,350 | 167,027,021 |
| Nord’est | 19,254,284 | 22,820,873 | 21,792,439 | 46,689,406 | 43,840,180 |
| Artibonite | 128,951,043 | 137,392,884 | 130,904,296 | 311,806,051 | 287,276,199 |
| Centre | 44,775,554 | 67,977,740 | 59,731,028 | 198,862,130 | 203,192,427 |
| Sud | 61,310,951 | 63,616,652 | 44,094,099 | 122,163,638 | 117,676,686 |
| Grand’Anse | 24,552,392 | 25,624,951 | 30,895,698 | 77,365,119 | 73,613,813 |
| Nord’ouest | 43,688,116 | 61,633,861 | 56,200,011 | 170,084,883 | 121,609,803 |
| Nippes | 21,586,698 | 29,787,715 | 22,733,158 | 59,923,405 | 53,950,816 |
| **Total** | **780,057,407** | **920,970,505** | **884,463,747** | **2,378,771,976** | **1,874,635,457** |
|  |  |  |  |  |  |

La présentation des dépenses sur le plan départemental pour les secteurs public et non public permettra d’apprécier le poids relatif des départements par rapport au total national. Dans ce tableau, les dépenses sont présentées pour les deux niveaux d’enseignement, pour les deux secteurs et pour les différentes rubriques de dépenses. Celles-ci ont été calculées, à l’instar du tableau global, en tenant compte de la moyenne des dépenses par département multipliée par le nombre d’établissement scolaire du département.

Si les résultats ne sont pas surprenants outre mesure, compte tenu du poids de chaque département dans le système éducatif qui est une fonction directe de sa population, il reste toutefois que les politiques publiques par rapport à chaque département se reflètent dans les résultats. Par exemple, le nombre d’écoles publiques dans un département impacte sa position dans l’ensemble du système et le poids du non public dans le total des dépenses.

Tableau 26. Poids relatifs des dépenses départementales par rapport aux dépenses nationales

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |
| Fondamental | **Locat + entre** | **Mat Equip nsc** | **Mat Equip sc** | **Sal Ens** | **Sal adm** |
| Ouest | 12.84% | 13.15% | 13.46% | 15.83% | 11.67% |
| Sud’est | 10.37% | 9.90% | 8.05% | 8.96% | 9.45% |
| Nord | 17.08% | 15.99% | 20.86% | 13.89% | 14.53% |
| Nord’est | 5.81% | 5.87% | 5.83% | 4.95% | 5.32% |
| Artibonite | 14.54% | 13.21% | 13.09% | 12.35% | 13.03% |
| Centre | 7.59% | 9.82% | 8.98% | 11.84% | 13.85% |
| Sud | 10.30% | 9.12% | 6.57% | 7.21% | 7.96% |
| Grand’Anse | 8.79% | 7.83% | 9.81% | 9.74% | 10.61% |
| Nord’ouest | 7.27% | 8.75% | 8.30% | 9.95% | 8.14% |
| Nippes | 5.41% | 6.37% | 5.05% | 5.28% | 5.44% |
| Total | 100.00% | 100.00% | 100.00% | 100.00% | 100.00% |
| Fondamental Non public | |  |  |  |  |
| Ouest | 40.52% | 41.22% | 42.23% | 46.61% | 38.08% |
| Sud’est | 5.24% | 4.97% | 4.05% | 4.23% | 4.94% |
| Nord | 10.13% | 9.42% | 12.30% | 7.68% | 8.91% |
| Nord’est | 2.47% | 2.48% | 2.46% | 1.96% | 2.34% |
| Artibonite | 16.53% | 14.92% | 14.80% | 13.11% | 15.32% |
| Centre | 5.74% | 7.38% | 6.75% | 8.36% | 10.84% |
| Sud | 7.86% | 6.91% | 4.99% | 5.14% | 6.28% |
| Grand’Anse | 3.15% | 2.78% | 3.49% | 3.25% | 3.93% |
| Nord’ouest | 5.60% | 6.69% | 6.35% | 7.15% | 6.49% |
| Nippes | 2.77% | 3.23% | 2.57% | 2.52% | 2.88% |
| Total | 100.00% | 100.00% | 100.00% | 100.00% | 100.00% |
|  |  |  |  |  |  |

Ce tableau montre l’importance des rubriques de dépenses de l’Ouest dans le total national dans les deux secteur public et non public. Il est évident dans ce tableau que le poids du non public est nettement plus important dans l’Ouest par rapport à celui des autres départements. L’Ouest est en effet en position plus faible dans le secteur public par rapport aux autres départements.

Le Nord, l’Artibonite dépassent l’Ouest dans les cinq catégories de dépenses, ce qui implique que ces deux départements ont des nombres d’écoles publiques qui lui sont supérieurs. Ceci est évidemment un résultat de politique publique quand on sait que la demande d’éducation est plusieurs fois plus élevée dans l’Ouest que dans tous les autres départements.

En revanche, la place du non public dans l’Ouest, dominée par les écoles privées, est de 40% du total national. Son plus proche poursuivant est le département de l’Artibonite avec une moyenne de 14% des dépenses nationales dans toute les rubriques de dépenses combinées.

Un autre point méritant l’attention porte sur le poids du non public dans le total des dépenses du fondamental. En effet, les dépenses non publiques représentent près de six fois celles du public dans le total des dépenses nationales, à l’examen du tableau 24. Si l’on peut prendre acte de cette proportion, il demeure qu’il est le résultat d’une politique publique consciente ou non qui a mené vers la privatisation du niveau fondamental de l’éducation accentuée surtout dans le département de l’Ouest qui accuse une moyenne de 40% du total des dépenses nationales du non public. Ce point est encore plus marquant dans l’enseignement du 3e cycle et secondaire.

Tableau 27. Des dépenses départementales publiques et non publiques du 3e cycle et secondaire

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |
|  | Locat + entre | Mat Equip nsc | Mat Equip sc | Sal Ens | Sal adm |
| Ecole secondaire | |  |  |  |  |
| Ouest | 2,362,506 | 2,837,544 | 2,792,154 | 8,286,869 | 5,335,515 |
| Sud’est | 1,211,753 | 1,357,060 | 1,061,415 | 2,979,803 | 2,746,732 |
| Nord | 2,174,887 | 2,387,532 | 2,994,331 | 5,030,347 | 4,598,129 |
| Nord’est | 640,168 | 758,750 | 724,557 | 1,552,333 | 1,457,602 |
| Artibonite | 794,034 | 846,015 | 806,061 | 1,919,988 | 1,768,942 |
| Centre | 418,819 | 635,846 | 558,709 | 1,860,105 | 1,900,609 |
| Sud | 1,167,344 | 1,211,244 | 839,540 | 2,325,963 | 2,240,533 |
| Grand’Anse | 557,035 | 581,369 | 700,950 | 1,755,230 | 1,670,121 |
| Nord’ouest | 792,634 | 1,118,224 | 1,019,637 | 3,085,852 | 2,206,368 |
| Nippes | 430,950 | 594,673 | 453,838 | 1,196,293 | 1,077,058 |
| Total | 10,550,131 | 12,328,258 | 11,951,191 | 29,992,783 | 25,001,610 |
|  |  |  |  |  |  |
| NP |  |  |  |  |  |
| Ouest | 107,853,532 | 129,540,060 | 127,467,888 | 378,313,581 | 243,577,860 |
| Sud’est | 7,689,974 | 8,612,110 | 6,735,900 | 18,910,289 | 17,431,185 |
| Nord | 15,441,701 | 16,951,477 | 21,259,751 | 35,715,463 | 32,646,713 |
| Nord’est | 4,776,638 | 5,661,444 | 5,406,308 | 11,582,794 | 10,875,953 |
| Artibonite | 18,421,578 | 19,627,555 | 18,700,614 | 44,543,722 | 41,039,457 |
| Centre | 5,977,689 | 9,075,260 | 7,974,295 | 26,548,771 | 27,126,880 |
| Sud | 12,028,721 | 12,481,082 | 8,650,912 | 23,967,535 | 23,087,231 |
| Grand’Anse | 3,899,246 | 4,069,582 | 4,906,647 | 12,286,607 | 11,690,850 |
| Nord’ouest | 6,900,578 | 9,735,124 | 8,876,843 | 26,865,061 | 19,208,379 |
| Nippes | 3,565,135 | 4,919,568 | 3,754,478 | 9,896,606 | 8,910,207 |
| Total | 186,554,791 | 220,673,261 | 213,733,636 | 588,630,429 | 435,594,715 |
|  |  |  |  |  |  |

Ce qui était vrai pour l’enseignement fondamental l’est encore davantage pour le niveau 3e cycle et secondaire. Le secteur public occupe environ 5% du total des dépenses encoures par ce niveau d’enseignement pendant que l’Ouest en occupe plus de 56% , soit 4 points de plus que sa part dans le niveau fondamental.

Tableau 28. Poids relatifs des dépenses départementales dans le total national 3e cycle et secondaire

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |
| Public | Locat + entre | Mat Equip nsc | Mat Equip sc | Sal Ens | Sal adm |
| Ouest | 22.39% | 23.02% | 23.36% | 27.63% | 21.34% |
| Sud’est | 11.49% | 11.01% | 8.88% | 9.94% | 10.99% |
| Nord | 20.61% | 19.37% | 25.05% | 16.77% | 18.39% |
| Nord’est | 6.07% | 6.15% | 6.06% | 5.18% | 5.83% |
| Artibonite | 7.53% | 6.86% | 6.74% | 6.40% | 7.08% |
| Centre | 3.97% | 5.16% | 4.67% | 6.20% | 7.60% |
| Sud | 11.06% | 9.82% | 7.02% | 7.76% | 8.96% |
| Grand’Anse | 5.28% | 4.72% | 5.87% | 5.85% | 6.68% |
| Nord’ouest | 7.51% | 9.07% | 8.53% | 10.29% | 8.82% |
| Nippes | 4.08% | 4.82% | 3.80% | 3.99% | 4.31% |
| Non Public |  |  |  |  |  |
| Ouest | 57.81% | 58.70% | 59.64% | 64.27% | 55.92% |
| Sud’est | 4.12% | 3.90% | 3.15% | 3.21% | 4.00% |
| Nord | 8.28% | 7.68% | 9.95% | 6.07% | 7.49% |
| Nord’est | 2.56% | 2.57% | 2.53% | 1.97% | 2.50% |
| Artibonite | 9.87% | 8.89% | 8.75% | 7.57% | 9.42% |
| Centre | 3.20% | 4.11% | 3.73% | 4.51% | 6.23% |
| Sud | 6.45% | 5.66% | 4.05% | 4.07% | 5.30% |
| Grand’Anse | 2.09% | 1.84% | 2.30% | 2.09% | 2.68% |
| Nord’ouest | 3.70% | 4.41% | 4.15% | 4.56% | 4.41% |
| Nippes | 1.91% | 2.23% | 1.76% | 1.68% | 2.05% |
|  |  |  |  |  |  |

Le tableau 30 montre que dans certains département les dépenses non publiques des écoles du niveau 3e cycle et secondaire sont résiduelles. C’est le cas des département des Nippes et de la Grande Anse avec moins de 3% dans le total national pour toutes rubriques confondues. En fait, trois département font un poids respectable dans le total des dépenses nationales, occupant entre 6% et 9% en moyenne toutes rubriques confondues ; mais loin derrière l’Ouest qui approche les 60%, indiquant que l’éducation non public à niveau d’enseignement est une affaire du département de l’Ouest.

#### 5.2.3.3 Les revenus générés dans le système éducatif national

##### 5.2.3.3.1 Les méthodes de calculs

Les revenus générés au niveau national sont en effet l’expression financière de la capacité de la demande d’éducation à soutenir l’offre disponible. Cette expression se matérialise par les frais qui sont mobilisés auprès des parents pour leurs enfants sous trois formes : les frais d’inscription payés sur base annuelle, les frais annuels payés au début de l’année scolaire et les frais de scolarité payés mensuellement par les parents des élèves.

Ces différents frais constituent les principales sources de revenus des établissements scolaires. Il existe d’autres revenus sous forme de subvention et dons en provenance de l’Etat et d’institutions internationales qui participent du financement de l’offre. Mais, pour des raisons méthodologiques, ces revenus ne sont pas calculés dans les travaux tels qu’approchés d’une part et d’autre part ils font partie des programmes qui ne permettent pas leur généralisation sur le plan national, d’autant plus qu’elles méritent des corrections au niveau de leur gestion avant qu’elles puissent considérées comme des programmes viables et scientifiquement intégrés.

Ainsi, la base des calculs seront les principales rubriques ici indiquées. Pour la mettre en application, on met à contribution des moyennes calculées sur le plan départemental pour les différents types de frais exigés des élèves par les établissements scolaires. En fait, pour faciliter les estimations globales et départementales, on fait l’hypothèse d’un seul frais divers et d’un seul frais de scolarité moyens pour tous les niveaux d’enseignement par département.

Le tableau 29 présente une synthèse du système éducatif en termes d’établissements scolaires publics et non publics ainsi que leurs effectifs respectifs. Au second compartiment du tableau sont présentés les frais moyens par département qui ont été estimés à partir de l’enquête nationale sur l’éducation. Les données du recensement et les estimations sorties de l’enquêtes forment la base de l’estimation globale des revenus générés par les établissements scolaires.

Les calculs multiplient les différents frais par les différents effectifs de tous les niveaux d’enseignement et donnent des revenus générés par les écoles. Rappelons que le niveau préscolaire n’est pas inclus dans le calcul pour les raisons citées plus haut. Mais les 1e et 2e cycles du fondamental ont regroupés en seul niveau et le 3e cycle et secondaire en un autre pour simplifier les calculs. Cela peut se voir dans le tableau et le total des établissements scolaires du système et les effectifs peuvent être à droite du tableau, pour les besoins d’interprétation.

Tableau 29. Configuration de la base de calculs de revenus des établissements scolaires

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Public | | | | Non Public | | | |  |  |
|  | Ecoles | Effectifs | Ecoles | Effectifs | Ecoles | Effectifs | Ecoles | Effectifs | TOTECO | TOTELEV |
|  | 1e et 2e cy |  | 3e cy et sec |  | 1e et 2e cy |  | 3e cy et sec |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| OUEST | 2,001 | 201,482 | 46 | 106,174 | 36,765 | 727,963 | 2,100 | 338,526 | 40,912 | 1,374,145 |
| SUD'EST | 1,365 | 28,562 | 26 | 12,685 | 4,019 | 103,196 | 165 | 38,798 | 5,575 | 183,241 |
| NORD | 2,054 | 56,130 | 40 | 23,667 | 7,091 | 202,800 | 284 | 73,933 | 9,469 | 356,530 |
| NORD'EST | 867 | 20,736 | 13 | 9,138 | 2,145 | 74,922 | 97 | 27,087 | 3,122 | 131,883 |
| ARTIBONITE | 1,742 | 86,277 | 15 | 24,788 | 11,534 | 311,723 | 348 | 74,065 | 13,639 | 496,853 |
| CENTRE | 907 | 43,357 | 11 | 11,290 | 3,993 | 156,652 | 157 | 32,722 | 5,068 | 244,021 |
| SUD | 1,269 | 35,623 | 23 | 15,156 | 5,636 | 128,706 | 237 | 45,639 | 7,165 | 225,124 |
| GRAND'ANSE | 1,214 | 26,182 | 13 | 7,621 | 2,530 | 94,596 | 91 | 22,895 | 3,848 | 151,294 |
| NORD'OUEST | 1,000 | 37,951 | 17 | 13,518 | 4,481 | 137,119 | 148 | 40,577 | 5,646 | 229,165 |
| NIPPES | 887 | 16,143 | 11 | 6,689 | 2,643 | 58,326 | 91 | 20,435 | 3,632 | 101,593 |
| Total Nat | 13,307 | 552,443 | 215 | 230,726 | 80,836 | 1,996,003 | 3,718 | 714,677 | 98,076 | 3,493,849 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | FRINS | FRANN | FRASCO |  |  |  |  |
| OUEST |  |  |  | 800 | 2,000 | 20,000 |  |  |  |  |
| SUD'EST |  |  |  | 588 | 1,470 | 14,700 |  |  |  |  |
| NORD |  |  |  | 620 | 1,550 | 15,500 |  |  |  |  |
| NORD'EST |  |  |  | 356 | 890 | 8,900 |  |  |  |  |
| ARTIBONITE |  |  |  | 720 | 1,800 | 18,000 |  |  |  |  |
| CENTRE |  |  |  | 440 | 1,100 | 11,000 |  |  |  |  |
| SUD |  |  |  | 380 | 950 | 9,500 |  |  |  |  |
| GRAND'ANSE |  |  |  | 540 | 1,350 | 13,500 |  |  |  |  |
| NORD'OUEST |  |  |  | 500 | 1,250 | 12,500 |  |  |  |  |
| NIPPES |  |  |  | 240 | 600 | 6,000 |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

FRINS : Frais d’inscription ; FRANN : Frais annuel ; FRASCO : Frais de scolarité.

##### 5.2.3.3.2 Les revenus sur le plan national et départemental

Le tableau 30 présente les résultats des calculs effectués sur la base des données du tableau 20. Dans ce tableau le premier compartiment fournit les données du recensement 2015-2016 et le second comprend les moyennes calculées à partir des données de l’enquête pour les frais d’inscription, annuels et de scolarité sur une base annuelle par département.

Il en ressort que l’ensemble du système éducatif haïtien génère un total 49.71 milliards de gourdes . Pour le secteur public, il faut compter avec moins de 1% du total général comme frais d’inscription et 2% du même total comme frais annuels, et les frais scolaires comptent pour 19.74% de l’ensemble. Mais si on considère les pourcentages générés par rapport au total du secteur public en tant que tel, les chiffres se présentent d’une autre manière. Le total des revenus générés par le secteur public sont maintenant de 11.23 milliards de gourdes. Les frais d’inscription y comptent pour 3.6%, les frais annuels pour 9% et les frais de scolarité pour 87.38%. Dans la réalité, ces frais sont payés par l’Etat et seuls les frais annuels et d’inscription combinés peuvent être considérés comme des revenus collectés par les établissements publics.

Tableau 30. Les revenus générés par le système éducatif national

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | Public |  |  |  | Non Public |  |  |
| Département | FRINS | FRANN | FRESCO |  | FRINS | FRANN | FRESCO | **Total** |
| OUEST | 194,782,824 | 486,957,060 | 4,952,692,979 |  | 31,091,739 | 422,185,938 | 18,258,498,805 | **24,346,209,345** |
| SUD'EST | 19,136,433 | 47,841,081 | 424,647,590 |  | 2,459,913 | 30,210,866 | 1,772,224,637 | **2,296,520,520** |
| NORD | 40,009,837 | 100,024,593 | 888,881,649 |  | 4,572,219 | 65,049,607 | 3,732,140,412 | **4,830,678,316** |
| NORD'EST | 8,211,168 | 20,527,921 | 191,330,689 |  | 798,208 | 10,512,221 | 770,137,648 | **1,001,517,856** |
| ARTIBONITE | 66,931,493 | 167,328,732 | 1,581,852,763 |  | 8,554,783 | 70,697,304 | 6,184,173,430 | **8,079,538,505** |
| CENTRE | 20,137,597 | 50,343,994 | 485,561,449 |  | 1,826,153 | 15,397,062 | 1,855,270,047 | **2,428,536,303** |
| SUD | 15,174,205 | 37,935,513 | 346,385,591 |  | 2,231,730 | 22,348,292 | 1,413,000,265 | **1,837,075,597** |
| GRAND'ANSE | 15,290,105 | 38,225,263 | 357,342,818 |  | 1,415,258 | 15,369,306 | 1,406,512,603 | **1,834,155,353** |
| NORD'OUEST | 20,856,136 | 52,140,340 | 486,605,972 |  | 2,314,705 | 25,117,749 | 1,940,351,380 | **2,527,386,283** |
| NIPPES | 4,374,852 | 10,937,129 | 99,503,604 |  | 656,089 | 6,779,570 | 408,645,406 | **530,896,650** |
| **Total** | **404,904,651** | **1,012,261,627** | **9,814,805,104** |  | **55,920,798** | **683,667,915** | **37,740,954,633** | **49,712,514,728** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |

En faisant la même analyse pour le secteur non public, les frais annuels comptent pour .11% du total des revenus du système, les frais d’inscription pour 1.38% et les frais de scolarité pour environ 76%.

Les rapports changent cependant en prenant ces variables par rapport au total propre du secteur. Les frais d’inscription sont toujours négligeables avec 0.15%, les frais annuels 1.78% résiduels. Les revenus dépendent quasi absolument des frais de scolarité.

Il est approprié de souligner certains aspects dont on est généralement au courant par rapport notamment à la prédominance du département de l’Ouest dans le système éducatif national. Tel qu’il se présente aujourd’hui, le département occupe 49% du total du système en revenu et environ 60% en dépenses. Il est suivi du département de l’Artibonite avec 16.25% en revenu et une moyenne de 14% en dépense. Pour le reste, mis à part le département du Nord qui affiche un poids moyen de 10% dans le système tant en dépense qu’en revenu, les autres département ne font pas le poids budgétaire. Tant en dépenses qu’en revenu, les 7 autres départements occupent moins de 8% et au moins 4 d’entre eux tombent en dessous de 4%.

## 5.3 Les dépenses indirectes

### 5.3.1 Les dépenses ou les couts indirects de l’éducation sur le plan national et départemental

Les dépenses de l’éducation sont visibles quand elles sont encourues par les établissements scolaires sous les différentes formes exprimées dans les sections précédentes. Mais celles qu’effectuent les familles le sont très peu tout en étant également importantes dans le financement du processus éducationnel. En fait, les parents au bout du compte financent le système éducatif en amont comme en aval : ils paient les différents frais requis par les établissements pour habiliter leurs enfants à les fréquenter et ensuite ils effectuent les dépenses nécessaires sur une base continue pour supporter les enfants tout au long du processus organisationnel, support qui peut être qualifié de cout indirect de l’éducation. Parvenir à la détermination du cout de l’éducation consiste en effet à cerner les deux volets des dépenses: les directes et les indirectes.

Les dépenses directes ayant déjà été examinées et calculées, il a fallu étudier les composantes des dépenses indirectes afin de compléter l’évaluation de la capacité de la demande à payer pour l’offre de l’éducation. Ce volet a été pris en compte dans l’enquête nationale sur l’éducation qui s’est aussi penchée sur les dépenses suivantes : les équipements scolaires des élèves, les fournitures scolaires et le transport des enfants à l’école. Ces variables ont été estimées pour chaque département et sont présentés dans le tableau 31.

Tableau 31. Les dépenses directe et indirectes de l’éducation payées par les familles

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Scol/frais | FRANN | Equip/scolaire | Livres + fourn | Transport | CTOT | CID% | CIDI% |
| OUEST | 20,000 | 2,800 | 4,892 | 3,585 | 3,396 | 34,673 | 66% | 34% |
| SUD'EST | 14,700 | 2,058 | 5,025 | 4,721 | 11,987 | 38,492 | 44% | 56% |
| NORD | 15,500 | 2,170 | 5,608 | 5,369 | 8,220 | 36,867 | 48% | 52% |
| NORD'EST | 8,900 | 1,246 | 4,069 | 2,851 | 10,673 | 27,739 | 37% | 63% |
| Artibonite | 18,000 | 2,520 | 8,543 | 2,945 | 10,364 | 42,372 | 48% | 52% |
| CENTRE | 11,000 | 1,540 | 4,320 | 3,195 | 1,639 | 21,694 | 58% | 42% |
| SUD | 9,500 | 1,330 | 4,807 | 2,595 | 3,546 | 21,778 | 50% | 50% |
| GRAND'ANSE | 13,500 | 1,890 | 4,332 | 4,701 | 9,025 | 33,447 | 46% | 54% |
| NORD'OUEST | 12,500 | 1,750 | 3,239 | 3,047 | 2,775 | 23,311 | 61% | 39% |
| NIPPES | 6,000 | 840 | 2,596 | 2,109 | 875 | 12,420 | 55% | 45% |
| Moyenne Nle | 12,960 | 1,814 | 4,743 | 3,512 | 6,250 | 29,279 | 50% | 50% |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Pour les besoins de la compréhension, il est inclus dans ce tableau les frais de scolarité annuels moyens déjà tenus compte dans la section des revenus des écoles ; mais, ils ne seront pas compris dans le calcul des dépenses indirectes pour éviter les duplications.

Le tableau 31 montre que, en moyenne, sur le plan national, 50% des dépenses annuelles encourues par les parents sont indirectes. Le poids des dépenses varie certes d’une rubrique à l’autre, mais sur le plan national le transport était la deuxième dépense la plus élevée après la scolarité des enfants.

Sur le plan départemental cependant, l’Artibonite est celui où les dépenses sont les plus élevées par tête d’élève avec 42 372 gourdes l’an dont 52% étaient des dépenses indirectes. Le déterminant de son cout indirect était le transport qui occupait 24.45% de son total.

Le deuxième cout moyen le plus élevé était le département du Sud Est avec 38,492 gourdes dont 56% étaient des dépenses indirectes déterminée à 31.14% par les couts du transport.

L’Ouest occupait la quatrième place après le Nord avec respectivement 34,673 et 36,867 gourdes. Mais les dépenses de l’Ouest étaient principalement déterminées par les couts directs avec des frais de scolarité les plus élevés du pays : 20 000 gourdes annuellement, avec 57.67% de dépenses totales comme dépenses directes.

Les autres rubriques de dépenses pour les parents étaient relativement modérées avec des moyennes nationales de 16.19% du total pour les équipements scolaires et 12% pour les fournitures.

### 5.3.2 Couts directs et indirects de l’éducation encourus par les parents sur le plans global et départemental

Ces variables de base ont servi au calcul des dépenses globales et départementales de l’éducation. Les dépenses directes sont transférées directement aux écoles par les parents en payant la scolarité et les autres frais ; les dépenses indirectes vont dans les autres activités de l’économie, même si souvent une partie de ces dépenses est captée par les écoles comme par exemple les équipements scolaires et les manuels scolaires.

Tableau 32. Total des dépenses directes et indirectes des parents

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | | |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | ESCOD | CDIAP | CINAP | TDIAP | TDINAP |
| OUEST | 1,374,145 | 22,800 | 11,873 | 31,330,506,000 | 16,315,779,350 |
| SUD'EST | 183,241 | 16,758 | 21,734 | 3,070,752,678 | 3,982,547,351 |
| NORD | 356,530 | 17,670 | 19,197 | 6,299,885,100 | 6,844,328,247 |
| NORD'EST | 131,883 | 10,146 | 17,593 | 1,338,084,918 | 2,320,159,590 |
| Artibonite | 496,853 | 20,520 | 21,852 | 10,195,423,560 | 10,857,341,616 |
| CENTRE | 244,021 | 12,540 | 9,154 | 3,060,023,340 | 2,233,890,211 |
| SUD | 225,124 | 10,830 | 10,948 | 2,438,092,920 | 2,464,711,019 |
| GRAND'ANSE | 151,294 | 15,390 | 18,057 | 2,328,414,660 | 2,731,953,730 |
| NORD'OUEST | 229,165 | 14,250 | 9,061 | 3,265,601,250 | 2,076,563,752 |
| NIPPES | 101,593 | 6,840 | 5,580 | 694,896,120 | 566,875,669 |
| Total | 3,493,849 | 14,774 | 14,505 | 51,619,522,666 | 50,678,444,330 |
|  |  |  |  |  |  |

ESOD : Effectif scolaire par dpt ; CDIAP : Cout direct annuel des parents ; CDINAP : cout indirect annuel des parents; TDAI : Total dépenses annuelles directes ; Total dépenses annuelles indirectes

Le tableau 32 présente les effectifs (ESOD) par département combinant les deux niveaux fondamental et secondaire. Il présente également les deux composantes des débours effectués par les parents : les couts directs (CDIAP) et les couts indirects (CDINAP). On est donc arrivé au calcul des dépenses totales directes (TDIAP) 51.62 milliards et des dépenses totales indirectes (TDINAP) effectuées au cours de l’année par les parents qui s’estiment à 50.7 milliards de gourdes.

En tenant compte des calculs de la section 5.2 et de ceux de l’actuel section sur les revenus et sur les dépenses consentis par les écoles, sur les dépenses directes et indirectes effectuées par les parents des élèves, il est possible de synthétiser l’ensemble dans un tableau d’état des lieux des dépenses publiques et non publiques du système éducatif national.

Il est important d’attirer l’attention sur le fait que les calculs portent sur les deux volets public et non public tout en sachant que les dépenses publiques sont absorbées par l’Etat dans son budget annuel et que ces dépenses seront soustraites au bout du compte du total du secteur pour éviter des les compter deux fois.

Le tableau 33 présente les dépenses aussi bien que les revenus consentis par les secteurs public et non public en se basant sur les effectifs des deux secteurs mais en utilisant un niveau moyen de dépenses indirectes uniforme et un niveau moyen de scolarité pour tous les secteurs sur le plan national.

Au niveau public, les dépenses du secteur fondamental sont estimées à 10.5 milliards de gourdes alors que les revenus totaux sont estimés à 10.03 milliards de gourdes.

Au niveau non public, les dépenses du secteur fondamental sont estimées à 55.6 milliards de gourdes alors que les revenus sont estimés 31.97 milliards de gourdes.

Pour le 3e cycle et secondaire, les dépenses publiques sont estimées à 810.8 millions de gourdes alors que les revenus sont estimés à 1.2 milliards de gourdes.

Tableau 33. Synthèse de la situation financière du secteur éducatif

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |
|  | Public | Non Public | Total |
| **Premier et Deuxième cycles** |  |  |  |
| Ecoles fondamentales | 2,788 | 15,756 | 18,544 |
| Effectif fondamental | 705,076 | 2,386,516 | 3,091,592 |
| Enseignants | 13,838 | 83,835 | 97,673 |
| Dépenses totales Fondamentales | 10,487,813,178 | 55,574,832,928 | 66,062,646,107 |
| Revenu total Fondamental | 10,028,694,078 | 31,971,154,932 | 41,999,849,010 |
|  |  |  |  |
| **3eme cycles et secondaire** |  |  |  |
| Ecoles 3e cy et secondaire | 215 | 3,718 | 3,933 |
| Effectif 3e cy + secd | 22,918 | 379,339 | 402,257 |
| Depenses totale 3e cy et secondaire | 810,813,725 | 13,786,505,255 | 14,597,318,980 |
| Revenu Total 3e cy et secondaire | 1,203,277,303 | 6,509,388,414 | 7,712,665,717 |
|  |  |  |  |
| **Dépenses des écoles** | 11,298,626,904 | 69,361,338,183 | **80,659,965,087** |
| **Dépenses indirectes des parents** | 10,559,582,936 | 40,118,861,394 | **50,678,444,330** |
| **Cout total** |  |  | **131,338,409,417** |
| **Revenu total** | 11,231,971,381 | 38,480,543,346 | **49,712,514,728** |
|  |  |  |  |

Pour le secteur non public du 3e cycle et secondaire, les dépenses sont estimées à 13.8 milliards de gourdes alors que les revenus sont estimés à 6.5 milliards de gourdes.

En combinant les dépenses et les revenus des deux secteurs public et non public, on obtient des dépenses directes totales pour les deux secteurs de l’ordre de 80.7 milliards de gourdes et des dépenses indirectes effectuées par les parents de l’ordre de 50.7 milliards de gourdes. Ce qui permet de conclure que les dépenses totales effectuées dans l’éducation sont estimées à 131.34 milliards de gourdes

Au bas du tableau sont présentés les revenus totaux générés par le secteur qui sont de l’ordre de 49.7 milliards de gourdes. De ce total, il faut déduire les 11.23 milliards qui sont assumés par l’Etat dans son budget national. Ce qui laisse 120.1 milliards sur la responsabilité du secteur non public et les parents qui le fréquentent.

Cette synthèse fait l’objet du tableau 34 de l’état des résultats suivant :

Tableau 34. Etats des résultats financiers du système éducatif

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |
| Publlic | Dépenses | Revenus | Total |
| Fondamental | 10,487,813,178 | 10,028,694,078 | -459,119,100 |
| Secondaire | 810,813,725 | 1,203,277,303 | 392,463,578 |
|  | 11,298,626,904 | 11,231,971,381 | -66,655,522 |
| Non Public |  |  |  |
| Fondamental | 57,449,468,385 | 31,971,154,932 | -25,478,313,453 |
| Secondaire | 13,786,505,255 | 6,509,388,414 | -7,277,116,841 |
|  | 71,235,973,640 | 38,480,543,346 | -32,755,430,294 |
| **Résultats nets** |  |  | **-32,822,085,816** |
|  |  |  | $ (504,955,166) |
|  |  |  |  |

La lecture du tableau permet de tirer les conclusions suivantes

1. Tel qu’il fonctionne aujourd’hui, tout au moins sur la base des données du recensement de 2015-2016 et par rapport au budget de 2016-2017, le secteur public fait face à un déficit de 66.66 millions de gourdes par année, qui sont des montants à combler par l’Etat pour maintenir le système en place à flow.

2. Pour sa part, le secteur non public doit combler un écart de 32.8 milliards de gourdes pour garantir son niveau actuel de fonctionnement.

Mais en se basant sur les résultats du recensement de 2015-2016, une analyse plus fine de la réalité permettra de mieux cerner les nuances à introduire dans cette analyse financière globale. Notons que combler le défit non public fait l’objet de plusieurs considérations liées au profil de l’offre de service offert.

## 5.4 Conclusions de l’état des lieux du financement non public de l’éducation

L’état des lieux du financement non public de l’éducation élaboré à partir des données du recensement et de celles de l’enquête nationale sur l’éducation en Haïti a permis de tirer un ensemble de conclusions qui peuvent être synthétisées comme suit :

1. Les institutions publiques, de plus faibles quantités certes, demeurent d’un meilleur standard en terme d’environnement et d’infrastructure avec 67.34% de ses bâtiments construits pour l’éducation contre 57.62% pour le secteur non public . En revanche, les deux secteurs se rapprochent en y ajoutant chacun des maisons aménagées qui les portent à 73% et 70% respectivement. Mais le secteur non public compte un grand nombre d’établissement hors normes composant 30% de son total, ce qui fait baisser la qualité de l’environnement global de l’enseignement privé.

2. L’étude financière n’a donc pas pris en compte la question de la qualité de l’éducation, optant seulement sur la quantité des établissements et les effectifs du système scolaire comme base de travail, une façon de cerner l’ampleur des investissements à consentir pour la mise en place des structures et du nombre d’élèves à former au fil des années

3. Ces faits qui ne sont pas pris en compte dans les calculs peuvent constituer des éléments qui impactent les frais de scolarité, et un facteur de compétitivité entre les établissements de même proximité

4. Les résultat obtenus des calculs financiers demeurent des ordres de grandeurs et ne sont aucunement des chiffres exacts permettant d’établir les couts des différentes activités conduites par les établissements scolaires. Mais ils circonscrivent l’ampleur des dépenses de l’éducation en Haïti dans son état actuel

5. Basée sur des enquêtes qui ont permis de collecter certaines informations sur les dépenses effectuées par les écoles et par les parents, l’étude a pu concevoir des références analytiques et produire des agrégats susceptibles de faire la lumière sur l’ampleur du financement qui est recherché pour faire fonctionner le système tel qu’il est.

6. Les calculs financiers sont faits sur une base départementale reflétant les données du recensement et de l’échantillon qui a instrumentalisé l’enquête nationale permettant d’aboutir à des moyennes départementales et nationales

7. Le modèle de calcul est en fait le reflet de la nomenclature budgétaire pour les dépenses des écoles et de celui des frais que font payer généralement les parents par les écoles.

8. Les dépenses calculées n’ont pas pris en compte les investissements consentis par les propriétaires d’établissements. Ces investissements sont remplacés par les loyers du logement des infrastructures scolaires, avec toutes les réserves et nuances que cela comprend. Le concept relatif à la « moyenne statistique», que sous-tend l’enquête, rétablit l’équilibre des calculs.

9. Les dépenses effectuées par l’ensemble du système scolaire est de 131.38 milliards de gourdes. Toutes les ressources proviennent des parents et du secteur public et ne comprennent pas l’APD : 1) des paiements faits aux écoles pour les frais d’inscription, des frais annuels et d’écolage et les dépenses consenties par l’Etat totalisant 49.7 milliards de gourdes 2) les dépenses indirectes consenties par les parents au jour le jour dans le processus éducationnel dont 10.4 milliards par les parents du secteur public et 40.1 milliards par ceux du secteur non public

10. Incidemment, les ressources théoriquement mobilisées au niveau du secteur public tant en dépenses qu’en revenu se rapprochent de celles octroyées par l’Etat pour faire face aux dépenses publiques de l’éducation. Le montant du budget national de fonctionnement des écoles fondamentales et secondaires de 2016-2017 était de 11. 04 milliards de gourdes, montant qui se rapprochent des calculs faits par l’étude qui est de 11.29 milliards de gourdes.

11. Les revenus générés par l’ensemble du système et qui vont directement aux établissements scolaires sont estimés à 38.4 milliards de gourdes. Il en résulte donc un déficit de 32.8 milliards de gourdes ou 504.96 millions de dollars annuels qui doivent être comblés par d’autres sources.

12. Le déficit qui apparait dans le système est réel et découle des éléments de dysfonctionnement que l’on a évoqué plus haut. En fait, les dépenses évoquées par les responsables pour les rubriques sont en réalité des souhaits qui devraient se matérialiser pour assurer un fonctionnement adéquat. Mais ces souhaits de dépenses sont plus faibles que les revenus effectivement générés à partir des ressources mobilisées auprès des parents.

13. Le déficit est partiellement comblé par les ressources externes qui canalisent sous forme de dons des montants en vue de financer les écoles communautaires, les écoles des églises, les écoles des missions. Mais ces financements ne comblent pas dans les faits le déficit qui demeure, au vu des études faites sur le financement externe au cours des 10 dernières années.

# Chapitre VI. L’aide publique au développement (APD) et le financement de l’éducation

Au chapitre 3, les dépenses de l’éducation ont été évaluées en pourcentage du PIB réel et par rapport à leur poids dans le total des dépenses publiques. Il faut comprendre ici que les dépenses dans l’éducation sont composées de deux volets : 1) des dépenses de fonctionnement qui couvrent les frais de l’enseignement et de son administration et 2) les montants alloués aux investissements qui financent les infrastructures et les activités portées sur la qualité de l’éducation. C’est cet ensemble qui a été mesuré par rapport au PIB et au budget national.

Dans cette section il est question d’analyser la part de l’aide publique au développement dans le financement de l’éducation. Un exercice qui de fait consiste à analyser le volet relatif aux investissements dans l’éducation qui sont principalement supportés par l’APD, à l’instar de ce qui se passe dans le financement des investissements publics du gouvernement (PIP) de manière générale. En fait, les écarts observés entre les prévisions et l’exécution des dépenses de l’éducation sont directement imputables aux aléas liés à la matérialisation de l’APD qui le plus souvent ne sont pas maitrisables. Un examen rapproché du comportement des investissements dans l’éducation au cours des cinq dernières années donnera une meilleure compréhension de la problématique du financement de l’éducation dans le pays.

## 6.1 L’APD au cours des cinq dernières années

Le tableau 35 présente schématiquement la structuration des dépenses d’investissements publics dans l’éducation du pays. Il montre que ces derniers proviennent de deux grandes sources : une source interne de financement, le Trésor public ; une source externe de financement, l’APD qui elle-même est divisée en aide bilatérale et multilatérale. Ce schéma financier est d’ailleurs présenté dans la loi de finances annuelle où en principe toutes les dépenses qui seront effectuées tant au niveau du fonctionnement des entités de l’Etat qu’à celui des investissements appelés à les développer et consolider leurs structures et infrastructures sont consignées. Pour les besoins de la consistance du rapport et de faciliter une compréhension des valeurs monétaires des montants qui sont ici traités, ces derniers ont été convertis en dollars américains en utilisant les taux de change publiés par la Banque de la République d’Haïti au cours des cinq dernières années.

Poursuivant le schéma d’analyse comparative adoptée dans le cadre de cet état des lieux, les investissements sont présentés en prévision et en réalisation en vue de faire ressortir la différence entre le souhaitable et le réalisable. Ainsi, la lecture du tableau 35 permet de produire 3 niveaux d’observation.

**Le premier niveau d’observation** porte sur le rôle des ressources externes dans le financement des dépenses d’investissement dans l’éducation. Présentées sous formes de projets prévus pour être financés, ces ressources externes ont occupé entre 62% et 89% du total des dépenses prévues entre 2012-2013 et 2016-2017, à l’exception de 2015-2016 où elles ont été de 42%. La différence entre le total budgétisé et ce qui est financé par les ressources externes est évidemment assurée par le Trésor public, soit sous forme de financement direct des projets de l’Etat ou sous forme de contre partie des projets financés par l’APD.

Le financement multilatéral est assuré par les institutions comme la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque Mondiale (BM) et l’Union Européenne (UE) tant disque le financement bilatéral vient des pays dits amis qui sont intéressés dans la question de l’éducation en Haïti. On peut voir dans le tableau que les dépenses d’investissement prévues par les institutions multilatérales (RML) sont généralement plusieurs fois plus importantes que celles prévues du côté bilatéral (RBL). L’examen des données du tableau montre qu’au cours des cinq dernières années, un total de 936.24 millions de dollars a été prévu d’être dépensé dans le financement des projets d’investissement dans l’éducation. De ce total, 31% devaient provenir du Trésor public, et 69% de l’APD, dont 9.39% des RBL et 59.61% des RML.

A noter que l’année 2012-2013 est celle qui a connu les prévisions de dépenses les plus élevées où 281 millions de dollars ont été inscrits dans le budget de l’exercice, soit 30% du total des cinq dernières années alors que 2015-2016 a vu un léger retrait des ressources bilatérales ayant occasionné une baisse sur l’ensemble de l’exercice malgré le relai assuré par le Trésor public qui a augmenté ses prévisions de dépenses d’investissements en éducation.

**Le deuxième niveau d’observation** renvoie au degré de réalisation des prévisions de dépenses d’investissement. Dans le deuxième compartiment du tableau, sont présentés les montants effectivement dépensés durant la période. Au total, sur les 936.36 millions, 252 millions ont été décaissés et de ce total, 63.52% l’ont été par la Trésor Public.

On observe que c’est surtout au niveau de RML que se manifeste le non décaissement des fonds promis. Trois années sur 5, aucun des montants promis n’a été décaissé alors que durant les deux autres années les décaissements ont été somme toute dérisoires avec environ 1.5% du total promis.

Tableau 35. Investissement public dans l'éducation et l'APD au cours des cinq dernières années

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Ress .Nat | Ressources externes | | Total Ress.Ext | Total inv. Pub | RN/INT | RE/INT |
| **Prévision** |  | RBL | RML |  |  |  |  |
| 2012-2013 | 32.24 | 41.22 | 208.11 | 249.33 | 281.58 | 11.45% | 88.55% |
| 2013-2014 | 57.30 | 34.91 | 75.20 | 110.11 | 167.40 | 34.23% | 65.77% |
| 2014-2015 | 59.32 | 8.02 | 89.70 | 97.72 | 157.04 | 37.77% | 62.23% |
| 2015-2016 | 95.33 | 0.30 | 68.52 | 68.82 | 164.16 | 58.07% | 41.93% |
| 2016-2017 | 46.05 | 3.51 | 116.63 | 120.14 | 166.19 | 27.71% | 72.29% |
| **Réalisation** |  |  |  |  |  |  |  |
| 2012-2013 | 23.79 | 41.31 | 2.14 | 43.45 | 67.24 | 35.38% | 64.62% |
| 2013-2014 | 53.55 | 2.50 | - | 2.50 | 56.06 | 95.53% | 4.47% |
| 2014-2015 | 23.79 | 41.31 | 2.14 | 43.45 | 67.24 | 35.38% | 64.62% |
| 2015-2016 | 53.55 | 2.50 | - | 2.50 | 56.06 | 95.53% | 4.47% |
| 2016-2017 | 5.33 | - | - | 5.33 | 5.33 | 100.00% | 100.00% |
| **Taux de réalisation** | |  |  |  |  |  |  |
| 2012-2013 | 73.78% | 100.20% | 1.03% | 17.43% | 23.88% |  |  |
| 2013-2014 | 93.47% | 7.17% | 0.00% | 2.27% | 33.49% |  |  |
| 2014-2015 | 40.11% | 515.28% | 2.39% | 44.47% | 42.82% |  |  |
| 2015-2016 | 56.18% | 828.90% | 0.00% | 3.64% | 34.15% |  |  |
| 2016-2017 | 11.57% | 0.00% | 0.00% | 4.43% | 3.21% |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| RN: Ress. nationales; INT :Investissement total; REX: Ressources. externes; RBL: ressources bilatérales; RML: Ress. multilatérales | | | | | | | |
| Sources: Lois de règlement 2012-2016; PIB 2017 | | | |  |  |  |  |

On remarque aussi que les exercices 2013-2014 et 2015-2016, ont accusé une quasi absence de l’APD avec un montant s’élevant à 7.17% provenant seulement des RBL et % des RML alors que l’année 2016-2017 a expérimenté aucun décaissement de l’aide externe, laissant seulement au TP de produire 11.57% de ses provisions de dépenses.

**Le troisième niveau d’observation** se rapporte à la baisse constatée de l’APD au cours des cinq dernières années, bien que cette baisse soit dans une large mesure conditionnelle. On peut voir au niveau de la colonne Ressources externes du tableau que les prévisions sont passées de 281 millions en 2012-2013 à 68 millions en 2015-2016. Sa remontée à 120 millions en 2016-2017 a été fictive en réalité car au cours de ces années la matérialisation a été de 0%.

Mais le volet le plus subtile de la non concrétisation de l’aide renvoie à ses conditionnalités qui ne sont pas clairement définies. Si sur papier les objectifs à atteindre sont le plus souvent affichés en vue de parvenir au décaissement de l’aide, beaucoup d’autres objectifs non dévoilés y sont sous-tendus et de fait constituent les vraies conditionnalités. Par exemple, les années de non décaissement des fonds coïncident en effet à celles durant lesquelles le pays expérimente des problèmes de gouvernance politique liés à des transitions de pouvoir politique qui entrainent toujours des disputes entre les acteurs. Durant ces moments, l’APD s’abstient de se manifester concrètement, préférant attendre des éclaircis sur le plan politique avant de produire les décaissements de fonds et conséquemment le financement des projets d’éducation en pâtit.

Fort de ces trois observations, on peut se rendre compte que les cinq dernières années n’ont pas été affluents en ce qui concerne les dépenses d’investissement dans le secteur de l’éducation. Mais ce constat deviendra plus évident par l’analyse de la forme que prennent ces investissements dans l’éducation[[18]](#footnote-18).

## 6.2 Les projets d’éducation de 2012-à 2017

L’investissement dans l’éducation se fait à travers la mise en œuvre d’un ensemble de programmes financés par le bailleurs de fonds dont certains sont gérés directement par eux-mêmes alors que d’autres le sont à travers des unités de gestion mises en place par les ministères de tutelle ou des entités autonomes. Entre 2010 et 2017, un total de 7 programmes ont été introduits et poursuivaient des objectifs consistant :

1) Appuyer la reconstruction du secteur de l’éducation (ARSE)

2) Appuyer la mise en œuvre de l’éducation et de a réforme éducative en Haïti ( AMORE)

3) Supporter l’accès à une éducation de qualité (ACEQH)

4) Supporter un programme d’appui à la reconstruction des infrastructures éducatives (PARIE)

5) Supporter un projet d’urgence de reconstruction des infrastructures scolaires dans deux départements géographiques du pays

6) Promouvoir l’accès à une éducation pour tous (EPT)

7) Construire un certain nombre d’écoles dans la zone de Léogane (RELEO).

Tableau 36. Programme et projets dans le secteur de l’éducation, 2010-2017

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
|  | Prévisions | Décaissement |
| BID | 239 | 186 |
| BM | 75 |  |
| ACDI | 20 | 6 |
| FRH | 12 | 6 |
| Finland | 4 |  |
| KFW | 9 | 9 |
| HHF | 1 |  |
| Total | 359 | 207 |
|  |  |  |

Sources : BID, 2018 ; Lois de règlement 2015-2016

Les données auxquelles l’étude a pu accéder ont permis de conclure qu’au cours des dix dernières années, un total de 359 millions de dollars ont été promises par les institutions multilatérales et bilatérales en vue de financer les 7 programmes cités plus haut dans le secteur de l’éducation.

Partiellement exécutés ou tout simplement discontinués, le total décaissé qui en leur faveur pour lesquels seulement la BID a pu rendre disponible des données, s’élève 207 millions de dollars. L’accès aux données de décaissement de ces programmes a été considérablement compliqué, faute d’une centrale de données sur le financement internationale au MPCE dont la responsabilité consiste à assurer la coordination de l’aide externe. Ce qui n’a pas permis de produire une analyse conséquente de ces programmes et leurs effets sur le financement de l’éducation de manière générale.

En fait, les projets financés ont été principalement de type infrastructurel mais leur distribution sectorielle, c’est-à-dire leur destination au secteur public ou privé n’est pas précisée, même si l’on sait généralement qu’ils ont été mis à l’usage du secteur public, notamment à travers le FAES auquel est confié la construction des écoles du secteur public.

Ainsi, cet état des lieux a touché les trois volets indiqués à l’introduction de ce chapitre : le secteur public de l’éducation financé par le Trésor public ; le secteur non public financé principalement par les ménages, les investissements privés n’ayant pas pu être identifiés et d’autres institutions congréganistes et religieuses ; le secteur externe financé par les institutions multilatérales et bilatérales.

# Chapitre VII. Synthèse et conclusions de l’Etat des lieux

L’Etat des lieux du financement de l’éducation en Haïti s’est focalisé exclusivement sur trois secteurs : le secteur public, le secteur non public et le secteur externe, dans les chapitre 4, 5 et 6. Cet examen approfondi des dépenses effectuées dans la production des services éducatifs dans le pays a permis de tirer cinq grandes conclusions.

## 7.1 Première conclusion de l’état des lieux

L’Etat de lieux du financement de l’éducation en Haïti a passé en revue les trois sources formelles de financement de ce service social de base : les montants présentés dans le budget national b) les montants dépensés au niveau du secteur non public à travers les paiements effectués par les parents aux écoles et par les dépenses faites au quotidien pour financer l’éducation de leurs enfants 3) les projets divers financés par les ressources externes bilatérales et multilatérales.

Le cout de l’éducation est en fait la somme de ces montants annuellement dépensés en vue de son fonctionnement. La comptabilisation de ces dépenses peut se faire de la manière suivante :

1. Les dépenses publiques annuelles directes de fonctionnement effectuées par l’Etat qui s’élèvent à : 11.046 milliards de gourdes. De ce montant, il faut distinguer le cout du pilotage du système qui est de 4.4 milliards de gourdes, le cout de la gestion de l’enseignement public qui est de 6.63 milliards de gourdes.

2. Les dépenses indirectes effectuées par les parents dont les enfants fréquentent les écoles publiques qui s’élèvent à 10.6 milliards de gourdes

2. Les dépenses non publiques directes et indirectes ( transférées par les parents sous formes de paiement des frais de scolarité et de dépenses quotidiennes) qui s’élèvent à : 89.2 milliards de gourdes

3. Les dépenses venant de l’extérieur, l’APD, sont estimées sur une base annuelle à 1.34 milliards de gourdes[[19]](#footnote-19) mais qui sont investis dans la construction des infrastructures scolaires du secteur public

4. La somme des dépenses courantes annuelles de l’éducation est de 133.21 milliards de gourdes, montants qui inclus les arriérés de paiement au niveau du secteur public, les déficits enregistrés au niveau du secteur non public.

5. Le déficit de 32.8 milliards de gourdes ou 505 millions de dollars américains dont une partie est comblée par les transferts des missions et des églises.

6. Les dépenses prévisionnelles annuelles en capital qui ont été en moyennes de 9.6 milliards de gourdes. L’exécution de ces dépenses en capital a été de l’ordre de 1.4 milliards en moyenne et une partie avec les ressources du Trésor public comptant pour environ 1.5 milliards de gourdes en moyenne annuelle.

7. Le cout total du fonctionnement de l’éducation étant de 133.2 milliards de gourdes par année, cela se traduit par environ 2 milliard de dollars par année, au taux de 65 gourdes pour un dollar en septembre 2017.

## 7.2 Deuxième conclusion de l’Etat des lieux du financement de l’Education en Haïti

Le tableau 1 du rapport montre que la configuration des activités de l’éducation demeure complexe sur le plan de son organisation et cette complexité se renforce au niveau de la gestion de son pilotage et du secteur public certes mais au niveau de son financement au bout de la ligne.

On peut remarquer que l’organigramme du MENFP fait de celui-ci le régulateur et l’opérateur entretenant ainsi une confusion dans sa mission stratégique et dans sa tâche d’opération. En fait, le MENFP n’est pas clair ou l’est très peu quant à sa mission de pilote de l’éducation du pays dont il a la responsabilité d’orienter de manière générale.

Ceci va l’amener à confondre les deux missions et le porter à inclure dans son organigramme une direction d’appui au secteur privé (DAEP), établissant ainsi un distinguo distançant les deux secteurs public et privé (ou non public) dont l’un, le privé, a besoin d’appui. A ce stade, il s’agit tout bonnement de se poser la question sur la personne morale qui donne l’appui : est ce l’opérateur ou le responsable stratégique qui a pour mission d’orienter l’ensemble des activités éducationnelles du pays comme un tout. Pourquoi appuyer le secteur privé quand le pilote du système a pour obligation de conduire celui-ci, l’orienter sur le plan académique, et le consolider financièrement par les ressources dont dispose l’Etat ou que celui-ci peut canaliser aux activités de l’éducations de manière générale ?

Cette confusion aura de sérieuses implications sur l’évolution du secteur « non public » dont plus de 30% sont abandonnés aux églises, aux écoles sous les tonnelles et les tentes, aux écoles communautaires, aux missions religieuses, lesquelles ne sont pas séparés par de grands écarts sur les plans académique, infrastructurel et environnemental de manière générale. Conséquemment, les appuis financiers et les ressources de l’éducation recherchés et obtenus par l’Etat vont être orientés vers l’édification « du secteur public » laissant le « secteur non public » aux bons soins des parents et aux dons non régulés qui lui sont canalisés avec les résultats que l’on constate et présentés dans le tableau 3 du rapport.

Au vu même des résultats du recensement et de la cartographie du système éducationnel qui en découle ou en est formulée, il est déjà dicté une reformulation de l’organisation des activités éducatives dans le pays.

## 7.3 Troisième conclusion de l’état des lieux

Les résultats du financement public de l’éducation montrent que le système est fragile. Malgré les efforts de l’Etat de maintenir tout au moins le même niveau de financement public de l’éducation dans les dépenses publiques au cours des cinq dernières années, une partie du financement de l’éducation reste de fait sous la responsabilité des parents frappés par la baisse du revenu par habitant comme résultat de la baisse relative du PIB. Face à un taux de croissance plus faible que celui de la population la situation socio-économique se complique puisque plus d’enfants scolarisables rejoignent le monde éducatif national chaque année sans que la croissance économique puisse soutenir le budget pour les financer et les parents puissent avoir plus de revenus pour assumer leur part d’obligation envers leurs enfants.

Or en a vu dans le troisième chapitre du rapport que la croissance per capita était essentielle dans le financement de l’éducation. Le situation d’Haïti par rapport à la République Dominicaine est le cas type par lequel ce dernier qui jouissait d’une forte croissance économique était en mesure de financer six fois plus l’éducation de leurs enfants que pouvait le faire Haïti.

Par rapport à la capitalisation du secteur, les ressources que le Trésor public y engage demeure très faible. Principalement destinées au fonctionnement du secteur public, les ressources de capitalisation sont marginales, quasi facultatives et unidirectionnelles. Cela devient évident par les prévisions des dépenses d’investissement qui ne sont généralement pas matérialisées ou le sont très faiblement en raison du fait que l’Etat dépend essentiellement des ressources externes qui sont dirigées vers la construction des infrastructures publiques de l’éducation, tout en admettant qu’il existe parallèlement à côté un secteur non public qui se finance lui même. Un comportement qui est d’ailleurs sous tendu par la tendance à maintenir deux secteurs d’éducation dans le pays dont l’un est public, l’autre privé.

Cette absence de capitalisation globale de l’éducation non seulement contribue à l’émergence de deux secteurs d’éducation mais aussi à trois produits différents donc trois mondes : 1) dans le public, un produit socio-académiquement moyen est sorti du système et se défend pelle mêle pour faire son chemin socio-économique, 2) dans le privé une élite appartenant au cinquième quintile de richesse et en mesure de fréquenter les meilleures écoles privées devient un produit de standard universel capable de prendre en main son avenir socio économique 3) une masse d’élèves livrée sous les tonnelles et les tentes, les églises et les missions condamnée à échouer académiquement, socialement et économiquement.

## 7.4 Quatrième conclusion de l’état des lieux

L’état des lieux du secteur non public a montré que globalement le système éducatif accuse un déficit de 505 millions de dollars américains par année. Basé sur les entrées en provenance des parents, les sorties de fonds effectués par les établissements scolaires, ce montant peut être d’un niveau relativement plus faible. Dans ce système, rappelons les dépenses de capitalisation sont principalement assurées par les bailleurs de fonds de manière sporadique et unidirectionnelle, selon le schéma bi-sectoriel en place. Il faut sous-entendre ici que le déficit est comblé par le financement cahin-caha que procure certaines entités internationales à travers les transferts effectués aux écoles de troisième ordre. On suppose par le profil de ces écoles que ces financements ne peuvent aucunement combler ce déficit et qu’une partie est accusée par les établissements moyens ou même plus que moyens mais qui survivent dans les difficultés, dont les livres comptables sont toujours en rouge, faisant faces à leurs obligations au rythme des disponibilités que rendent possibles les scolarités aléatoirement payés par les parents frappés par la crise économique du pays.

De toutes les manières, c’est une situation qui devrait faire l’objet d’un plan global visant l’intégration et même l’émergence d’un système éducatif qui renverse l’ordre actuel par lequel un secteur public marginal existe à côté d’un secteur non public poussé vers la majorité et tombé en dégénérescence.

## 7.5 Cinquième conclusion de l’état des lieux

L’état des lieux du financement de l’éducation ne saurait être complet s’il n’avait pas passé en revue le financement formellement anticipé et effectivement reçu des institutions internationales, multilatérales et bilatérales. L’étude a pu obtenir des données de 2008 à 2017 sur le financement programmé au niveau international, soit sur une période de dix ans environ. Les montants promis par environ 8 organisations internationales bilatérales et multilatérales ont totalisé formellement 359.25 millions de dollars. De ces montants , les données obtenues par l’étude permettent de confirmer que 60% environ ont été décaissés jusqu’à 2017, ce qui donne environ 20 millions de dollars par année.

S’il fallait se baser sur ces chiffres pour appuyer l’éducation en Haïti, ces 20 millions serviraient à financer seulement 5% environ des déficits enregistrés. D’abord, combler ce déficit pour une année avec ce niveau d’appui prendrait près de 26 ans pour ce faire. En suite dans l’hypothèse que cet appui était utilisé pour capitaliser l’éducation, il faudrait plusieurs fois la taille de cette enveloppe en raison du fait que les 30% de déficiences infrastructurelles enregistrées au niveau du secteur non public équivalent à deux fois le montant accordé à Haïti en 10 ans.

Ceci amène à la conclusion que l’Etat haïtien doit trouver une autre stratégie capable de propulser le secteur éducationnel au niveau qui doit lui permettre de jouer son rôle de fondation sociale de l’avenir économique du pays.

# Chapitre VIII. Le système éducatif haïtien et de son financement revisité

Les travaux réalisés sur les sept précédents chapitres ont fait ressortir un ensemble de problématiques relatif :

1. Au rôle de l’éducation dans le développement socio-économique

2. Au poids des dépenses publiques dans l’éducation d’un pays

3. Aux dépenses de l’Etat Haïtien dans le secteur public de l’éducation

4. Aux dépenses consenties par les parents dans le financement du secteur non public de l’éducation

5. Au financement externe rendu disponible par l’APD

## 8.1 Du diagnostic stratégique du système

En conclusion de cet ensemble de questions soulevées et des investigations effectuées, l’étude est parvenue à la compréhension que le système éducatif confronte de sérieuses difficultés de dysfonctionnement et de mauvaises allocations de ressources qui peuvent être déclinées comme suit :

1. **Sur le plan stratégique, le système fonctionne malgré lui à deux vitesses.** Formellement, il est piloté par le MENFP qui assure sa direction tant en règlementation qu’en enseignement; informellement cependant, le MENFP administre deux secteurs : un secteur public, un non public. Dans la pratique, l’Etat dirige les ressources publiques vers le secteur public et laisse se développer un secteur non public qui devient majoritaire dans le pays mais qui ne bénéficie pas de ressources pour supporter son fonctionnement et sa capitalisation : il est donc dénommé le secteur privé consigné d’ailleurs dans son organigramme par la création de DAEP (Direction d’appui à l’enseignement privé). Ce secteur non public est en effet abandonné à lui-même et au soin du financement des parents des élèves. Le problème ici résulte de l’existence de deux secteurs dont l’un bénéficie du financement public et l’autre, 85% en moyenne, est abandonné. Est-ce un choix conscient ou forcé ?

2. Les ressources publiques investies dans l’éducation nationale sont insuffisantes puisqu’elles sont frappées par la dégradation de la situation économique des dernières années. Le PIB est en déclin et il en est de même des revenus par habitant. Celles qui sont disponibles sont mal distribuées dans l’éducation : un secteur public en reçoit la quasi-totalité alors qu’un secteur non public en reçoit pratiquement rien des ressources publiques. L’éducation des enfants les moins favorisés en pâtit directement et durement en raison de la structuration du système. De sérieuses distorsions résultent de ce mode de gestion et sont à corriger pour accomplir tout progrès sur le plan de la qualité.

3. L’offre de l’éducation est fractionnée. Si la demande nationale de l’éducation est unifiée par les besoins de formation nécessaire pour le développement économique et social, l’offre est en revanche mal en point. Au niveau du secteur public, 79% des infrastructures mises en place avec l’aide des ressources externes sont considérées comme viables. On peut même ajouter certains programmes de formation destinés prioritairement aux enseignants du secteur public, lesquels programmes sont parfois étendus à tous les enseignants du système.

En revanche, au niveau du secteur non public, les écoles construites pour enseigner comptent pour 57% du total mais, mis à part les écoles congréganistes et les bâtiments construits spécialement pour l’enseignement, la grande majorité de ces écoles sont de niveau inférieur, des hangars; du reste de l’offre, il faut compter 29% qui rencontrent aucun critère, dont les églises, les tentes et les tonnelles, les missions diverses ; le niveau des enseignants qui s’y trouvent est loin de répondre aux exigences de qualification requise pour enseigner et la qualité de l’enseignement en fait les frais.

4. La capitalisation du secteur public de l’éducation demeure inadéquate, malgré les efforts de l’Etat de programmer des investissements et même de mettre en place des programmes d’appui aux parents par les cantines scolaires et de subvention des ouvrages. Ces efforts sont loin de répondre à la demande totale provenant à la fois du secteur public et du secteur non public. En fait, ces ressources qui sont promises par l’extérieur ne sont généralement pas matérialisées. Certaines années, ces programmes sont exécutés à 0%, sauf pour les dépenses relevant du Trésor public, comme le programme de subvention de manuels scolaires en place depuis plus de 25 ans, qui bon an mal an bénéficie d’un niveau de décaissement.

Ainsi ce qui est considéré comme le secteur public de l’éducation demeure lui aussi sous capitalisé et dans l’autre secteur appelé non public, les structures en place dans sa majorité sont insuffisantes, inadéquates et peuvent être classées hors norme.

5. Le niveau de salaire des enseignants demeure très faible, selon la grille de salaire du MENFP, le plus gros salaire de l’instituteur de l’enseignement fondamental est de 16 000 gourdes ou 245.15 dollars[[20]](#footnote-20) le mois et de 31000 gourdes ou 477 dollars le mois pour le professeur à temps plein de l’enseignement secondaire. Ces salaires sont loin de pouvoir garantir une bonne performance de ces maitres qui sont préoccupés par la gestion de l’existant.

Quant au secteur non public, le salaire moyen national de l’école fondamental est de 10,460 gourdes et celui du secondaire est de 27 000 gourdes, pratiquement le même niveau que celui du secteur public.

Ces différentes conclusions tirées des travaux réalisés dans les chapitres antérieurs sont celles pour lesquelles des stratégies doivent être élaborées en vue de repenser l’éducation du pays et en retour rendre celui-ci apte à la financer.

### 8.1.1 Des éléments d’un diagnostic opérationnel du système éducatif national

Le recensement 2015-2016, les données sur les finances publiques ainsi que celles tirées de l’IHSI fournissent des éléments d’un diagnostic opérationnel sommaire de la situation de l’éducation sous le triple angle financier, de la qualité et de la capacité du pays à soutenir les services éducatifs. Dans le tableau 37, il est présenté 15 indicateurs portant sur la population scolaire et sa démographie, les infrastructures disponibles et leur distribution, la situation économique et le financement de l’éducation.

Ces différentes variables ont permis de calculer des ratios qui servent à analyser schématiquement la situation de l’éducation du pays. A cet effet, on est amené à faire 5 observations importantes.

1. **La population scolarisée est plus importante que celle qui est scolarisable**. Les données du recensement 2015-2016 montrent que la population scolarisée dépasse de 19% celle qui est scolarisable. Une telle constatation en soit ne saurait être une mauvaise nouvelle. Mais elle cache cependant un phénomène subtil qui n’a pas l’air évident au premier regard. En fait, elle traduit les retards accusés par les enfants en âge d’aller à l’école qui n’ont pas pu le faire pour de multiples raisons sociales et économiques. Elle exprime aussi un taux de redoublement relativement élevé accusé par le système en place, redoublement encore imputable à des raisons sociales et économiques qui affectent la capacité d’assimilation des élèves. Tous ces phénomènes prendront la forme d’un taux élevé de déperdition d’environ 18% par année en phase secondaire, qui aboutira à un faible nombre d’élèves à atteindre la phase finale des études et à un taux de réussite de moins de 45% aux examens de fin d’étude.

Il faut souligner que le retard relevé dans le système, surtout son taux de redoublement, est l’expression du problème de la qualité dont il souffre, situation qui joue négativement sur les enfants défavorisés en âge d’aller à l’école et sur les possibilités pour eux d’atteindre les niveaux correspondant à leurs tranches d’âge. Les retards enregistrés dans les progrès des enfants se répercutent en effet sur toute la société qui devient elle-même en retard de vitesse.

Tableau 37. Ratios et indicateurs de mesure de qualité et de capacité

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |
| Indicateurs d'évaluation | |  | Des ratios | % |
| POPSCOSAB | 3,777,434 |  |  |  |
| POP SCOSE | 4,501,168 |  | SCOLARISE/SCOLARISAB | 119.16% |
| POPURB | 1,754,253 |  | POPURB/POPRURAL | 100.84% |
| POPRURAL | 1,739,609 |  | REUSSIS/PARTEXFIN | 44.83% |
| PARTEXFIN | 111,491 |  | INFRAURB/TOTINFRA | 42.40% |
| REUSSIS | 49,985 |  | INFRARURA/TOTINFRA | 57.60% |
| INFRAURB | 14,516 |  | INFRARURAINAD/TOTINFRA | 14.92% |
| INFRARURAL | 19,720 |  | DEPTOT/PIBUS | 22.23% |
| INFRATOTAL | 34,236 |  | DEPED/DEPTOT | 16.87% |
| INFRAINADEQ | 5108 |  | DEPED/PIBUS | 3.75% |
| PIBUS | 8,794 |  | DEFONSYS/PIBUS | 22.74% |
| DEPTOT | 1,955 |  |  |  |
| DEPED | 330 |  |  |  |
| PIBUSH | 801 |  |  |  |
| DEFONSYS | 2,000 |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

Sources : recensement, Loi de finances 2017, et IHSI 2017

2. **La population scolaire urbaine est pratiquement égale à la population scolaire rurale**, selon les données du recensement de 2015-2016. Une constatation qui indique les difficultés confrontées par une frange du système éducatif en terme d’accès aux différents services sociaux de base que confronte le monde rural : absence de l’eau potable, d’électricité, de transport des zones reculées aux lieux scolaires ; tous des facteurs importants dans le processus éducationnel. Les distances à parcourir pour se rendre à l’école et revenir à la maison absorbe le temps nécessaire à l’enfant pour apprendre ses leçons, en absence d’un système de transport sur lequel il peut compter ou encore en absence de l’électricité lui permettant d’étudier et de faire ses devoir dans de bonnes conditions etc. Avec 50% d’élèves qui évoluent en milieu rural dans ces conditions, on comprend que les répercussions sur les résultats globaux seront grandes.

3. **Les infrastructure scolaires rurales sont majoritairement déficientes**, au vu de leur poids dans le total disponible. En effet, nominalement, le nombre d’écoles rurales est plus élevé que l’urbain, ce qui est traduit par 57.6% des 34 215 disponibles contre 42.40% pour l’urbain. Dans la réalité, près de 15% des écoles rurales sont inadéquates et sont très éloignées des critères et standard généralement retenus pour pratiquer l’enseignement. Ceci réduit dans les faits le niveau des infrastructures disponible à 41.68%, le même niveau que l’urbain avec les contraintes ici mentionnées. L’implication d’une telle démesure est qu’un nombre important d’élèves n’a pas d’espaces adéquats pour recevoir l’éducation et les résultats en pâtissent.

4. **Le produit intérieur brut du pays (PIB) est faible et l’IHSI a estimé son taux de croissance à 1.2%** en 20116-2017, après 5 année de stagnation ou la croissance économique a été plus faible que celle de la population. Mais plus important encore, est la taille du PIB enregistrée au cours des dernières années. Comme on l’a vu au chapitre 3 des présents travaux, en septembre 2017 le PIB était estimé à 8,794 dollars millions de dollars américains (8.8 milliards environ), ce qui se traduit par un PIB par habitant de 801 dollars par année, en tenant compte de la population existante, selon l’IHSI. Dans ce contexte, les dépenses publiques qui découlent des taxes collectées sur les biens et services produits dans l’économie seront également faibles. Le budget de l’Etat renforcé par des revenus en provenance d’autres sources, représentaient 22.23% du PIB ou 1.95 milliards des 8.8 milliards générés par la production nationale sur une base annuelle.

5. **Les dépenses de l’éducation reflètent la performance du PIB et les dépenses publiques** car elles représentaient 3.75% du premier et 16.87% du second avec 330 millions de dollars américains effectivement dépensés en 2016-2017. Une situation très précaire face aux dépenses totales des secteurs publics et non publics de l’éducation qui accusent un niveau de dépenses de fonctionnement de l’ordre de 2 milliards de dollars par année, soit pratiquement le même niveau que les dépenses du budget national, ou 23% du PIB du pays, chiffre qui n’a pas tenu compte des montants dépensés au niveau préscolaire par le secteur non public.

C’est dans ce contexte global des grands défis soulevés dans les points 1-5 qu’il importe d’évaluer les possibilités pour le pays de financer l’éducation de ses populations.

## 

## 8.2 De la stratégie de financement de l’éducation en Haïti

### 

### 8.2.1 Le cadre stratégique

Le financement de l’éducation dans tous les pays se repose fondamentalement sur des objectifs à atteindre dans le temps, lesquels passent d’abord par la recherche de la qualité de base et se terminent par les formations qui répondent aux objectifs socio-économiques poursuivis.

Les différents travaux et recherches effectués au niveau mondial sur la question de la qualité de l’éducation portent essentiellement sur cinq points fondamentaux :

1. Placer la petite enfance au cœur de tout programme de formation à long terme afin de garantir le développement cognitif de base de l’enfant au niveau préscolaire et de faciliter sa réussite au niveau primaire et secondaire

2. Avoir le cadre socio environnemental adéquat à la formation primaire et secondaire de base pour les enfants appartenant à cette tranche d’âge afin qu’ils puissent assimiler les formations académiques qui leur sont destinées

**3. Identifier les** programmes de formation professionnelle et universitaire à prioriser en accord avec les objectifs socio-économiques poursuivis

4. Rendre l’éducation accessible à toutes les couches sociales en vue de garantir l’équité sociale

5. Inscrire le programme de formation dans la dynamique mondiale en vue de former des citoyens universels pouvant évoluer dans le contexte international actuel.

Ces différents objectifs constituent la base minimale devant guider la poursuite de la qualité de l’éducation et sur laquelle devra s’échafauder l’infrastructure physique permettant de les matérialiser. La question est de savoir pour l’instant à quel degré l’éducation en Haïti rencontre elle ces objectifs et comment le pays peut il les poursuivre et les financer ?

Une réponse à cette question peut faire appel à quelques données sur le financement public affecté à l’éducation du nationale, au recensement 2015-2016 et à certaines estimations faites sur la base de l’enquête nationale sur l’éducation en Haïti.

### 8.2.2 La capacité nationale de financement de l’éducation : du souhaitable au possible

A la recherche de la capacité nationale de financement de l’éducation, il faut dès le premier abord constater que l’approche descendante n’est pas celle qui va apporter les résultats. Par approche descendante, il faut comprendre que les ressources venant du budget national où l’on tire les dépenses annuelles du secteur public de l’éducation sont les seules sources de financement de l’éducation du pays : elles sont insuffisantes et devront être complétées par d’autres ressources. Pour l’instant, une partie de ces ressources publiques est soutenue par le Trésor public tant disque l’autre promise par l’extérieure appelée à financer la capitalisation du secteur est soumise à des conditionnalités qui rendent sa matérialisation très aléatoire. Il faut de toute évidence mixer l’approche pour prétendre poser stratégiquement le problème du financement de l’éducation. Elle doit être combinée avec l’approche ascendante par laquelle la plus grande partie des ressources provient de la base tout en laissant à l’Etat de jouer son rôle en y apportant tout ce qu’il peut dans le contexte économique et financier.

Une autre clarification renvoie à la question relative aux secteurs composant le système éducatif national. Dans ce projet de financement, quel sera donc le secteur bénéficiaire ? Est-ce le secteur public financé par les allocations budgétaires annuelles ou le système national qui couvre l’ensemble des activités éducatives du pays. A ce propos, l’interprétation donnée au titre «  Etude de la capacité nationale de financement de l’éducation » exclue la première partie de la question même si le libellé des TDR entretient la confusion relative au rôle stratégique du MENFP et son rôle opérationnel qui sont réduits à une seule mission. Pour mieux avancer avec les travaux, l’hypothèse ici se penche sur la deuxième partie de la question, sous réserve d’un examen de la capacité du pays dont les éléments de contraintes sont évoqués plus haut.

Ainsi, il est ici question d’examiner les voies et moyens de soutenir une stratégie de financement qui s’axe principalement sur la recherche de la qualité, même s’il faut définir le souhaitable comme un objectif de long terme à atteindre et faire du possible les étapes à gravir dans la poursuite du souhaitable.

### 8.2.3 L’organisation et la gestion du système revisitées

Le cadre défini dans la section 8.2.1 constitue la référence stratégique de ce qu’il convient de se donner pour boussole dans le processus de financement de l’éducation. Cette boussole constitue le cahier de charge de la nouvelle organisation qu’il conviendra de mettre en place pour piloter le système éducatif et le gérer au quotidien. A cet effet, le cadre de gestion devrait être redéfini afin de créer les conditions de l’émergence d’un système éducatif qui facilite l’accès de tous les enfants du pays et de garantir la recherche, le maintien de la qualité. Cela conduit à une réorganisation qui schématiquement pourrait se présenter comme suit.

1. L’école haïtienne, conformément à la constitution de 1987, est un service gratuit destiné à tous les enfants du pays, sous la responsabilité de l’Etat. L’éducation est un bien public ainsi que l’école qui la dispense.

2. Toutes les écoles évoluant sur le territoire national sont des écoles nationales.

3. Les écoles qui ont construit une histoire et qui ont participé à la formation de plusieurs générations d’élèves (au moins quatre générations d’élèves formés en 12 ans chacune, durant 48 ans au moins) appartiennent à un groupe spécial reconnu par l’Etat dénommé **Ecoles d’utilité publique** en raison de l’excellence de leur contribution à l’éducation nationale du pays. Elles sont les seules à coexister à côté des écoles nationales. L’admission à ce groupe est conditionnée à des analyses de dossiers dont l’histoire de leurs effectifs, l’histoire de leurs participations aux examens de fin d’étude secondaire et des résultats obtenus, le cadre physique et le cadre technologique qui sont activement en place.

4. La construction de toute nouvelle école sur le territoire national relève de la décision du MENFP.

4. Le MENFP, représentant de l’Etat, est le régulateur du système éducatif sur les plans du contenu académique, de la structuration des niveaux d’enseignement, des normes régissant l’espace scolaires et de certification des enseignants qui évoluent dans le système en place, quel que soit le niveau s’enseignement.

5. L’éducation étant un bien public, son enseignement peut être pratiqué seulement par les personnes qualifiées et certifiées par le MENFP. En ce sens, toutes les écoles sur le territoire étant appartenues à l’Etat, les enseignants doivent faire l’objet d’un processus de certification et d’admission aux écoles en vue de pratiquer leur métier.

6. La gestion opérationnelle des écoles nationales qui forment le système est assurée par un conseil formé de 5 membres dont un directeur général des écoles nationales, un directeur général adjoint chargé de l’inspection de l’enseignement et du recyclage des maitres, un directeur général adjoint chargé de l’inspection et de l’environnement scolaire, un directeur général adjoint chargé de l’intégration de la technologie dans l’enseignement, un direction général adjoint chargé de l’évaluation et des sanctions des cycles scolaires. L’organisation et la gestion interne du conseil et de son personnel fera l’objet d’une loi organique approuvée par les instances concernées.

Le conseil s’occupe de l’évaluation des postulants aux postes d’enseignant dans le système scolaire et communique les résultats au MENFP en vue de la nomination des admis selon le plan de carrière établi.

7. Le conseil national de la gestion opérationnelle des écoles est nommé pour trois ans renouvelable. L’autorité et la modalité de nomination reste à déterminer. Toutefois, ce conseil répond des directives du Responsable de pilotage, le MENFP.

8. La gestion des ressources financières allouées à l’autorité de pilotage et au Conseil de Gestion Opérationnelle des écoles nationales est assurée par un Conseil de Gestion Financière qui gère un budget soumis par les deux instances à l’exécutif et approuvé par le Parlement du pays. Ce conseil est formé de 3 comptables publics nommés par le Ministère de l’économie et des finances. Il est nommé pour trois ans renouvelables. Sa responsabilité unique est l’exécution du budget de chacune des instances et des programmes divers de capitalisation du système éducatif.

## 8.3 Du financement du système éducatif

Le financement du système éducatif serait inspiré du cadre stratégique et opérationnel élaboré[[21]](#footnote-21) ci-dessus et s’axerait sur les points suivants  : 1) les activités à financer 2) l’identification des sources de financement et la mobilisation des ressources identifiées 3) les modalités de financement.

### 8.3.1 Des activités à financer

Les activités à financer renvoient aux cinq axes retenues dans la section 8.2.1. Elles porteraient sur : la petite enfance ou le programme préscolaire couvrant les enfants de 3 à 5 ans ; l’environnement et les infrastructures scolaires ; l’accès à la formation en vue de l’équité sociale ; le salaire des enseignants ; la technologie de l’information.

a. **La petite enfance comme niveau scolaire devrait être légalisé**. Ce niveau d’enseignement qui représente un poids important dans le budget des parents serait ainsi habilité à faire partie du budget des instances de planification de la formation. Cette étape est importante car elle permet à l’enfant de franchir le premier pas en vue de se mettre sur la voie de l’assimilation de l’apprentissage aux autres niveaux d’enseignement.

b. **L’environnement et l’infrastructure scolaire :** pas structurel à franchir pour changer le visage de l’enseignement dans le pays. Il s’agit en effet de standardiser le niveau des infrastructures scolaires, de les modeler selon la configuration géographique où elles sont construites et de s’assurer qu’elles répondent toutes aux normes des niveaux d’enseignement pour lesquelles elles sont destinées. Mais plus important encore est d’en augmenter le nombre nécessaire à travers le pays et même d’interdire certains types d’abris utilisés aujourd’hui comme lieux d’enseignement.

Cette étape s’attaque à la standardisation de l’offre scolaire qui garantit que tous les enfants ont la possibilité de fréquenter un établissement conçu pour former les enfants dans un environnement adéquat.

c. **La qualité de l’enseignement devrait être amélioré** en maintenant le système à niveau en garantissant que les maitres qui enseignent ont la qualification qu’il faut et sont adéquatement rémunérés

d. **L’accès équitable à la formation** se base sur le besoin de faciliter les conditions d’apprentissage de l’enfant : en rendant possible son transport sur les lieux d’apprentissage ; en le rendant apte à assimiler les notions transmises dans le processus d’apprentissage par le service d’au moins deux plats par jour, le matin et le midi aux trois niveaux d’enseignement ; insérer les parents des enfants qui fréquentent l’école dans un programme d’éclairage pour tous.

e. **L’intégration et la formalisation de la technologie dans l’enseignement** deviendrait une exigence du système en vue de mettre l’éducation du pays au pas avec le moderne et faciliter la préparation des enfants à participer la modernisation qui s’impose de l’appareil économique du pays

L’application de ces trois activités sera modulée dans le temps et coordonnée avec différents programmes mis en place par l’Etat dans cette optique.

### 8.3.2 L’objectif et sources de financement de financement

L’objectif de financement devrait prendre pour boussole l’enveloppe de 2 milliards de dollars par année[[22]](#footnote-22) qui représente les couts directs et indirects de fonctionnement des activités de l’éducation dans l’ensemble du pays. Cette enveloppe annuelle qui assure les quatre types de dépenses serait destinée aux au financement de la mise en place du système dans le temps et sa mobilisation ferait l’objet de recherche de sources de financement. La nouvelle organisation devrait assurer une nouvelle allocation des ressources en vue de garantir le financement des différents aspects du cadre stratégique.

Plusieurs sources sont indiquées en vue de parvenir au financement du système.

Tableau 38. Sources de revenus et montants anticipés

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |
|  | Gourdes | Dollars | Poids |
| Le Budget de l'Etat | 32,987,000,000 | 507,492,308 | 31.72% |
| Programmes nationaux | 17,013,000,000 | 261,738,462 | 16.36% |
| Contributions locales | 27,000,000,000 | 415,384,615 | 25.96% |
| Aide Externe | 2,000,000,000 | 30,769,231 | 1.92% |
| Contributions Parents | 25,000,000,000 | 384,615,385 | 24.04% |
| Total | 104,000,000,000 | 1,600,000,000 | 100.00% |
|  |  |  |  |

Le tableau 38 présente les différentes sources de financement et les montants anticipés de chacune d’elles. L’étude convertit en dollars les dépenses et fait l’hypothèse que les valeurs en dollars serviront de référence dans les programmations budgétaires, afin d’éviter l’érosion de la capacité financière du système éducatif[[23]](#footnote-23).

1**. La première et plus importante source de revenus** est l’Etat haïtien qui avait pu exécuter 26% de son budget national dans les dépenses d’éducation en 2016-2017. Dans le cadre de cette étude, on se base sur le fait que les efforts de l’Etat haïtien enregistrés au cours de ces dernières années pour maintenir un niveau de dépense sociale quelque peut à l’abri de la baisse de l’économie nationale seront maintenus.

2. **La deuxième source de revenu** **seront les différents programmes** mis en place mais qui n’ont pas été adéquatement appliqués, ce qui explique que les résultats ont été modestes. L’étude en prévoit une meilleure application et de meilleurs résultats. Ces programmes qui avaient généré près de 7 milliards de gourdes au cours de sa première année de fonction devrait faire nettement mieux à partir de la stratégie de communication et de sensibilisation qui sera déployée.

3. **La troisième source de financement provient des ressources locales** (voir annexe) où les différentes villes de la capitale et des provinces feront payer une redevance éducationnelle[[24]](#footnote-24) par transaction économique effectuée par les citoyens de chaque ville et dans certaines zones de province dans les lieux suivants : les marchés publics, les supermarchés, les institutions économiques, les douanes, les banques, les compagnies de téléphones ou revendeurs d’appels téléphoniques et entreprises diverses. Le montant payé sera fixé ou modifié à la hausse annuellement dans la loi de finances du pays. Les mécanismes de collecte seront étudiés et s’appuyer sur les technologies existantes.

4. **La quatrième source de financement sera les parents** qui finançaient à 86% les dépenses directes de fonctionnement du système actuel et à 100% ses dépenses indirectes. Dans le nouveau système, ils auraient à payer 24% des couts de fonctionnement en dépenses directes ; il leur serait laissé 50% de dépenses indirectes qu’ils consentent dans les dépenses incontournables effectuées au quotidien pour l’éducation de leurs enfants.

5**. La cinquième source de financement sera l’aide internationale** dont on espère recevoir environ 2% du total du budget annuel du système. Sa participation est basée sur la moyenne annuelle contribuée à l’éducation au cours des dix dernières années.

Au total, en tenant compte des différentes contributions présentées dans le tableau 38, le système devrait mobiliser 1.6 milliards pour financer les différents niveaux d’enseignement et surtout pour l’infrastructure éducationnelle du pays. La balance serait assurée par les parents sur le plan global sous forme de dépenses indirectes représentant 49% de ce qu’ils encouraient dans l’ancien système.

Notons qu’à cette phase, il est prématuré de faire une allocation budgétaire des ressources par rubrique en vertu du fait que d’autres études seront nécessaires.

### 8.3.4 Des contraintes à la mise en application de toute stratégie de financement national de l’éducation

La recherche de toute solution aux différents problèmes constatés dans le système devra surmonter des contraintes diverses dont :

1**. La capacité des responsables stratégiques, les pilotes du système, à changer de cap** et remettre le système sur une nouvelle direction capable de changer le profil des indicateurs mentionnés au tableau 37. Il faut ici comprendre que l’évolution de l’éducation en Haïti a connu des réformes diverses ( voir la liste des réformes en annexe 2), toutes visant à élargir l’accès et la rendre plus utile aux pays. De 1804 à 2017, on a enregistré 12 réformes ou plans de réforme de l’éducation du pays. Dans la réalité aucune d’entre elles n’a été véritablement appliquée. Ironiquement, le système, laissé à lui-même, a pris sa propre direction pour aboutir à son expression bicéphale[[25]](#footnote-25) débouchant sur les résultats actuellement enregistrés. Ce changement de cap nécessitera une vision claire de l’avenir et surtout beaucoup de courage pour faire virer le navire déjà fixé sur une destination qui n’amène nulle part, sauf la préservation des intérêts matériels.

2**. Le caractère bicéphale du système est une contrainte majeure** car il implique une de ses faces appartenant au secteur privé aura des intérêts mis en jeu. A ce propos, des problèmes légaux émergeront par rapport aux milliers de propriétaires d’établissements scolaires qui existent sur l’échiquier éducationnel. Ces problèmes le resteront pour aussi long temps que l’Etat fait de l’éducation un bien privé qui peut être vendu par tous sans tenir compte des intérêts stratégiques du pays.

Dès lors que le régulateur du système, le MENFP qui représente l’Etat, assume ses responsabilités de gérer le système pour le bien être socio-économique du pays, les problèmes légaux disparaissent automatiquement. Il conviendra essentiellement de trouver le mécanisme convenable permettant d’assurer la transition nécessaire garantissant l’intérêt matériel des uns et des autres.

3. **Les problèmes financiers sont susceptibles de causer plus de remous** car en toute vraisemblance et de toute évidence des contraintes majeures sont à surmonter dans ce domaine. Mais il est certain qu’avec la volonté de rechercher les solutions et les résultats le problème financier sera résolu. Convaincre la majorité à participer au financement de l’éducation des enfants de toutes les couches sociales du pays sera le principal défi à relever.

4**. Le facteur temporel est important pour approcher la question du financement de l’éducation**. Il l’est en raison du fait que les résultats ne se produiront pas automatiquement ; il faut du temps pour mettre en application les dispositions prises. Il l’est encore davantage car il faut accorder à une majorité critique le temps d’assimilation de la nouvelle vision et la convaincre à s’y embarquer.

5**. L’approche doit être souple en application** car les changements devront se faire graduellement et il faut des solutions intermédiaires pour éviter des dislocations et maintenir en cours le processus de formation des élèves aux les différents niveaux d’enseignement.

# 

# Annexes

## **Annexe 1 : Organigramme du système éducatif Haïtien**

**Ministre**

Cabinet du ministre

**Organismes autonomes :**

ONAPE, SEA, CNU, SEFP, IGE

**Direction Générale**

Secrétariat de la Direction générale

**Coordination générale Enseignement et qualité**

**DESRS**

**BUGEP**

**DEF**

**DES**

**RTE**

**DFP**

**DCQ**

**Coordination générale des Services d’appui à la gestion du système**

**DPCE**

**DAEPP**

**DGS**

**UIT**

**DSNE**

**BUNEXE**

**Coordination générale Administration et ressources humaines**

**DAA**

**DRH**

**Coordination générale des Directions départementales**

**DDE**

**BDS**

**BI**

**écoles**

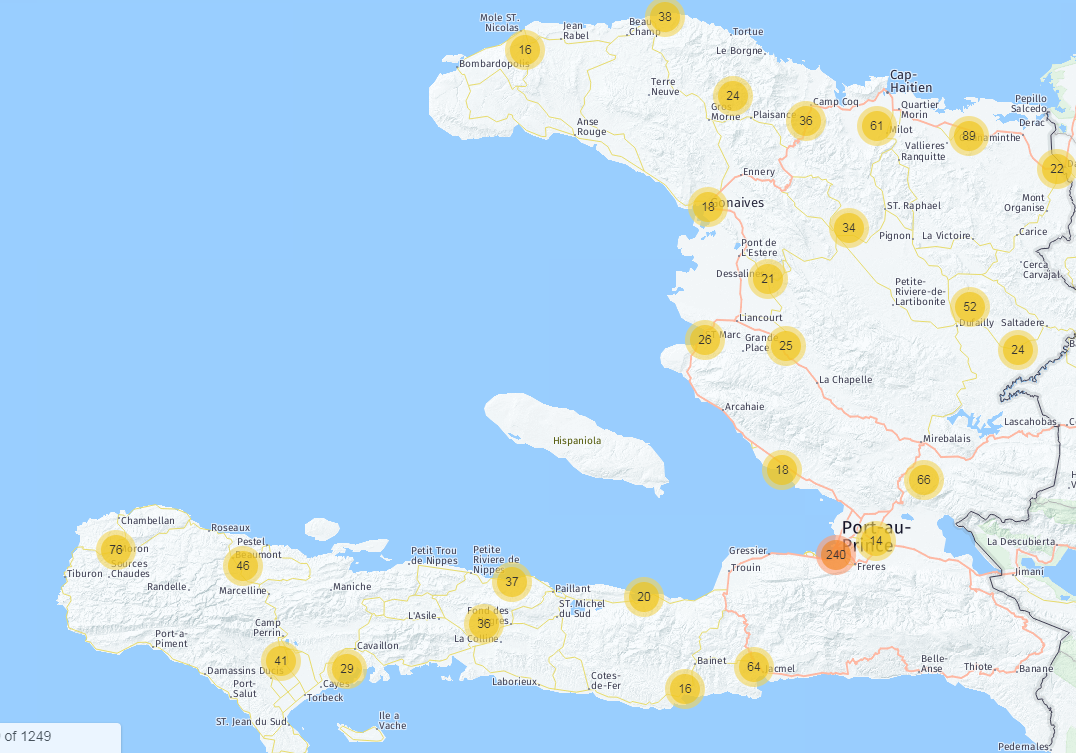
**Structures dépendant du DG:**

UCP, ENST, UEP, DAJ, CASAS, UPM, SP

|  |  |
| --- | --- |
| **ANNEES** | **REFORMES** |
| 1804-1982 | Système scolaire calqué sur le modèle Français  Enseignement en Français uniquement |
| 1920 | Reforme BELLEGARDE |
| 1940 | Reforme DARTIGUE |
| 1982 | Reforme Bernard : 2 langues officiels d’apprentissage : Français – Créole  Privilège accordé au Créole au cours du 1er cycle  Créole : langue officielle d’alphabétisation  Contraintes : peu de professeurs formés, contraintes financières, manuels en créole non disponibles |
| 1987 | La nouvelle Constitution stipule que l’éducation est à la charge de l’État et des collectivités territoriales. Elle consacre aussi la gratuite et l’universalité de l’enseignement primaire |
|  |  |
| 1997 | 1. Loi sur le Plan National d’Éducation et de Formation (PNEF)   Objectif 10 ans : Accès pour tous à une éducation de qualités  Augmentation du budget de l’éducation de 9% du budget national en 1997 a 22% en 2000  Axes majeurs : Améliorer la qualité et accroitre l’efficacité de l’éducation  Contraintes : Professeurs non qualifiés, faiblesse des capacités institutionnelles, instabilité politique, inégalités entre population scolaire rurale et urbaine   1. Réactivation du projet d’éducation de base (PEB) financé par la BID 2. Le programme d’appui au Renforcement de la Qualité d’Éducation (PARQUE) de l’UE 3. La mise en œuvre du Nouveau Secondaire 4. Relance de la Réforme de la formation professionnelle |
| 2007 | Mise en place d’une commission dénommée Groupe de Travail sur l’Éducation et la Formation (GTEF) avec mandat de proposer un Pacte National sur l’Éducation et la Formation (PANEF) pour orienter le système éducation pour les 20 à 25 prochaines années. |
| 2010 | Élaboration du Plan Opérationnel (PO) pour la période 2010-2015 dont l’objectif est : la refondation du système éducatif haïtien, l’organisation de la scolarité universelle, des investissements importants dans le système éducatif et l’application des 33 recommandations du GTEF |
| 2011 | Instauration d’un nouveau Programme de Scolarisation Universelle et Gratuite baptise *Lekol Ti Moun Yo*  Objectif : ouvrir l’accès à l’éducation à plus de 500,000 enfants supplémentaires  Instauration du Fonds National de l’Éducation (FNE) |
| 2012-2013 | Programme d’Interventions Prioritaires en Éducation (PIPE) : 2013-2016. Objectif : identifier et mieux cibler les actions prioritaires du Plan Opérationnel. Ex : Programme PSUGO et construction de quelques infrastructures scolaires  Signature d’un Accord de Partenariat sur l’Éducation entre le MENFP et les PTF (Partenaires Techniques et Financiers) |
| 2016 | Pacte National pour une Éducation de Qualité |
| 2017 | Élaboration du Plan Décennal d’Éducation et de Formation (PDEF) 2018-2027. Objectif : permettre à l’État Haïtien d’atteindre les objectifs fixés à l’horizon 2030 |

## **Annexe 2 : Grands moments du système éducatif Haïtien**

## **Annexe 3 : Cartographie de l’enquête nationale sur l’éducation en Haïti**



Enquête nationale\_ Etat des lieux du système éducatif haïtien

Commanditaire: ONAPE

Firme en charge de l’étude: ECOSOF S.A

Date: avril à mai 2018

## **Annexe 4 : Les différents projets financés par la BID**



Annexe 5. Simulation des revenus de la «  Redevance Education »

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Villes | Nb Tansc | Jour/ Sem | Jours/ms | Jours an | Gourdes | Total |
| Port-au-Prince | 1,234,742 | 3 | 5 | 20 | 240 | 12 | 10,668,170,880 |
| Carrefour | 442,156 | 3 | 5 | 20 | 240 | 12 | 3,820,227,840 |
| Delmas | 382,920 | 2 | 5 | 20 | 240 | 12 | 2,205,619,200 |
| Petionville | 283,052 | 3 | 5 | 20 | 240 | 12 | 2,445,569,280 |
| Port-de-Paix | 250,000 | 2 | 4 | 20 | 240 | 12 | 1,440,000,000 |
| Croix-des-Bouquets | 229,127 | 2 | 2 | 8 | 96 | 12 | 527,908,608 |
| Jacmel | 137,966 | 2 | 4 | 16 | 192 | 12 | 635,747,328 |
| Okap | 134,815 | 3 | 5 | 20 | 240 | 12 | 1,164,801,600 |
| Leogane | 134,190 | 2 | 3 | 16 | 192 | 12 | 618,347,520 |
| Les Cayes | 125,799 | 2 | 3 | 16 | 192 | 12 | 579,681,792 |
| Petit Goave | 117,504 | 2 | 3 | 16 | 192 | 12 | 541,458,432 |
| Jeremie | 97,503 | 2 | 2 | 12 | 144 | 12 | 336,970,368 |
| Miragoane | 89,202 | 2 | 3 | 16 | 192 | 12 | 411,042,816 |
| Gonayiv | 84,961 | 3 | 4 | 16 | 192 | 12 | 587,250,432 |
| Saint-Marc | 66,226 | 3 | 4 | 16 | 192 | 12 | 457,754,112 |
| Thomazeau | 52,017 | 1 | 2 | 8 | 96 | 12 | 59,923,584 |
| Lesa autres | 137,820 | 2 | 2 | 8 | 96 | 12 | 317,537,280 |
| Province | 500,000 | 1 | 1 | 4 | 48 | 12 | 288,000,000 |
|  | 4,500,000 | 40 |  |  |  |  | 27,106,011,072 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |

1. Plan stratégique de développement d’Haïti (PSDH), MPCE, novembre 2012 [↑](#footnote-ref-1)
2. Conférence mondiale sur l’éducation pour tous (EPT) à Jomtien 1990, Forum mondial de l’éducation à Dakar (2000), Forum mondial sur l’Education à **Incheon** en 2015. ***[NOTE – Jomtien and Incheon were misspelled]*** [↑](#footnote-ref-2)
3. TDR de l’étude [↑](#footnote-ref-3)
4. Ces fonds introduits en 2012 n’ont jamais été formellement votés en tant que lois par le Parlement même s’ils ont tacitement été légalisés par leur présence dans la loi de finances. Mais en grande partie, ils ont servi à financer d’autres activités par le Trésor Public. Entre 2015-2016, le Trésor Public a remboursé les montants utilisés qui ont alimenté les comptes uniques où ils sont domiciliés. [↑](#footnote-ref-4)
5. L’ organigramme tiré du rapport de recensement scolaire 2015-2016 du MENFP est présenté en annexe. [↑](#footnote-ref-5)
6. Moyenne sociale que l’anglais pourrait traduire par ‘Social Average’ pour indiquer le niveau général moyen de l’éducation dans le pays [↑](#footnote-ref-6)
7. La croissance exponentielle du secteur est principalement le résultat de l’incapacité de l’Etat à financer la croissance de la demande de scolarité : la croissance de la production per capita et du budget ne laissant pas trop de marge de manœuvre à l’Etat haïtien (voir chapitre 3). [↑](#footnote-ref-7)
8. Cette variable fait référence au budget des ménages qui détermine leur capacité à financer l’éducation de leurs enfants. Elle est une généralité, une construction théorique qui fait abstraction d’un ensemble de subtilités dans la formation du budget des ménages dont l’emploi, le niveau de formation et la distribution de la richesse dans le pays pouvant être mesurée par le coefficient de Gini. [↑](#footnote-ref-8)
9. Voir les rapports annuels I, II, III, IV, de la Cour Supérieure des Comptes et du contentieux administratif, de 2013-2017 ; les statistiques publiées sur le site de la BRH, 2017; les comptes nationaux publiés par l’IHSI, 2017. [↑](#footnote-ref-9)
10. La PIB ici est exprimé en dollars américain comme un proxy traduisant sa valeur réelle, en raison de la chute libre du taux de change gourdes dollars depuis ces trente dernières années. De son niveau de 5 gourdes pour un dollar en 1985, il est passé en 2017 à 60 gourdes pour un dollars, reflet de la dégradation de la situation économique globale du pays. [↑](#footnote-ref-10)
11. Ce point sera traité ultérieurement dans le rapport [↑](#footnote-ref-11)
12. Parmi ces entités, on peut compter : le ministre et son cabinet (BM), la direction générale (DG), la Direction des affaires administratives (DAA), la direction des ressources humaines (DRH), la direction de la planification et de la coopération externe (DPCE), la direction du génie scolaire (DGS), la Direction départementale de l’éducation (DDE). [↑](#footnote-ref-12)
13. Cette donnée est tirée de l’étude du Plan décennal d’éducation et de formation 2018-2027 réalisée en 2017 pour le compte du MENFP avec le financement de l’Union Européenne par la firme Eptisa [↑](#footnote-ref-13)
14. UNESCO, les synthèses de l’IIPE, unesco.unesco.org [↑](#footnote-ref-14)
15. Les détails méthodologiques de l’enquête sont présentés dans l’annexe de l’étude [↑](#footnote-ref-15)
16. Aujourd’hui, la révolution technologique a ouvert la voie à la formation virtuelle habilitant les centres, les éducateurs et tous ceux impliqués dans l’éducation à fournir celle-ci à distance. Mais en aucun cas, cette formation ne remplace le volet social et psychologique devant assurer la socialisation de l’apprenant au cours des premières années de son développement cognitif et de son intégration dans son environnement matériel. De plus, la structuration de l’administration de la connaissance étant le résultat d’un long processus est aujourd’hui un acquis historique qui semble être appelé à demeurer, nonobstant sa modernisation en vue de la rendre plus efficace au besoin. [↑](#footnote-ref-16)
17. Il faut souligner que dans cette moyenne sont incluses les tentes et les tonnelles qui sont comprises dans les 34256 établissements scolaires recensés sur le plan national et dont la valeur de location est le prix payé pour l’acquisition du pare soleil pour les tentes et les balais pour le nettoyage, en l’absence de tout lieu d’aisance. [↑](#footnote-ref-17)
18. Voir annexe 2 pour les différents projets financés par la BID au cours des 10 dernières années [↑](#footnote-ref-18)
19. Le total des montants donnés à Haiti sur 10 ans en moyenne est de 359 millions de dollars dont, les données collectées, 207 millions auraient été décaissés. Afin de simplifier les calculs, on fait l’hypothèse que tous les montants auraient été décaissés et sont convertis au taux de septembre de 2017 à 65 gourdes pour un dollar. Ce total est divisé sur 10 ans pour trouver la contribution annuelle des ressources externes. [↑](#footnote-ref-19)
20. Au taux de 65 gourdes pour un dollars en septembre 2018 [↑](#footnote-ref-20)
21. Ce cadre reste un schéma qui devrait faire l’objet d’un document stratégique et opérationnel de politique publique élaboré par les autorités exécutives et voté par le Parlement. [↑](#footnote-ref-21)
22. Cette enveloppe est un point de départ et des études plus approfondies seraient conduites afin d’établir les couts des différents éléments de qualité retenus comme base du système. [↑](#footnote-ref-22)
23. Le problème de la détérioration de la valeur de la gourde est une question qui doit être résolue en amont du système éducatif. [↑](#footnote-ref-23)
24. Redevance qui serait de 10 gourdes par transaction sans exception à tous les niveaux de la société [↑](#footnote-ref-24)
25. Appuyé tacitement par la communauté internationale et est aujourd’hui officialisé dans l’organigramme du MENFP par l’introduction de la DAEP. [↑](#footnote-ref-25)